

Industrie à domicile salariée



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1937, à 14 heures

PAR

Jacqueline CONTANT

LICENCIÉE EN DROIT

Jury :

Président : M. TRUCHY, Professeur.

Suffragants { M. BAUDIN, Professeur.
 { M. NOYELLE, Professeur.



IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Paris (1^{re})



1937

INDUSTRIE A DOMICILE SALARIÉE

Jacqueline CONTANT

Docteur en Droit

INDUSTRIE A DOMICILE SALARIÉE

**LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, rue de Constantinople
PARIS-8°**

—
1937



A MON PÈRE

Mort pour la France

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DU TRAVAIL A DOMICILE SALARIÉ

Avant d'aborder la question si intéressante du travail à domicile salarié, qui fait l'objet de cet ouvrage, il est nécessaire de bien définir ce que l'on entend par ces termes.

TRAVAIL A DOMICILE, *signifie travail exécuté en dehors d'un atelier patronal, dans le logement de l'ouvrier. C'est l'opinion adoptée par de nombreux auteurs, notamment par MM. Castroviejo, Sangro, Gide, Lorenz. Cependant, Karl Marx, dans son « CAPITAL », parle de l'industrie à domicile, sans distinguer « si elle s'exerce dans les logements particuliers des ouvriers ou bien dans de petits ateliers ».* De même, Schmoller comprend sous le terme d'Industrie à domicile, un travail exécuté « *à la maison, dans la famille ou dans l'atelier de petits patrons* » (1).

Mais, ce travail peut revêtir différentes formes. L'ouvrier peut, sa journée finie à l'usine, rapporter du travail à exécuter chez lui le soir, pour le compte du même pa-

(1) « In der handwerskmässig en werkstatt ».

tron. Ou bien, c'est encore l'ouvrier ne fréquentant jamais les ateliers patronaux et travaillant uniquement dans son logement, pour un entrepreneur quelconque : c'est lui le véritable ouvrier à domicile.

Mais là encore, distinguons le petit artisan, vendant directement à la clientèle et le travailleur à domicile, ne livrant son ouvrage qu'à un patron : entrepositaire, agent commercial, fabricant ou grand magasin ; en un mot, possédant la qualité de salarié.

L'ARTISAN est, en somme, un petit patron : il travaille seul ou avec sa femme, ses enfants, quelques apprentis. Il achète les matières premières ou transforme celles que le client lui donne. Il est son maître, il peut débattre ses prix ; mais il a aussi les soucis du patronat : son gain ne lui est point assuré. Quand l'année est prospère, il fait de jolis bénéfices ; mais après, ce seront peut-être les jours de disette.

Et pourtant, le petit artisan est très protégé en France, où l'on a compris, tout au moins jusqu'à ces dernières années, que la *stabilité de la classe moyenne faisait aussi celle de l'Economie française*.

Qui ne se rappelle la sollicitude de M. Lépine pour les artisans ? C'est lui qui, étant Préfet de police, leur permit de s'installer sur les grands boulevards au moment des fêtes du Nouvel An, et qui, chaque automne, organisa « le Concours Lépine », lequel survit à son fondateur et permet aux inventeurs, aux artisans, en dehors de la remise de médailles, de montrer au grand public le fruit de leur labeur et de le lui vendre directement.

Au contraire, le TRAVAILLEUR A DOMICILE ne fait qu'exécuter les ordres, qui lui sont donnés par un patron, et reçoit en échange de son ouvrage, un salaire. La fabrica-

tion de l'objet et sa vente au public, opérations concentrées entre les mains de petits patrons, sont ici absolument distinctes. L'œuvre de production et d'échange se divise en *deux facteurs* : d'un côté, le rouage central (fabricant ou grand magasin) qui réunit les produits et se charge de leur écoulement (2) ; de l'autre, une multitude d'ateliers à domicile, attachés à la production.

Ainsi caractérisée, l'organisation de ce genre de travail offre ceci de particulier, *qu'il appartient à la petite industrie, quant au mode de production, mais que, pour l'écoulement des produits, ce sont les modes de centralisation et de vente, tenant de la grande industrie*. De même que dans cette dernière, le travail à domicile vise plus spécialement la fabrication en grand, d'objets de consommation générale ; ce sont des produits de types communs, à débouché facile tels que robes, manteaux, tricot, fichus, fleurs artificielles, couronnes mortuaires, sacs en papier, qui alimentent ce genre d'industrie ; rarement on trouve des objets de luxe.

D'un autre côté, on retrouve dans l'Industrie à domicile, les caractères de la petite industrie ; comme pour cette dernière, on emploie des machines et des outils à petit rendement ; de modestes métiers à tisser, rappelant ceux du Moyen-Age ; quelques outils primitifs, de petits moteurs pour les machines à coudre : ce sont là les principaux aides de l'ouvrier en chambre.

Donc, avec des moyens primitifs, les travailleurs fabriquent des objets d'usage commun ; mais pour le compte de qui ? De celui d'un patron qui les commande, leur confie parfois le modèle, les fournitures ; leur promet un

(2) Bru, « Essai sur la réglementation du travail à domicile »,

certain salaire, contre le travail exécuté ; celui-ci terminé, c'est le fabricant seul qui devra chercher l'écoulement de ses produits. Parfois, entre le patron et l'ouvrier, se glisse un troisième personnage : l'intermédiaire ou entrepreneur. Nous définirons plus tard son rôle, parfois très important.

Le Travail à domicile salarié est souvent appelé la « *fabrique collective* ». Ce nom n'évoque nullement l'éparpillement des ateliers. M. Charles Gide, dans ses « PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE », le baptise d'une appellation beaucoup plus rationnelle, « *manufacture à domicile* ». Georges Renard le nomme « *fabrique dispersée* ». Enfin, qu'on le considère sous l'un ou sous l'autre nom, il est difficile d'expliquer mieux que M. Schwiedland, dans « LA RÉPRESSION DU TRAVAIL EN CHAMBRE », ce qu'est le Travail à domicile : « *La fabrique collective est la production industrielle pour un entrepreneur (fabricant, marchand, agent ou artisan), de petits ateliers ou d'ouvriers qui, sans être renseignés sur l'écoulement final de leurs produits, les confectionnent avec les moyens techniques de la petite industrie, dans leur propre atelier ou à domicile, et dont la situation sociale et économique est fort dépendante et incertaine* ».

Pour terminer, il faut noter que souvent le travailleur à domicile est en même temps artisan, c'est-à-dire qu'en dehors de la fabrication d'objets en tant qu'ouvrier, il satisfait les exigences d'une clientèle personnelle, à titre de patron.

ENTREPRENEURS ET PRODUCTEURS

1° *Entrepreneur commercial* : c'est-à-dire l'entrepositaire qui exerce les fonctions d'entrepreneur : reçoit les commandes, les répartit, fournit généralement les matières premières, et monopolise la vente des produits fabriqués en dehors de ses propres locaux de travail.

2° <i>Ouvrier</i> :	Tâcheron indépendant, c'est-à-dire travaillant à la tâche, chez lui, pour le compte de l'entrepreneur commercial.	A. {	Travail seul.
		B. {	avec les membres de sa famille exclusivement.
			occupés chez eux.
			occupés dans la maison du tâcheron indépendant.
	Ouvrier dépendant, c'est-à-dire travaillant à la tâche ou à la journée, pour le compte d'une personne (tâcheron indépendant ou sous-entrepreneur) en relation directe avec l'entrepreneur commercial.		occupé par un
			tâcheron indépendant
			chez lui.
			occupé par un
			sous-entrepreneur
			dans la maison du tâcheron.
			chez lui.
			dans la maison du sous-entrepreneur.

3° <i>Sous-Entrepreneur</i> : c'est-à-dire l'intermédiaire commercial, ne coopérant pas lui-même à la production, et percevant comme rémunération, la différence entre la somme convenue avec l'entrepreneur commercial et celle payée aux ouvriers pour leurs salaires.			des ouvriers travaillant chez eux.
			occupant :
			des ouvriers travaillant dans son propre atelier.

TABLEAU ETABLI PAR L'OFFICE DU TRAVAIL BELGE

CHAPITRE II

ORIGINES DU TRAVAIL A DOMICILE

Le Travail à domicile semble être né dans les monastères et les domaines seigneuriaux du Moyen Age.

Les Seigneurs ou les Clercs, c'est-à-dire la noblesse ou le clergé, qui seuls, appartenaient à des castes privilégiées, faisaient travailler pour leur compte et sans bourse délier, les paysans, les roturiers qui étaient sur leurs terres. Ceux-ci payaient ainsi une sorte d'impôt à leurs protecteurs qui, en retour, leur assuraient bonne justice et vie paisible.

L'industrie de la tournerie, dont le but est la fabrication des pipes de bruyère, d'objets de piété, revêtait cette forme sur le territoire de l'ABBAYE DE SAINT-CLAUDE, dans le Jura, « *qui, du v^e siècle à 1790, exerçait un pouvoir souverain sur tout le pays, où elle possédait d'immenses territoires forestiers* » (1).

Les moines faisaient l'éducation technique des paysans, en leur fournissant le bois pris dans les forêts de l'Abbaye; ils se chargeaient de l'écoulement des produits, en gardant pour eux un bénéfice. De même, en SILÉSIE, l'industrie du tissage de la toile se créait d'une façon analogue : les serfs cultivaient, sur les terres de leurs Seigneurs, le chanvre et ensuite le tissaient. Les produits étaient alors

(1) Audiganne, 1865.

centralisés par le Seigneur, qui les vendait à des marchands avec bénéfice.

La « *Fabrique collective* » moderne, a certainement pour ancêtre l'industrie du foyer qui, dans le cours des siècles, a pris un tout autre caractère. L'industrie du foyer « *est une production industrielle, qui transforme pour l'usage de la maison, les matières premières qu'elle a elle-même produites* » : c'est ce que l'on appelle l'ECONOMIE FERMÉE. Chaque maison, chaque foyer, fabrique strictement ce qui est nécessaire à son entretien. On comprend que cette forme primitive de production, est la seule pouvant convenir dans des temps, où les moyens de communication font défaut, et où les guerres intérieures et extérieures perpétuelles, rendent impossibles ou dangereux, les voyages.

On voit cette forme première de production dans la famille Romaine, où le chef, le « *Pater* », forme avec sa femme, ses enfants, ses « *gens* », ses esclaves, ses affranchis, une petite Cité, laquelle est entretenue par le travail de ses champs et l'élevage de ses bêtes. Au Moyen-Age, on retrouve le régime de l'Economie fermée, dans les domaines seigneuriaux et les manses ecclésiastiques (2).

Le passage de l'industrie domestique, à l'état de production industrielle à domicile, se fait insensiblement : il est l'œuvre du temps, des progrès de la civilisation ; il arrive au moment où la production familiale excède les besoins de ses membres ; le surplus est alors porté sur les marchés voisins et les foires font leur apparition. Petit à petit, chacun se rend compte qu'il est plus apte à tel travail qu'à tel autre : *la spécialisation se fait*. Les voisins échangent leurs produits entre eux ou les vendent à des

(2) Bru, « Essai sur la réglementation du travail à domicile ».

colporteurs, qui vont de village en village pour écouler leur marchandise.

Et, dans cette spécialisation d'industrie, il y a deux sortes de travailleurs : d'abord, celui qui transforme une matière première lui appartenant, c'est le petit patron ; ensuite, celui qui façonne une matière première fournie par le client ou le fabricant, c'est l'artisan ou l'ouvrier à domicile.

Les travailleurs à domicile étaient appelés *chambre-lans*, c'est-à-dire ouvriers en chambres. Les règlements de corporations de métiers leur faisaient une guerre acharnée ; les peines les plus rigoureuses leur étaient infligées. « *Qui nous dira la vie perpétuellement inquiète du chambrelan, ce véritable contrebandier du travail, obligé de gagner son pain en cachette, sans cesse menacé des visites, des procès-verbaux, de la confiscation, du carcan et du pilori ?* »

C'est aux travailleurs à domicile des deux sexes, que songeait Desmoulins au lendemain de la nuit du 4 août, en écrivant : « C'est cette nuit qui a supprimé les maîtrises et les privilèges exclusifs. Aura une boutique qui pourra. Le maître tailleur, les maîtres cordonnier et perreux pleureront, et il y aura illumination dans les lucarnes. »

Et SAINT BERNARDIN DE SIENNE s'exclamait ainsi, en parlant des ouvrières à domicile : « *Oh! femmes, femmes, si on prenait une de vos robes et si on la tordait, on en verrait sortir le sang des créatures de Dieu* » (1386-1444). Saint Bernardin a pour elles des trésors de pitié ; il les plaint et les excuse de la bassesse morale, où les conduit une vie de misère, une vie d'enfer.

Cependant, l'Industrie à domicile se développe. On en

trouve beaucoup dans la fabrication du drap. Dès le Moyen-Age, à Florence, la laine est filée dans la campagne environnante, par des femmes, auxquelles les commis du maître drapier distribuent l'ouvrage, qu'ils viendront plus tard recueillir et payer. Les évêques de la ville, dans des lettres pastorales, lues en chaire aux grandes fêtes de l'Eglise, menacent les paysannes de la censure ecclésiastique et de l'excommunication, si elles filent avec négligence, ou gaspillent la laine qu'on leur a confiée.

Le travail à domicile se développe un peu dans tous les genres, malgré l'atteinte que lui causa la naissance de la grande industrie. En 1896, on évalue à 1.565.000 le nombre des travailleurs à domicile (3). Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'on parvienne à un tel chiffre, si l'on songe que la lingerie, la mode et la confection sont le triomphe de l'Industrie Française. Et ne sont-elles pas la triste rançon, les grandes pourvoyeuses du travail sweated ? Ne constituent-elles pas la grande majorité des industries à domicile Parisiennes, dont à elles seules, le nombre des travailleurs a pu être estimé à 250.000 ?

Dans cette statistique de 1896, on trouve qu'il y a environ 650.000 ouvriers, employés dans les étoffes (4) et les vêtements, et 50.000 dans les dentelles, guipures et broderies.

En 1906, pour la seule industrie de la lingerie, il y a 112.627 femmes travaillant à domicile, et 122 hommes ; ces chiffres, en 1921, tombent respectivement à 71.890 et 55 (extrait de « LA LINGERIE ET LES LINGÈRES », de Jeanne Bouvier).

En 1931, la dernière statistique générale de la France

(3) Extrait du *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1896.

(4) Thèse Flory, « Le travail à domicile » (1905).

indique que les travailleurs isolés masculins, sont au nombre de 1.561.223 et les isolées féminines 1.192.789 (361 dans l'industrie de l'alimentation, 55.256 dans les textiles, 386.332 dans la confection, 1.966 dans les pailles, osiers, plumes). Il faut se rappeler que ces chiffres ne s'appliquent pas seulement aux ouvriers et ouvrières à domicile, mais aussi aux artisans, et que les travaux de pêche, forêts, culture et élevage, absorbent 547.107 hommes et 306.212 femmes.

On peut donc, à l'heure actuelle, estimer à 1.500.000 l'effectif des travailleurs et travailleuses à domicile.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

COMPOSITION DES TRAVAILLEURS A DOMICILE

Les travailleurs à domicile se rencontrent dans des *classes sociales très différentes*. Il ne faut pas croire que seule, la masse populaire fournisse des éléments à ce genre d'industrie.

On en trouve d'abord parmi les RETRAITÉS, anciens fonctionnaires, agents des postes, demoiselles du téléphone, employés de ministères qui, par suite de la crise, des dévaluations, n'ont plus assez de ressources pour vivre ; des mutilés de guerre chargés de famille, dont la pension est trop maigre pour leur assurer le niveau de vie, convenant à leur position sociale ; de petits rentiers et rentières qui, avant la guerre, jouissaient d'une jolie aisance et aujourd'hui travaillent souvent en cachette ; des commerçants, dont les affaires ont périclité et même des femmes appartenant à la bourgeoisie. C'est à ces dernières que pensait A. de Musset, en écrivant dans les « DEUX MAÎTRESSES » *« il y a à Paris un grand nombre de femmes, de demoiselles pauvres qui, tout en ayant dans*

le monde un rang convenable et quelquefois distingué, travaillent en secret pour vivre. » Leur maigre labeur quotidien leur permet de garder le rang, auquel elles sont habituées ; leur mari et leurs enfants pourront ainsi parvenir à une situation meilleure.

Souvent aussi, des jeunes filles, dans le but d'augmenter leur argent de poche, tricotent pour des entrepreneuses ; leur travail satisfait leurs goûts de coquetterie.

Mais, dans la plupart des cas, le salaire de l'ouvrière à domicile est un appoint indispensable à l'équilibre du budget familial. En me laissant aller à mes souvenirs personnels, je me rappelle une femme d'une cinquantaine d'années, ruinée par son mari, et passant ses journées (des journées de dix heures parfois), à tirer des fils et faire des jours pour subvenir aux frais d'une longue maladie de sa fille. Malgré ce labeur incessant et les pertes de force qu'il entraînait, elle ne pouvait dépenser pour elle, comme nourriture, que 2 fr. 50 par jour. Il faut avoir vu un tel spectacle pour y croire !

Il y a aussi parmi les ouvrières à domicile les infirmes, les incurables, les malades, dont nous reparlerons ultérieurement. Malheureusement, la plupart du temps, ces femmes sont âgées ou inhabiles : les malheurs, les épreuves, les privations, les souffrances ont usé leur énergie morale. N'étant pas susceptibles d'une formation professionnelle, elles sont réduites à prendre de petits travaux à la portée de tous : pliage, collage, enfilage de perles, lingerie ordinaire... ce qui, pour elles, est le seul moyen de ne pas mourir de faim. Ces femmes sont connues sous le nom d' « *ouvrières d'assistance* » ; elles habitent généralement des taudis et font parfois étalage de leur misère, pour exciter davantage la pitié.

Enfin, il y a l'OUVRIÈRE PROFESSIONNELLE (1) : fille et femme d'ouvrier, elle a fait son apprentissage ; puis, après son mariage, sa famille s'étant accrue, elle a cherché à prendre chez elle le travail qu'elle faisait autrefois au dehors, afin de pouvoir élever ses enfants et garder son foyer. C'est à elle que l'entrepreneur confie les ouvrages les plus délicats, ceux qui exigent une connaissance très spéciale ; ces femmes vaillantes sont nombreuses et peu connues des inspecteurs.

Les Travailleurs à domicile habitent la *ville* ou la *campagne*. A la campagne, leurs prétentions sont moins élevées qu'à la ville et c'est pourquoi, à l'heure actuelle où les moyens de communication sont si faciles et si rapides, les entrepreneurs préfèrent souvent porter leurs travaux au loin, pour bénéficier de salaires plus réduits. De leur côté, hommes et femmes, pendant la morte-saison, l'hiver, sont heureux, même pour une rémunération minime, de trouver du travail à exécuter chez eux.

(1) Deuxième Congrès pour l'Industrie à domicile, Zurich, 1912. Rapport de Madeleine Carsignol.

CHAPITRE II

LES INDUSTRIES QUI PRATIQUENT LE TRAVAIL A DOMICILE

C'est un peu dans toutes les industries que l'on trouve la « *fabrique collective* », mais plus spécialement dans celles, ne nécessitant pas l'emploi d'outils très compliqués ou de grosses machines.

Tout le monde connaît les ateliers d'horlogerie du Doubs et de la Haute-Savoie ; les lunetteries, pipes et jouets du Jura ; les serrureries de la Somme ; les coutelleries du Puy-de-Dôme ; les nacreries de l'Oise ; les rubanneries de la Loire et de la Haute-Loire, particulièrement dans la région de Saint-Etienne ; les soieries du Rhône, les broderies des Vosges, les dentelles du Puy, les sandales des Pyrénées, les tricots et bonneterie du Nord et de l'Aube ; les travaux de couture, de lingerie, les modes de la région parisienne ; les industries ayant pour objet les couronnes mortuaires, les chapelets, les chaînes, les fleurs artificielles... Dans ces diverses branches, on rencontre des ouvriers à domicile.

CORDONNERIE

Dans la cordonnerie, les travailleurs font chez eux le piquage de la tige, le montage, l'assemblage du talon, le

finissage. Dans ce corps de métier, de nombreux patrons se plaignent que la valeur professionnelle décroît chaque jour ; l'ouvrier ne s'intéresse pas à son travail, il gâche les marchandises qu'on lui a confiées : il n'y a plus de conscience professionnelle. L'industrie de la chaussure, comprenant aussi celle des pantoufles, des galoches, emploie beaucoup d'ouvriers dans les campagnes ; sa morte-saison correspond au plein des travaux champêtres : moissons, vendanges ; les patrons se trouvent alors débarrassés d'un personnel encombrant. Pour tous ces ouvriers, connaissant mal leur métier, partout on réclame la création de cours et d'écoles d'apprentissage, pour former de bons travailleurs et améliorer leur valeur professionnelle.

Les ouvriers en chaussure, visités lors de l'enquête entreprise par l'*Office du Travail* en 1914, travaillaient, tantôt pour des patrons, ne possédant aucun outillage mécanique ; tantôt pour des fabricants, disposant d'un matériel plus ou moins perfectionné ; tantôt pour de grands industriels ayant des usines, installées en vue d'une production, entièrement exécutée avec des machines, mais employant pour certains travaux des ouvriers à domicile.

On en trouve aussi, confectionnant leur ouvrage pour de grands magasins ; de petits fabricants, écoulant eux-mêmes leurs marchandises sur les foires et les marchés, les coopératives de production. Parfois, mais rarement, des entrepreneurs font la liaison entre les ouvriers et les fabricants, mais ces derniers n'aiment pas ces sortes d'arrangements, et préfèrent, si le travailleur habite un peu loin, lui faire porter l'ouvrage par de simples dépositaires, par le chemin de fer ou par voitures (1).

(1) Enquête de l'Office du Travail sur la chaussure, 1914.

HORLOGERIE

On trouve aussi des ouvriers à domicile dans l'industrie de l'horlogerie : *celle-ci débuta sous la forme artisanale.*

L'artisan, en général, n'exécute pas seulement des pièces détachées, mais la montre tout entière. Il ne faut pas le confondre avec l'ouvrier domiciliaire actuel, qui travaille sur une matière première ne lui appartenant pas, et ne recevant qu'un salaire en échange de son ouvrage.

La forme artisanale subsista jusqu'au XVIII^e siècle, époque de grand développement dans le perfectionnement des machines. Les forces motrices nouvelles créant la grande industrie, les premières usines importantes furent fondées.

Pour lutter contre la concurrence américaine, dont les vastes entreprises fournissaient sur le marché commercial une grande quantité de montres, les usines françaises, particulièrement celles du Jura, furent obligées de s'agrandir et d'employer un nombre considérable de travailleurs dans les fabriques : ce fut la mort des petits artisans, qui disparurent peu à peu, remplacés par les ouvriers à domicile.

Ces pauvres gens, habitués à travailler chez eux, à être leur patron, ne purent se faire à l'idée de gagner leur pain dans des usines, d'être asservis à des règlements ; ils préférèrent abandonner leur liberté professionnelle et se mettre, en qualité de salariés, au service de vastes entreprises : ils devinrent travailleurs à domicile, sous la forme que nous leur connaissons aujourd'hui.

A partir de cette époque, les fabriques se spécialisèrent, car l'infinie variété des diverses pièces d'une montre prête,

mieux que dans toute autre industrie, à la division du travail. La matière première est toujours fournie par l'entrepreneur, les outils étant généralement à la charge de l'ouvrier.

CONFECTION

Dans l'habillement, il y a de nombreux travailleurs à domicile.

Les patrons, entrepreneurs, fabricants, remettent aux ouvriers les tissus coupés : ce sont des robes, tabliers, culottes, vestes, gilets à exécuter. Ils auront à les assembler, les bâtir, les coudre à la machine, poser les boutons, en un mot les finir. Souvent, ces morceaux portent des numéros, afin d'éviter aux travailleurs peu méticuleux, de faire une robe avec une jupe du 46 et un corsage du 38.

LINGERIE

Dans la lingerie, les ouvrières, car c'est presque exclusivement un personnel féminin qu'emploie cette industrie, ourlent des draps, des torchons, du linge de maison, ouvrages réservés à celles qui n'ont pas d'aptitudes spéciales. D'autres, exécutent des travaux plus compliqués : elles font des jours, brodent des chiffres ; enfin, les lingères tout à fait fines, fabriquent layettes, trousseaux. Il faut dire qu'on en trouve peu de cette dernière catégorie, travaillant à domicile ; généralement, ce sont des « *meurt-de-faim* », n'ayant pour toute valeur professionnelle que leur bonne volonté.

TRICOTAGE

Il y a les tricoteuses possédant une machine, et les tricoteuses travaillant à la main. Les premières sont peu

nombreuses, l'achat des métiers étant trop cher pour des bourses alimentées de petits salaires.

Les malheureuses tricoteuses à la main, faisant pull-over, sweater, chaussettes, sont souvent la proie des entremetteuses, qui leur font des conditions très dures.

SOIERIE

Dans la soierie, le patron de la fabrique collective ne possède généralement en propre, ni métier, ni atelier. Son rôle consiste à acquérir les matières premières, à créer les dessins, à trouver des débouchés pour ses produits. Les commandes sont exécutées par de petits entrepreneurs, employant des travailleurs à domicile, ceux-ci possédant un métier.

FLEUR ARTIFICIELLE

Il y a de nombreux ouvriers à domicile travaillant dans la fleur artificielle ; ces travailleurs s'appellent NATURALISTES, ROSIERS, MONTEURS, CRÉATEURS DE MODÈLES, selon le genre d'ouvrage auxquels ils se livrent. Ils ne sont pas occupés toute l'année à un rythme égal, ayant quatre mois de morte-saison, de juin à octobre ; mais la plupart d'entre eux, durant ces mois d'été, se consacrent au travail de la plume, peu brillant durant ces années passées, mais qui semble aujourd'hui retrouver une vogue nouvelle.

Dans l'industrie de la fleur artificielle, on peut distinguer les phases suivantes :

D'abord, les *travaux de préparation* : les pétales sont découpés tantôt à l'emporte-pièce, tantôt avec une machine à découper, qui opère à la façon d'une guillotine. Les

pétales sont alors trempés à la main dans les bains colorants.

Ensuite, la *fabrication proprement dite*. On façonne les pétales, on leur donne leur incurvation, leurs nervures. Pour cela, on se sert de pinces en acier, de boules métalliques, supportées par un manche en bois ; du pied de biche ; du petit fer recourbé, qui imprime les nervures médianes à certains pétales de fleurs ; du triboulet, employé pour la fabrication de la jacinthe. L'index et le pouce remplacent parfois l'outil pour façonner le pétale, le gaufrer.

Enfin la *monture*, à l'aide de la pince.

Ces deux derniers groupes de travaux sont faits par les femmes et le premier par les hommes. Seuls, les fabricants de second ordre, achètent leurs tissus apprêtés et teintés chez des marchands spéciaux, les marchands d'apprêts. Pourtant, chez ces derniers, tous les industriels se fournissent de certaines parties, nécessaires à la fabrication de la fleur artificielle, telles que laiton, graines, etc. (2).

CARTONNAGE

L'industrie du cartonnage compte également dans ses effectifs beaucoup d'ouvriers à domicile. Le travail se décompose de la manière suivante :

On commence par découper le carton aux dimensions voulues ; puis on colle le papier glacé, destiné à orner l'intérieur de la boîte ; on assemble les morceaux, qu'on fixe au moyen de bandes de papier aux couleurs vives, donnant du cachet au cartonnage, en formant un petit lise-

(2) Extrait de l'Enquête du Ministère du Travail sur la fleur artificielle.

ré élégant aux arêtes. Ensuite, on ajoute un morceau de toile faisant charnière, et enfin on termine le tout, en collant le plat du couvercle, celui du fond et les bandes couvrant les côtés de la boîte.

Il restera encore, avant de reporter l'ouvrage, à glisser dans l'intérieur un deuxième carton légèrement plus haut que le fond, et sur lequel viendra s'emboîter le couvercle. On voit que les manipulations sont nombreuses et nécessitent du soin pour ces divers assemblages (3).

(3) « Le Travail à bon marché » (Nény).

CHAPITRE III

AVANTAGES DU TRAVAIL A DOMICILE

§ 1. — AVANTAGES POUR LE TRAVAILLEUR

« *Le travail à domicile est comme un Janus à deux faces, il a deux noms. Tantôt, il s'appelle le travail à domicile et évoque spontanément de belles et nobles idées; tantôt, il s'appelle le sweating-system et ce nom seul le voue à l'exécration* », écrivait la regrettée M^{me} Jean Brunhes. Le travail à domicile est donc représenté comme la forme idyllique de travail, ou au contraire sous une figure hideuse : c'est qu'il a ses bons et ses mauvais côtés.

Le travail à domicile a, pour la femme, de NOMBREUX AVANTAGES ; elle peut, pendant ses moments de liberté, vaquer aux soins du ménage, préparer sainement des aliments, au lieu d'acheter un quart de frites chez l'épicier du coin, ou de la charcuterie ; la variété des mets, leur cuisson lente sur un fourneau à charbon, l'économie réalisée par une femme avisée, permettront un niveau de vie physique meilleure. L'épouse sera là pour recevoir le mari, rentrant de son travail ; elle le retiendra au foyer, qui aura pour lui plus d'attraits que le cabaret, où l'on joue, où l'on boit, et d'où l'on revient nerveux, irritable, fatigué et souvent dégoûté.

Les enfants, en rentrant de l'école, pourront être surveillés, au lieu de vagabonder dans les rues et les ruis-

seaux. Les devoirs, convenablement rédigés sous l'œil vigilant de la mère, prépareront à ces enfants une vie meilleure, née d'une bonne éducation, donnée par les parents.

Au lieu de mettre ses bébés en nourrice, ce qui coûte fort cher, la mère pourra s'en occuper, économisant ainsi de deux à trois cents francs par mois, et soigner, comme seule peut le faire une mère, ces petits êtres délicats qu'elle aimera davantage.

La femme qui travaille chez elle, car en ce moment c'est d'elle dont je m'occupe particulièrement, ne subit pas la mauvaise influence des autres ouvrières et cela en raison directe de sa jeunesse. Une mauvaise compagne a vite fait de détourner du droit chemin, de montrer la vie sous des dehors grossiers et bas, d'exciter contre la famille, le patron et la Patrie. Je connais une jeune ouvrière, travaillant en usine, qui fut jusqu'à ces derniers temps d'une conduite irréprochable ; elle vient, hélas ! de quitter le logis maternel, pour se mettre en ménage avec un garçon paresseux et débauché. Comme j'exprimais à sa mère ma surprise et ma peine, elle me dit en toute franchise : *« Vous comprenez, à l'atelier, les compagnes, au lendemain d'un jour de congé, racontent leurs petites aventures. Elles interrogent ma fille d'un air ironique et moqueur : la pauvre petite a voulu, elle aussi, « se mettre à la page »... »*

Le travail à domicile est le grand sauveur des personnes malades, mais dont l'état de santé permet encore de *« bricoler »*. Je connais des femmes paralysées des jambes, passant des journées entières à gratter de petits animaux de bois, ou à faire de la lingerie. D'autres, atteintes de varices et d'ulcères variqueux, exécutent de la confection à la machine ; elles ne pourraient faire les allées et

venues à l'usine, mais un travail sédentaire leur permet encore de réaliser quelques francs par jour. Et cette situation a l'énorme avantage d'améliorer le moral de ces pauvres créatures, en les associant à la grande loi du travail. C'est souvent pour elles un *réconfort* de ne pas se sentir complètement à la charge de leur famille.

Enfin, ce qui pousse la femme à rester chez elle, c'est l'amour du nid familial, même quand ce « *nid est étroit, laid et mesquin* » (1).

§ 2. — AVANTAGES POUR LE PATRON

Il peut sembler étrange qu'en ce siècle de formidables entreprises, d'ateliers immenses, de machines chaque jour plus perfectionnées, le travail à domicile tienne encore une place assez considérable dans l'Economie de notre pays. Il faut en déduire que le patron trouve son avantage à utiliser le mode de production, qu'est la « *fabrique collective* ». Examinons la situation.

En ces temps si agités, où la « *grève sur le tas* », à l'exemple de l'Italie d'avant Mussolini, de l'Espagne notre voisine, est de pratique courante ; les travailleurs isolés ont pour le patron, l'énorme avantage de n'avoir pas l'esprit de caste. N'étant pas avec d'autres salariés, exerçant le même métier, ayant des aspirations semblables, ils n'ont pas au même degré que ceux des ateliers, la révolte dans le cœur ; et si, dans leur for intérieur, ils aspirent à une amélioration de vie, et haïssent le patron et les capitalistes, ils ne sont pas organisés ; et par suite même de leur isolement, ne sont pas dangereux.

(1) Georges Renard, « L'ouvrière à domicile ».

Les ateliers, avec le confort, l'éclairage, les machines, enfin les frais énormes en tous genres, sont une très lourde charge pour le fabricant, en période de morte-saison. Au contraire, le patron ne fait aucune dépense de local, de chauffage, de lumière pour le travailleur à domicile. De plus, c'est pour lui le meilleur moyen de se prêter aux exigences de la clientèle. A-t-il beaucoup de commandes ? Aussitôt il fait appel à l'activité des travailleurs à domicile. Au contraire, la saison est-elle mauvaise ? N'étant lié par aucun contrat, il laisse en chômage les ouvriers domiciliaires : GRÂCE A EUX, IL PEUT SUIVRE LES FLUCTUATIONS DU MARCHÉ.

De plus, nombre de lois ouvrières ne s'appliquent pas aux travailleurs à domicile : pas de réglementation concernant les heures de travail ; les lois sur la semaine anglaise ne leur profitent pas ; il en est de même pour la loi de 1898 sur les accidents du travail, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement. La nouvelle loi sur les congés payés ne fait aucune mention, dans son texte, des ouvriers à domicile ; en l'analysant de très près, on ne relève aucun indice, permettant de l'appliquer aux travailleurs qui nous intéressent.

CHAPITRE IV

INCONVÉNIENTS DU TRAVAIL A DOMICILE

Mais hélas ! Si au lieu de considérer l'industrie à domicile uniquement sous ses bons côtés, on l'envisage dans toute son ampleur, le point de vue change et c'est bien là qu'on peut sonder le fond de la misère humaine et toute la détresse de certains taudis.

LES TAUDIS

Pour qui connaît un peu la question sociale et approche de près le travailleur dans son foyer, il est aisé de comprendre toutes les difficultés que présente l'industrie à domicile. Malgré les efforts constants des pouvoirs publics pour améliorer les conditions de vie des masses populaires, il ne faut pas croire que ces vastes habitations à bon marché (H.B.M.), avec le confort moderne, puissent contenir toutes les familles ouvrières.

Et alors, comment sont installées les autres ? Dans des taudis sans jour et sans lumière ; dans une *zone nauséabonde*, où les habitants croupissent, environnés d'une saleté répugnante ; où le parquet, remplacé par le sol, amène une humidité malsaine et où, de mes propres yeux, j'ai vu de *pauvres gens obligés, pendant la nuit, d'ouvrir leurs*

parapluies pour se garantir ; la pluie tombant à travers un toit, formé de planches mal jointes. Souvent aussi, leur gîte se compose d'une roulotte minuscule ne contenant qu'un seul lit, dans lequel s'entassent parents et enfants. Pour faire la cuisine on allume la cuisinière ; l'atmosphère, chargée d'oxyde de carbone, devient alors irrespirable et la température voisine de 30°, fait perler la sueur sur le front des habitants.

Et comment veut-on que dans ces installations misérables, une ou plusieurs personnes puissent travailler chez elles ? Comment le minimum d'accessoires, indispensables à des travaux généralement faciles, pourra-t-il trouver place dans ces logis exigus, déjà encombrés du lit et de quelques chaises, car il ne faut quelquefois pas y chercher d'autres meubles.

Souvent, le travailleur à domicile est obligé de se *soumettre à une certaine température* : ainsi, dans la spécialité du jouet en carton-pâte, il se trouve dans la nécessité de séjourner dans une chambre surchauffée, pour que les différentes pièces collées ensemble puissent sécher très rapidement, et que les raccords ne laissent pas de traces.

Ce n'est pas seulement Marx, qui a pu écrire que les dentellières sont obligées de rester de longues heures, assises dans des caves à demi obscures, les pieds dans l'humidité, parce que l'air froid et humide est plus favorable pour la finesse du travail.

Le plus souvent, chez ces malheureuses, il n'y a qu'une pièce servant à la fois de chambre, de cuisine et d'atelier. Dans certaines industries, l'emploi de produits toxiques ou très facilement inflammables, font courir à la maisonnette ou à la roulotte en bois de grands dangers d'incendie.

SALAIRE INFIMES

Et si l'on passe maintenant sur le plan du travailleur, on considère qu'il travaille beaucoup, aucune loi ne lui fixant un maximum, et cela pour un salaire des plus médiocres.

Quand on pense que 21 sous sont le prix donné pour la confection d'une robe, 5 sous pour un tablier et 1 centime et demi pour une boutonnière ! J'ai vu une femme, travaillant douze heures pour faire un mille de violettes payées 8 ou 9 francs. N'oublions pas que ces salaires ne sont pas nets ; on doit en déduire certaines fournitures : fil, aiguilles, coton à bâtir, entretien et amortissement des machines.

On voit combien d'heures de travail sont nécessaires pour gagner un peu de pain noir, et l'on pense à la célèbre chanson de THOMAS WOOD :

« *Travaille, travaille, travaille,*
« *Jusqu'à ce que tes yeux soient pesants et troubles.*
« *Fais la couture, la triplure et les poignets*
« *Jusqu'à ce que, arrivé aux boutons,*
« *Tu tombes de sommeil*
« *Et continues de les coudre en rêvant. »*

SURMENAGE

Quelles sont, pour la travailleuse, les conséquences de cet état de choses déplorables, de ces salaires ridiculement bas ?

Si le salaire du mari est insuffisant pour nourrir la famille, et que la femme, au lieu de considérer son gain

comme un appoint au budget familial, se voit contrainte de travailler des dix, douze et même quatorze heures par jour, pour augmenter des ressources notoirement trop modestes, on imagine les résultats navrants.

LOGIS MAL TENU

Le mauvais entretien du logis ! On ne peut guère le mieux décrire, qu'en lui appliquant les paroles de M. André Spire sur les « *workshop* » : « *Quand vous entrez dans un WORKSHOP, vous trouvez un lit malpropre, où sont jetés pêle-mêle les vêtements terminés. Les petits enfants tout nus sont couchés sur le plancher ou sur le lit. Il y a des poêles à frirer, toutes sortes d'ustensiles sales, des nourritures de toutes pièces sous le lit, sur le lit, partout. Des hardes pendent en files... des cendres volent partout, et l'atmosphère est si dense, que l'on est malade, après une nuit de travail dans de tels lieux.* »

Quel pittoresque, mais navrant tableau, de la journée d'une travailleuse à domicile, que celui de Mény dans le « TRAVAIL A BON MARCHÉ » :

« *Dès l'aube, au milieu de la nuit, sans respirer, sans songer, sans penser, il faut coudre, coudre encore, non pour vivre, mais pour ne pas mourir... Il faut se hâter, l'entrepreneur va venir. Midi ! Impossible de s'arranger un peu et de chercher un mets réconfortant, le travail est trop pressé. Si l'entrepreneur venait et qu'il ne fût pas prêt, il n'en donnerait plus d'autre. Et les mains pâles s'agitent et les pauvres poumons ne prennent même pas le temps de se dilater un instant, au gai soleil de midi ; c'est la hâte, la presse... la poursuite de la mort.* »

Ce véritable taudis le fait délaisser par le mari, qui

lui préfère « *les salons du pauvre* », les cabarets. On devine la séduction qu'exerceront sur lui les débits d'alcool, où il cherchera vite, dans l'avilissement, quelque factice gaieté et l'oubli de ses misères.

CORRUPTION

Et que d'épreuves, de pièges, sont dressés autour de la petite ouvrière ! Pour être une travailleuse habile, elle doit aimer le luxe, avoir le goût affiné par la mode : cela désoriente son imagination. Pour pouvoir, elle aussi, profiter un peu de la vie, elle se laissera entraîner par le premier séducteur venu. C'est alors le commencement de la déchéance morale !

Gustave Geoffroy, dans son tragique roman *L'APPRENTIE* », nous montre le contraste de deux vies. Ce sont deux sœurs ; l'une mène la vie droite, fière et austère d'une ouvrière, qui veut rester honnête ; et l'autre, une vie facile, douce et brillante, mais en réalité dégradante, piteuse : elle a cru se libérer de la servitude du travail et devient une pauvre épave.

Parfois, ce sont les entrepreneurs qui poussent ces pauvres filles dans la voie de la honte ; ils savent bien que le salaire offert ne leur permet pas de rester honnêtes. Et, « *lorsqu'usée par une maternité douloureuse, flétrie par le travail et les privations, elle n'aura plus la ressource de se vendre aux noctambules désœuvrés qui passent à sa porte, ne restera-t-il donc à l'ouvrière, pour résoudre ce redoutable problème, qu'à allumer furtivement un soir, dans sa chambre, le réchaud de charbon, qui endort à jamais les misères de la terre.* » (2)

(2) Bonnevay.

TRAVAIL DES ENFANTS

Trop souvent, dans ces foyers où la femme travaille chez elle, elle se fait aider par ses enfants ; toute la journée, s'ils n'ont pas l'âge d'aller à l'école ; en rentrant de classe lorsqu'ils sont plus grands. Une enquête a relevé le cas d'un enfant de TROIS ANS, obligé de coudre des boutons sur des cartons et poussant l'aiguille avec la paume de sa petite main, ses doigts étant trop faibles ; l'empreinte de l'aiguille était marquée par un durillon !

Dès l'âge le plus tendre, dans les moments de presse, on emploie les enfants ; non pas dans l'horlogerie, où le travail est trop fin, trop délicat pour eux, mais dans d'autres industries, particulièrement dans la confection.

On les voit souvent, depuis le matin jusqu'au soir, ne pas quitter l'ouvrage donné par leur mère ; et ils travaillent durant ces longues heures dans un taudis nauséabond, sans air ni lumière. Le travail est quelquefois facile, mais monotone ; d'autres fois il est pénible. Citons celui de la confection des boutons :

Ce travail consiste à passer les deux bouts d'une petite maille en métal, à travers les deux trous de la plaque du bouton et fixer ces bouts en les pliant pour qu'ils se rejoignent (3). Autrefois, la fabrique fournissait des pinces pour ce travail ; mais depuis quelques années elle n'en donne plus ; les parents sont trop pauvres pour en acheter, et LES ENFANTS SONT OBLIGÉS DE REMPLACER L'OUTIL PAR LEURS PETITES DENTS !... Et les mères sont étonnées, quand les enfants vont à l'école, de leur amour immodéré pour le

(3) De Maday. Enquête sur le travail à domicile chez les bijoutiers du canton de Genève.

travail intellectuel ; les pauvres petits, enfin libérés, préférèrent grammaire et calcul à l'enfilage des boutons !

CONSEQUENCES DU TRAVAIL DES ENFANTS

On imagine facilement les redoutables conséquences que cet état de choses peut engendrer.

D'abord, QUANT AU PHYSIQUE :

Les enfants sont des êtres neufs, délicats ; ils ont besoin de s'agiter, de courir, de sauter, car c'est à ce moment que s'opère la plus grande œuvre de la nature, la croissance, qui réclame de l'air et du soleil (4).

MORALEMENT, l'enfant est souvent asservi, réduit à l'esclavage. Il n'ose quitter son travail, et maintes fois j'ai vu des père et mère, véritables parâtre et marâtre, le réprimander et le battre pour la plus légère négligence dans son ouvrage. Et quels souvenirs ces pauvres petits gardent-ils de leur enfance cloîtrée, où ils n'ont jamais joué, à peine respiré. Ils entreront dans la vie, désabusés et incapables de supporter la souffrance ; car, à vivre toujours l'esprit absorbé par des besognes serviles, ils n'auront pas eu le temps de se former des intelligences saines, des cœurs loyaux et francs. Leur vie sera sans aucun idéal, et le plus tôt possible ils s'évaderont de cette galère et augmenteront le nombre des dévoyés.

CONSEQUENCES HYGIENIQUES

HYGIÈNE DU TRAVAILLEUR. Il est aisé de comprendre que la vie dans des taudis infects, que le surmenage constant,

(4) Villars, « Le travail à domicile de l'horlogerie dans le Jura Bernois » (1922).

auquel font souvent suite des périodes de chômage, durant lesquelles il pâtit, ont des conséquences déplorables pour le travailleur. La vie, dans ces antres, est le milieu propice au développement de nombreuses maladies, notamment la TUBERCULOSE, aux ravages considérables : l'un des sujets est-il atteint de ce mal, aussitôt il contamine les membres sains de la famille.

La situation la plus pénible est toujours celle de la *femme enceinte*. Malgré son état, elle continue à être affolée par l'ouvrage ; inlassablement elle pédale sur sa machine et malgré l'opinion très optimiste de certains médecins, les conséquences de ce sport sont souvent funestes à l'enfant. Combien de fois ces petits être rachitiques ou scrofuleux ne payent-ils pas la rançon du travail de leur mère ? Une statistique a établi qu'un enfant sur 14 arrive mort-né, parmi les enfants naturels, et 1 sur 22 parmi les enfants légitimes.

La mortalité infantile est considérable en France et la natalité faiblit chaque année.

HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ. Les objets fabriqués dans ces logements misérables, sont trop souvent des agents de contagion ; transportant au dehors diphtérie, scarlatine, typhoïde, tuberculose... Dans un congrès de la tuberculose, tenu à New-York en 1901, le Docteur Amie F. David affirmait que les ouvriers tuberculeux travaillent jusqu'à la veille de leur mort, et d'après M. Cotelle, 70 % des vêtements exportés de New-York, seraient faits dans des logements infectés de bacilles tuberculeux (5). Or, dans ces milieux, LES VÊTEMENTS QUI SONT EN COURS DE CONFECTION, SERVENT LA PLUPART DU TEMPS DE COUVERTURE POUR LES LITS ; et l'on tousse, et l'on crache, et pour continuer cette énumération réaliste, on transpire sur des robes, des tabliers,

(5) Cheysson, « Le travail des femmes à domicile ».

un jour portés par des personnes qui, saines encore la veille, seront demain des malades.

C'est ainsi que la fille de Sir Robert Peel contracta une maladie mortelle, par l'intermédiaire d'un habit d'amazonne, fabriqué au domicile d'un tailleur, dont l'enfant était atteint de ce mal.

Et l'on pourrait citer par centaines, des faits de propagation de maladie. Dans une petite commune, un grand nombre d'enfants furent atteints de diphtérie. Après enquête, il fut établi que tous les parents des diphtériques avaient acheté des tabliers confectionnés par une ouvrière; l'enfant de cette femme était lui-même contaminé.

Et de combien d'horreurs ne se doutera-t-on jamais ? Des tuberculeux, dont chaque souffle exhale des milliers de bacilles de Koch, passant leurs journées à envelopper des bonbons dans des papiers de soie !!!

Et, dans ces quelques lignes, Madame MOLL WEISS décrit ce triste fléau : *« Cet admirable corsage de bal vert d'eau, que votre fille, brillante fleur de nos salons, mettra demain soir au bal des B***, Madame, c'est une jeune fille comme elle, du même âge qu'elle, 22 ans, mais émaciée par les privations, mais rongée par la phtisie, qui l'a terminé cette nuit sur une couche d'agonie. Dans quelques semaines, la petite ouvrière se reposera définitivement de ses peines et de ses misères; dans quelques mois, votre fille ne dansera plus, et jamais plus vous ne la verrez, admirée et charmante, captiver tous les regards. Elle se reposera du bal, comme la jeune couturière parisienne se repose du travail trop dur : ni l'une ni l'autre n'auront plus aucun besoin ! »* (6)

(6) Ligue des acheteurs. Revue, 15 janvier 1907.

CHAPITRE V

RÉCEPTION DU TRAVAIL A L'USINE

SCÈNES VÉCUES

J'aurais voulu pouvoir me rendre dans une fabrique, au moment de la réception du travail à domicile. Cela ne m'a pas été possible. Cependant, m'étant documentée auprès d'une surveillante assurant ce service, j'ai pu recueillir les renseignements suivants :

Pendant les longs moments d'attente à l'usine, les ouvrières sont assises les unes à côté des autres, sur des bancs. Elles papotent, et ces bavardages au langage pittoresque, imagé, brutal et presque toujours grossier, révèlent bien vite leurs sentiments.

D'abord, le patron, même le meilleur et le plus paternel, et peut-être à cause de cela même, « *susceptible d'endormir les aspirations de revendication* », est presque toujours l'objet des conversations de ces dames. « *Le patron a des sous pleins ses poches! Il traite ses ouvriers comme des chiens! Il n'est jamais à son usine et pourtant touche seul de gros bénéfices, grâce à l'exploitation du pauvre peuple! On rigolera le jour où on lui chipera sa place! On le mettra au poteau* » (sic). J'en passe et des meilleures.

Ensuite, vient le tour des gens du quartier, depuis la concierge jusqu'au boulanger et à la balayeuse, en passant par tous les corps de métiers; et je vous prie de croire que

la charité n'est pas leur vertu dominante. Parfois aussi, ces dames parlent politique, et c'est presque le seul terrain sur lequel elles tombent d'accord. Vive le communisme ! Vive les Soviets !

Enfin, après un bon moment, la porte s'ouvre et l'ouvrière pénètre dans la salle de réception. Là, l'employée préposée à cet office, examine le travail. Il ne faut pas être trop sévère, mais si elle fait preuve d'une indulgence démesurée, elle risque les remontrances ou même le renvoi. Elle doit donc tourner et retourner l'ouvrage soigneusement. Que de négligences ! de bêtises ! Une ouvrière cousant depuis dix ans des boutons sur des pantalons kaki des haras, vient de faire une innovation, en mettant des boutons blancs au lieu de boutons d'acier ! Et ce sont des clameurs à l'idée de recoudre les dits boutons !

Une autre a complètement gâché le tissu confié : on lui garde, à titre de dédommagement, son dépôt de cinquante francs.

Une troisième, en faisant des ourlets de serviettes, a mal pris ses mesures et le carré de la serviette est transformé en rectangle. QUE DE TRAVAIL IRRÉMÉDIABLEMENT PERDU OU A REFAIRE !

Chaque fois que l'ouvrage trouvé défectueux est à recommencer, l'ouvrière hurle et crache des injures.

L'ouvrage, une fois vérifié et payé, la femme demande à nouveau du travail ; et si, comme cela arrive souvent en ces temps de crise, l'ouvrage manque, on est témoin de scènes de jalousie : *« Elle sait bien que pour elle il n'y en a jamais, mais que pour la fille à la mère Vincent, qui cependant n'est guère intéressante, il y a toujours de bons morceaux en réserve ! »*.

D'autres sont de tempérament plus sociable et font avec

la receveuse un brin de causette. Elles racontent la dernière maladie de leur aîné ou montrent les photographies du petit dernier. Il ne faut jamais rien laisser traîner à portée de leur main, car elles « *chipent* » tout ce qu'elles trouvent, ne serait-ce qu'un bout de ficelle, « *ça peut toujours servir !* »

Mais le temps presse et rapidement on les fait partir. De nouveau rentrées, elles se remettent au travail dans le taudis, ni aéré, ni balayé...

CHAPITRE VI

CAUSES DU SWEATING-SYSTEM

On appelle sweating-system ou système de la sueur, l'état lamentable, la vie pénible, que subissent les ouvriers à domicile. Cet état de choses est dû à diverses causes, aboutissant toutes à l'insuffisance de salaire, que reçoivent ces travailleurs.

Les salaires féminins, même pour les employées d'usine, ont toujours été bien inférieurs aux salaires masculins ; d'abord, parce que le travail féminin, là où la force est nécessaire, a un rendement bien moindre que le travail masculin ; il trahit souvent aussi une insuffisance d'éducation technique. La troisième raison est l'état d'infériorité, qu'ont subi les femmes pendant de longs siècles et qui règne encore dans certaines peuplades primitives. Enfin, les femmes ne savent pas bien se défendre contre les exigences patronales.

LE TRAVAIL DES FEMMES, à l'atelier, EST CONVENABLEMENT RÉMUNÉRÉ, PARCE QU'IL EST PUBLIC. Il prête à des réclamations collectives ; au contraire, le gain des ouvrières domiciliées est souvent ignoré. Même des enquêtes approfondies, révèlent difficilement quelques chiffres. Stanislas du Lac, dans sa brochure « LE FIL ET L'AIGUILLE », écrivait : « *Le Président de la Commission du Commerce et de l'Industrie, que j'interrogeais sur la triste situation faite à l'ou-*

vrière à domicile, me dit : Oh ! On ne s'occupe pas de la femme ouvrière ! — Pourquoi donc ? — Pourquoi ? parce qu'elle ne vote pas et ne fait pas de grèves ; de sorte qu'il n'y a ni crainte, ni espérances de ce côté ». C'EST LA VÉRITÉ CRUE, LA VÉRITÉ POIGNANTE :

Lorsqu'il y a peu de temps, j'allai demander des documents au Ministère du Travail, il me fut répondu : « *Le travail à domicile n'intéresse plus personne. On s'en est occupé autrefois parce qu'une campagne de presse avait été menée. Aujourd'hui, personne ne réclame plus rien. Il ne reste qu'un seul enquêteur!!!* »

Cependant, nous verrons plus tard, que les lois de 1915 et de 1928 ont pour objet d'assurer aux ouvriers à domicile un traitement égal à celui de leurs camarades d'atelier.

Je ne veux pas faire immédiatement la critique de ces lois, je dirai seulement que par suite d'une mauvaise application et d'une fausse compréhension de la technique du travail, les salaires des travailleurs à domicile sont infimes. Dans certains cas, si le salaire horaire est égal à celui des usines, le gain quotidien est loin d'être équivalent. En effet, en ces temps de crise, l'ouvrière à domicile n'a souvent que peu d'ouvrage ; pour deux heures de travail, facturées deux francs chacune, le salaire quotidien sera de 4 francs !

Le travailleur à domicile subit aussi les conséquences de son isolement : sa machine à coudre a-t-elle besoin d'une réparation ? Pendant le temps nécessaire à sa remise en état, il devra chômer, n'ayant pas, comme ses compagnons d'usine, une autre machine à sa disposition.

De plus, les ouvrières à domicile souffrent d'une triple concurrence :

Bien des COUVENTS tirent leur subsistance de la lingerie, la broderie, les travaux d'art et pour un prix absolument dérisoire ; je connais des Congrégations faisant de fins travaux à l'aiguille à raison de 0 fr. 50 l'heure.

De même, dans les ŒUVRES D'ORPHELINATS ou d'enfants assistés, les fillettes confectionnent des ouvrages très soignés et vendus à des prix fort minimes ; les personnes bien pensantes s'intéressant aux œuvres, les font travailler de préférence aux ouvrières à domicile ; de ce fait, le barème du travail diminue considérablement !

LES OUVRIÈRES ENTRE ELLES SE FONT ÉGALEMENT UNE CONCURRENCE REDOUTABLE. L'entrepreneur sait que dans telle maison existe une ouvrière demandant un gain inférieur à celui d'une voisine ; si cette dernière désire se procurer du travail, elle sera obligée de diminuer ses prétentions. Comme la plupart du temps, l'ouvrière vit au jour le jour, elle s'offre à exécuter l'ouvrage à un taux réduit, afin d'avoir la préférence.

Ce n'est pas seulement dans les rez-de-chaussée insalubres, dans les roulottes et les mansardes, gelées l'hiver, torrides l'été, que l'on trouve des ouvrières à domicile. Les femmes de la campagne, durant la belle saison, s'occupent aux travaux des champs ; quand vient l'hiver, profitant de leurs longues heures de loisir, elles sont trop heureuses de trouver du travail en chambre, même faiblement rémunéré. Comme à présent les distances ne comptent plus, l'entrepreneur s'adresse souvent aux femmes de la campagne, en raison de la modicité de leurs prix.

La « *fabrique collective* » est très répandue aux environs de Saint-Etienne, dans l'industrie des rubans ; dans les faubourgs de Lyon, à la Croix-Rousse, pour les ouvriers en soierie ; dans les villages du Velay, les dentelles font

vivre de nombreux travailleurs, occupant aussi bien le « gosse » de 5 ans que la vieille grand'mère aux mains tremblantes (1).

Le travail dans les PRISONS oppose également une très forte concurrence aux ouvrières isolées, les prisonniers ne recevant que de maigres salaires pour constituer leur pécule.

Le 20 mars 1848, une députation d'ouvrières lingères demanda la suppression du travail dans les prisons : « *Nous savons, dirent-elles, que c'est pour l'Industrie une concurrence redoutable que celle là, parce qu'elle est faite au rabais, concédée aux entrepreneurs par adjudication. Le Gouvernement devrait supprimer les entrepreneurs de travaux et les adjudicataires qui, ayant soumissionné à bas prix, s'arrangent cependant pour réaliser de gros bénéfices.* » La députation n'obtint pas la suppression du travail, mais seulement la suspension.

Une dernière cause du sweating-system, est l'énorme pourcentage prélevé par les intermédiaires, pourcentage s'élevant parfois à 50 % : le salaire devient dérisoire !

On comprend cependant, qu'une femme préfère encore l'entremetteur au manque de travail, quitte à succomber sous le poids d'un ouvrage long et mal payé.

De plus, dans certaines professions, l'entrepreneur n'est plus seulement distributeur de travail, mais également pourvoyeur d'un matériel qu'il prête ou qu'il loue ; location souvent fort onéreuse pour des budgets déjà déficitaires. Mais si l'on supprime l'intermédiaire de couture, qui fournira la machine à coudre à l'ouvrière ? Il faudrait trouver une autre combinaison.

(1) G. Renard, « L'ouvrière à domicile » (1927).

DEUXIÈME PARTIE

REMÈDES AU SWEATING-SYSTEM

CHAPITRE PREMIER

ACTION DES INTÉRESSÉS

Il est certain qu'en ce monde, pour obtenir une faveur, un meilleur état de vie, il faut, comme l'on dit familièrement, « *se remuer* ». Or les travailleurs à domicile ne peuvent s'unir, s'ignorant les uns les autres. Il leur est impossible, comme aujourd'hui les ouvriers de la métallurgie ou de la soie, occupés en ateliers, de faire la « *grève sur le tas* ». Il faudrait que ces travailleurs se groupent, se forment en syndicats ; il faut constater qu'ils se coalisent difficilement, un exemple le prouvera :

En 1917, existait un Syndicat de brodeuses, comprenant 700 adhérentes ; en 1925, son effectif était tombé à 6 membres. Lorsqu'on invite les ouvrières en broderie blanche à se grouper, elles répondent : « *Nos mères ne le faisaient pas* », et chacune reste de son côté.

A la fin du xix^e siècle, on rencontrait quelques syndicats en province comptant des ouvrières à domicile : les dentellières d'Alençon, les lingères de Saint-Omer possé-

dèrent une chambre syndicale pendant quelque temps. A Paris, se groupaient les fleuristes, plumassières, les travailleuses de l'aiguille ; ces dernières faisaient partie d'un syndicat chrétien débutant avec 99 ouvrières et tombant à zéro en 1910.

En 1892, à Paris, se fonde le « *Syndicat de l'Aiguille* », qui réunit toutes les professions concernant l'habillement féminin. C'est une association mixte, réunissant les patrons et les ouvriers, et dont le but est de faciliter l'instruction professionnelle, l'apprentissage aux ouvrières, et de fonder une caisse, en cas de chômage ou de maladie. Un bureau de placement gratuit, ouvert aux seules associées, est adjoint au Syndicat ; il s'occupe des jeunes filles sans famille, et leur assure un logement décent et une nourriture saine. Cette institution n'a du syndicat que le nom ; toutes ces œuvres sociales sont fort onéreuses ; les seules cotisations ne peuvent y suffire. Aussi, les dons charitables affluant chaque année, font, du Syndicat de l'Aiguille, une œuvre de bienfaisance.

Les 30 août et 1^{er} septembre 1909, les « *Centrales-Nationales* » corporatives de France, appelèrent de tous leurs vœux la réglementation légale des travailleurs en chambre. Les Syndicats indépendants de Lyon, fondés par Mademoiselle Rochebillard, réclamèrent des mesures protectrices.

Les 28 août 1910 et 25 juin 1911, les deuxième et troisième Congrès des Syndicats libres de Grenoble demandèrent la fixation légale de salaires minima par des conseils compétents, continuant ainsi les réclamations formulées par les Syndicats des tisseurs de la Loire et de la Haute-Loire.

Le « *Syndicat des ouvrières à domicile* » fut fondé le

17 janvier 1909, 38, rue Vercingétorix, où il a encore son siège actuellement ; il se constitua sous des influences catholiques.

An second Congrès de Zurich, en 1912, MADELEINE CAR-SIGNOL, déléguée du Syndicat, nous apprit qu'il fut créé par 17 ouvrières, sur l'initiative de M^{me} Butillard ; en 1912, ces ouvrières étaient au nombre de 200.

C'est une élite de travailleuses dévouées et agissantes, ayant compris leur devoir de représenter la profession toute entière. Aujourd'hui, le nombre de ces femmes est sensiblement le même, ce qui peut paraître étonnant, vu la quantité considérable de personnes cherchant à augmenter leurs ressources par des ouvrages à faire chez elles. Ceci concorde cependant avec ce qui a été dit plus haut, concernant la psychologie de l'ouvrière à domicile.

Ce Syndicat a pour rôle de défendre ses adhérentes. Il est en rapports constants avec des industriels, des fabriques, de grands magasins ; et, par l'annexion d'un bureau de placement gratuit, peut ainsi procurer du travail à ses membres. Une réunion mensuelle, tenue assez irrégulièrement ces temps-ci, permet aux adhérentes de lier connaissance entre elles.

Il est curieux de noter que ce Syndicat des ouvrières à domicile, a donné naissance à toute une organisation syndicale catholique féminine de grande envergure, sise boulevard des Capucines. Ce Syndicat des ouvrières à domicile est unique en son genre : à la C.G.T., quelques travailleurs à domicile sont bien groupés, mais dans le Syndicat correspondant à leur profession. L'ouvrière giletière à domicile n'est pas dans un Syndicat de travailleuses à domicile, puisqu'il n'en existe pas, mais fait partie du Syndicat de l'habillement de la rue La Fayette.

Quelques autres tentatives de formation de syndicat échouèrent piteusement. On peut citer celui de l'Université de Montmartre, qui n'aboutit pas, à cause de l'indifférence des ouvrières elles-mêmes.

En province, il y eut à Rouen un Syndicat peu nombreux et peu influent ; un autre à Marseille ; un troisième à Toulouse, pour les confectionneuses de képis militaires. Ces différentes institutions eurent une vie éphémère.

COOPERATIVES DE PRODUCTION

On peut rapprocher des Syndicats, les Coopératives de Production. En 1912, on en comptait 11, qui vivaient à grand'peine ; elles ne groupaient pas plus de 150 ouvrières, sur plus de 1.450.000. Il pourrait suffire de signaler simplement ces faits sans autre commentaire ; un bref tableau, cependant, contribuera à en souligner la portée.

Il faut d'abord définir la Coopérative de Production. C'est une réunion d'ouvriers, travaillant chez eux et se groupant pour écouler leurs produits. Ceci dit, il existait à Paris plusieurs organisations de ce genre. Une association s'était constituée, en 1892, pour la fabrication des sacs en papier, rue Gergovie, mais, dans cette Coopérative, comme dans la « *Fleur de Paris* », constituée le 15 janvier 1908 avec 7 associées, et qui a depuis longtemps disparu, la spécialité était l'article de luxe. Comme écrivait M. Mény : « *Il est évident que le travail, effectué par ces femmes, n'est point cette tâche ordinaire sur laquelle sévit surtout le sweating-system... C'est une aristocratie qui maintient sa situation ; ce ne sont pas des victimes, qui réussissent à défendre leurs droits à la vie.* »

L'« *Electric* » n'était qu'une petite succursale de la Coopérative des ouvriers en instruments de précision : elle ne comptait que 6 jeunes femmes.

L' « *Association générale du Cartonnage* » possédait le même nombre d'associées que la précédente, mais avec 10 ouvrières salariées en plus. Personne ne pourra estimer à leur juste valeur les difficultés rencontrées par ces Coopératives, du fait de la jalousie et de la susceptibilité féminines.

Actuellement, existe encore à Paris un atelier collectif de fleuristes, 33, rue des Petits-Champs, fondé au capital de 1.000 francs. En 1913, on compte 200 ouvrières syndiquées, sur 200.000 travailleuses à domicile, à Paris.

Il me faut citer aussi l'œuvre des « *Artisanes Parisiennes* », fondée par M^{me} Blondelu le 9 mai 1909.

En province, on comptait six Associations ouvrières de production, presque toutes disparues maintenant :

La « *Sociale* » d'Amiens, fondée avec 20 membres, dont les salaires étaient les mêmes que ceux pratiqués habituellement dans le même corps de métier. Une autre Coopérative de confectionneuses à Villieu, dans l'Indre, fondée en 1906 avec 20 ouvrières et recevant des subventions officielles. Le mouvement du « *Sillon* » provoqua plusieurs associations à vie éphémère, à Paris, à Rouen et à Croix. D'autres durèrent plus longtemps : l' « *Aube* », de Nancy, pour la confection des dames et des enfants et la chemiserie pour hommes ; le « *Perce-neige* » de Lieusaint, pour les vêtements ecclésiastiques ; la *Coopérative de Fougères* pour les chaussures...

De toute cette énumération un peu touffue, il ressort que beaucoup d'efforts ont été tentés, mais avec des effectifs très restreints ; et que, si d'autres organismes n'avaient été mis en œuvre pour améliorer le sort des travailleurs à domicile, il serait aussi pitoyable qu'au siècle dernier.

CHAPITRE II

ŒUVRES PHILANTROPIQUES ET CHARITABLES

Beaucoup d'œuvres se sont fondées pour procurer du travail à domicile aux ouvrières, et pouvoir leur donner des salaires moins misérables, en supprimant les intermédiaires.

A Paris, 8, rue de Monte-Cristo, se fondait, en 1907, une « *Association féminine, pour la confection* ». Les fonds avaient été fournis par des dames fortunées qui, s'étant mises en rapport avec les grands magasins de nouveauté, se chargeaient d'en obtenir les commandes.

L'« *Entr'aide pour le Travail à domicile* », fut organisée en 1908, à Paris, 112, boulevard Emile-Zola ; aujourd'hui, elle est sise 29, avenue de La Motte-Picquet. Elle fait travailler directement les ouvrières et se charge d'écouler les produits.

L'« *Artisanat féminin* », 37, rue Boissy-d'Anglas, est une œuvre qui reçoit également le travail exécuté par les ouvrières et se charge de l'écouler dans ses salles d'exposition, en ne prélevant aucun bénéfice sur les salaires des travailleuses ; on prévoit seulement une réserve pour subvenir aux frais des locaux, secrétaires...

L'« *Œuvre philanthropique du travail féminin à domicile* », ayant son siège 9, avenue de Versailles, a pour présidente M^{me} Bonnefous, la sœur de l'ancien ministre.

Dans un quartier assez peuplé, cette œuvre possède une clientèle plutôt simple. Ayant en magasin beaucoup de linge de maison, moins cher que dans les Grands Magasins, les ménagères, les concierges, les boutiquières, viennent souvent y faire leurs achats. Cette association fait travailler, sans en tirer profit, des ouvrières à domicile, qu'elle rémunère à façon, et dont le gain horaire varie de 1 fr. 75 à 2 francs. On trouve des draps, torchons, nappes, robes d'enfants, berceaux. Il est presque inutile de dire que, chaque année, le budget est en déficit, malgré une subvention annuelle du Conseil municipal.

Ce qui fait défaut dans cette œuvre, comme dans presque toutes les autres tendant à un but analogue, c'est la clientèle. La secrétaire est obligée de refuser de l'ouvrage à beaucoup de travailleuses, aussi se montra-t-elle fort inquiète que mon enquête auprès d'elle ne lui amenât un flot de demandes de travail : le fait s'était produit peu de temps auparavant, à la suite d'un article paru dans un journal féminin.

L'« Œuvre du travail à domicile dans les faubourgs », 5, rue Meissonier, a été fondée il y a une trentaine d'années, par Monseigneur de Gibergues. Elle se spécialise dans la lingerie très fine : robes d'enfants de toute beauté, douillettes ravissantes, ensembles en laine pour garçonnet, sont exécutés par des ouvrières fort habiles mais en nombre réduit, pouvant se faire de 600 à 700 francs par mois, avec un travail dépassant souvent la journée de 8 heures. Tous ces objets sont vendus à une clientèle de choix, sans aucun bénéfice pour l'Association ; les prix de vente assez élevés, permettent de donner aux travailleuses des salaires raisonnables.

Citons encore le « Centre Catholique du travail à do-

micile », 2, rue de l'Abbé-de-l'Epée, dirigé par M^{me} Rognard.

Mais toutes ces associations, pour si intéressantes qu'elles soient, s'adressent à un nombre très réduit de travailleuses, et ce n'est pas leur action bienfaisante, sur quelques dizaines d'entre elles, qui peut améliorer la masse des ouvrières à domicile. En temps de crise et de chômage, que de misères ! C'est pourquoi, en 1921, l'Ecole Normale Sociale prit l'initiative de fonder l' « *Entr'aide par le travail à domicile* », rue Vercingétorix, ayant à sa tête un comité tripartite, composé de syndiquées, de membres de l'E.N.S. et de quelques personnes représentatives du premier noyau de clientèle. Immédiatement, les demandes affluèrent à la cadence de 144 par jour...

A l' « *Entr'aide* », les ouvrières se sentent en famille, échangent d'amicaux services : une bonne lingère donne des leçons de couture à la femme d'un ami de son mari ; ou bien c'est encore une mère de famille, venant guider une autre dans son travail au foyer.

Lorsqu'une cliente fait une commande, l' « *Entr'aide* » demande un mois au minimum pour l'exécution du travail et répartit celui-ci le plus justement possible.

Il existe encore beaucoup d'autres œuvres s'occupant des ouvrières à domicile, mais la nomenclature en serait peut-être sans grand intérêt.

CHAPITRE III

ACTION DES CONSOMMATEURS

Les LIGUES SOCIALES d'acheteurs naquirent en Amérique, dans le but de combattre, s'il était possible, le sweating-system : elles distribuèrent des tracts, organisèrent des congrès et des expositions. M^{me} Henriette Jean-Brunhes, femme de grand cœur et au dévouement inlassable, eut l'idée de les introduire en France et en Suisse. Les Ligues passèrent au-delà des frontières, en Allemagne et en Belgique.

C'est le 27 décembre 1902, que fut fondée la première Ligue Sociale d'acheteurs en France ; son premier tract, daté de 1903, a pour titre « *L'expérience des Américaines* », et indique sa volonté de suivre le chemin tracé par les habitants du Nouveau Continent. Le 10 novembre 1903, M^{me} BRUNHES présente à l' « *Association française pour la protection légale des travailleurs* », son programme. Elle poursuit un double but : travailler à l'éducation sociale des consommateurs et soumettre les patrons à certaines exigences.

En ce qui concerne les consommateurs, elle veut leur faire toucher du doigt les conséquences souvent désastreuses, causées par leur conduite inconsciente. Pour cela, elle leur donne les moyens de rendre leurs actes conformes à sa Mystique, en leur indiquant les noms des fournisseurs,

respectant intégralement les lois de protection ouvrière, et traitant leurs employés selon les règles de la justice.

La Ligue Sociale demande à chacun de ses adhérents de se soumettre aux conditions suivantes :

1° *Ne jamais faire une commande, sans s'inquiéter si elle ne risque pas d'entraîner le travail de la veillée ou du dimanche.*

2° *Toujours éviter de faire les commandes au dernier moment, surtout aux époques de presse.*

3° *Refuser toute livraison après 7 heures du soir ou le Dimanche, afin de ne pas être indirectement responsable d'une prolongation des heures de travail pour les livreurs, employés ou apprentis.*

4° *Payer les notes régulièrement, sans retard.*

Les patrons désirant être inscrits sur la liste blanche distribuée par la Ligue Sociale d'Acheteurs, devront s'engager :

1° *A ne pas faire travailler normalement après 7 heures du soir et jamais au-delà de 9 heures du soir, aux époques de presse.*

2° *Ne pas faire travailler le dimanche.*

Ces clauses ne sont plus à l'ordre du jour, maintenant que la semaine de 48 heures, et bientôt celle de 40 heures, fixe un maximum au travail des salariés.

La Ligue Sociale établit aussi le label. Le label est une étiquette collée sur certains objets, fabriqués dans les conditions prévues. Les syndicats en faisant parfois usage, il peut être également employé par une association comme les Ligues.

La Ligue, en outre, signalait aux fournisseurs, les ré-

formes à introduire dans leurs maisons, pour le bien-être de leur personnel, et les engageait à conclure entre patrons, des accords ayant trait au régime de leurs employés, afin qu'ils n'aient point à subir la concurrence déloyale d'autres fabricants, moins sociaux qu'eux.

En 1905, M^{me} Brincard, dans le premier bulletin, fait un article sur le « *Travail à domicile pour les mères de famille* ».

En novembre de la même année, se tient le second Congrès de l'Hygiène des travailleurs et des ateliers. M. Bergeron y prend la parole et se montre opposé au travail à domicile, tel qu'il existait alors, et demande qu'on lui applique la surveillance des inspecteurs du travail.

En 1906, à la III^e Semaine sociale de France, M^{me} Jean-Brunhes traite de la désorganisation de la famille ouvrière par le travail à domicile.

Au Congrès de 1908, la question du travail à domicile est encore à l'honneur ; il en est de même au Congrès d'Anvers, en 1910.

Au moment de la guerre, la Ligue Sociale d'Acheteurs comptait plus de 30 sections, constituées à travers toute la France. Ses moyens d'action étaient les bulletins, les articles de journaux, les tracts, les affiches, les conférences, les rapports des Congrès philanthropiques ou religieux, révélant au public inconscient le résultat de ses abus, de ses exigences. Elle fit campagne en faveur du repos Dominical, de la semaine anglaise, du minimum de salaire dans l'industrie du vêtement, de la fermeture des magasins à midi, et le soir à une heure moins tardive ; de la suppression du travail de nuit.

Après la guerre, on tâcha de faire revivre les Ligues d'acheteurs. M. DESLANDRES, doyen honoraire de la Fa-

culté de Droit de Dijon, se donna entièrement à cette cause. A la Semaine Sociale de Mulhouse, en 1931, il tenta un suprême effort. De sa conférence, je me permets d'extraire quelques passages :

« Comme son vendeur, l'acheteur est tenu au plus juste prix; il ne doit pas s'ingénier à n'acheter qu'à des prix exagérément bas, en profitant à l'excès de circonstances exceptionnelles, qui peuvent lui en fournir l'occasion.

Sont critiquables les acheteurs qui, sans y être contraints par la modicité de leurs ressources, recherchent abusivement les bonnes occasions, les ventes après faillite, sur saisie; les fins de saison; qui, au marché, attendraient pour acheter, le coup de cloche, forçant les détaillants à abandonner leurs marchandises à vil prix, s'ils ne veulent les remporter et souvent les perdre; ne s'adressent qu'aux magasins et bazars les jours d'exposition ou de prix exceptionnels...

La généralisation des paiements à tempérament serait déplorable. Il est excellent de favoriser les achats des agriculteurs, destinés à une production rémunératrice, mais en général, il habitue ceux qui s'en servent à contracter des dettes. »

Malheureusement aujourd'hui, la crise et le chômage réduisant les ressources de chacun, le consommateur ne voit plus que son intérêt personnel. Les Ligues Sociales ont complètement disparu.

CHAPITRE IV

OPINION PUBLIQUE INFORMÉE

§ 1. — PAR LES EXPOSITIONS

Rien ne parle mieux au public, ignorant les conditions atroces et la misère effrayante de certains travailleurs, que les expositions, ces « *musées des horreurs économiques* », comme on les appelait alors. Il fallait montrer au grand jour la vie pénible des ouvriers à domicile.

La première Exposition eut lieu fin 1908. Elle fut installée dans les salles de l'Université. Les objets exposés, venus de tous les coins de la France, étaient munis d'une pancarte indiquant le temps nécessaire à leur exécution et le salaire donné. A titre d'exemple, on trouva, pour le département de l'Ardèche (1), un jupon avec entre-deux de dentelle, facturé 80 centimes, ayant nécessité 7 heures de travail ; une robe d'enfant en toile, résultat d'une heure de labeur et payée 20 centimes ; une chemise de nuit de femme, ayant rapporté 18 centimes pour 1 h. 1/2 de travail.

Dans la région de Nancy (2), 100 roses artificielles sont payées 1 franc pour 12 heures de peine. A Rouen, une ouvrière coud des chemises à raison de 4 centimes l'heure ; elle reçoit 20 centimes pour la douzaine ; le rapport de 15 heures se chiffre donc 80 centimes. Une confectionneuse de sacs à main gagne moins d'un sou par heure.

(1) J. Bouvier, « La lingerie et les lingères ».

(2) G. Renard, « L'ouvrière à domicile ».

A Paris, on évalue dans l'industrie de la lingerie, que 27 % des travailleuses gagnent 10 centimes par heure au maximum ; 44 % de 11 à 20 centimes et 29 % plus de 20 centimes.

Dans l'Allier, des ouvrières reçoivent un salaire horaire de 5 centimes au maximum.

IL EST A REMARQUER QUE TOUS CES SALAIRES SONT CALCULÉS EN FRANCS-OR.

A la suite de cette première Exposition, d'autres suivirent, tant en France qu'à l'Etranger ; on les qualifia de « *salons de la misère* ». Le « SILLON » en installa successivement dans divers coins de Paris ; elles attirèrent une foule énorme. Divers groupes régionaux du « SILLON » prirent chez eux la même initiative. On peut citer la très brillante Exposition de Nancy, puis celle de Rouen, du 21 au 27 janvier 1909, qui reçut près de 8.000 personnes. La Ligue Sociale d'Acheteurs en organisa de semblables à Amiens, à Berne et à Clermont-Ferrand.

A l'heure actuelle, ces expositions ont passé de mode. De temps à autre, un nombre réduit de visiteurs circule dans des locaux, où certains objets, fruits du labeur des artisanes sont exposés, non dans le but d'éclairer le public sur la misère des ouvrières, mais pour attirer la clientèle, et susciter des commandes.

§ 2. — PAR DES PHILANTROPES ET DES ENQUÊTES

Pendant tout le XIX^e siècle, de véhémentes protestations éclatèrent contre la misère des travailleurs à domicile : c'est en Angleterre que les premières voix se firent entendre.

En France, HUGO, dans les « MISÉRABLES », G. SAND, LE-

GOUVÉ, FOURIER, CABET, KARL MARX, menèrent de violentes campagnes pour améliorer le sort des ouvriers à domicile. Jean Dolfus, de Mulhouse, disait vers 1830 : « *Le fabricant doit à ses ouvriers autre chose qu'un salaire.* » En 1858, dans la « REVUE DES DEUX-MONDES », on trouve une enquête signée d'Auvray. En 1873, le célèbre économiste PAUL LEROY-BEAULIEU publie « LE TRAVAIL DES FEMMES AU XIX^e SIÈCLE », dans lequel il déclare que 200.000 françaises ne gagnent pas 50 centimes par jour.

Toutes les grandes revues générales techniques ou économiques de l'époque, étudièrent la question ; la presse de tous les partis s'en mêla. L'apôtre infatigable que fut ALBERT DE MUN s'y employa largement, par ses articles et ses interviews dans les grands quotidiens parisiens. Des conférences sur le Travail à domicile eurent lieu en divers coins de la France, et devant l'émotion générale, des Ligues se fondèrent dans le but de lutter contre le sweating-system.

De 1905 à 1908, le Ministère du Travail consigne les résultats de son enquête, dans quatre gros volumes in-8°. Ses investigations dans l'industrie de la lingerie (4) portent sur 24 départements et 2.300 personnes (fabricants, commerçants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, dépositaires et ouvrières à domicile). Il en ressort que la situation des travailleurs est encore plus mauvaise qu'en 1858.

En 1913, l'« *Office du Travail* » mène une enquête sur la fleur artificielle, une autre, en 1914, sur la chaussure. Dans ses rapports, il explique combien sont difficiles les interviews chez l'ouvrière ; les enquêteurs doivent se présenter plusieurs fois chez la travailleuse pour la trouver ;

(3) G. Renard, « L'ouvrière à domicile ».

(4) J. Bouvier, « La lingerie et les lingères ».

souvent méfiante, elle refuse de donner des précisions touchant son gain.

J'ignore si les difficultés rencontrées lors des dernières enquêtes ont découragé l'Office du Travail ; JE CONSTATE SEULEMENT QUE LE NOMBRE DE SES ENQUÊTEURS SE TROUVE RÉDUIT A... UN !

En 1924, des rapports sont demandés aux inspecteurs et inspectrices du travail à ce sujet... on les attend encore.

L' « *Association pour la protection légale des travailleurs* » mène, aux alentours de 1910-1911, une grande campagne pour la fixation d'un salaire minimum. L'Académie des Sciences Morales et Politiques s'occupe également beaucoup de la question, et après l'audition d'une étude que lui présente le Comte d'Haussonville en juin 1909, lui consacre plusieurs séances consécutives.

Le Conseil Supérieur du Travail fit plusieurs enquêtes durant la session de 1910. Des Chambres de Commerce discutèrent à plusieurs reprises du minimum légal de salaire. Le 29 avril 1927, examinant le projet qui allait devenir la loi du 14 décembre 1928, la Chambre de Commerce, par la voix de M. Villemainot, se prononça contre l'extension de la loi aux *ouvriers*, et demanda que le nombre des professions visées par la loi fût réduit au minimum. Elle s'opposa, pour la détermination du salaire minimum, à l'intervention du Préfet, de l'inspecteur du travail et de toute association étrangère à la profession.

Il me faut maintenant étudier un document assez récent (5). Ce sont les réponses faites par la Chambre de Commerce de Paris, par la voix de M. Bohin, aux ques-

(5) Enquête du Conseil Supérieur du Travail. Extrait du *Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris*, avril 1936.

tions posées par le Conseil Supérieur du Travail. Si je ne reproduis pas les mots mêmes de ce texte, le sens en est identique.

Extension de la législation (1)

QUESTION. — « a) A toutes les industries employant des ouvriers au dehors ? »

RÉPONSE. — « C'est contraire au vœu émis par la Chambre de Commerce, le 29 avril 1927 ; de plus, il est difficile de distinguer les ouvriers façonniers et les artisans; cette mesure risquerait de décourager les industriels. »

QUESTIONS. — « b) A certaines de ces industries, lesquelles ?

c) En particulier, aux travailleurs de tissus à mailles, donnés directement par l'industriel, ayant fabriqué le tissu dans son établissement ?

d) Aux travailleurs de découpage et d'affilochage des tulles ou dentelles ? »

RÉPONSE. — « Cela serait possible, mais seulement après avis des professions intéressées. »

QUESTION. — « Faut-il les appliquer aux ateliers de famille ? »

RÉPONSE. — « Pour la même raison qu'à la première question, la Chambre de Commerce s'y oppose. »

Simplification

QUESTION. — « Estimez-vous qu'il n'y ait plus lieu de prévoir, pour l'application de la Loi, l'intervention des

(6) Enquête du Conseil Supérieur du Travail. Extrait du *Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris*, avril 1936.

Conseils du Travail, dont aucun n'a encore été institué ? »

RÉPONSE. — « C'est une chose possible, car les Conseils du Travail n'ont jamais été utilisés. »

QUESTIONS. — « Etes-vous d'avis que la Loi cesse également de prévoir, que les minima de salaires applicables aux ouvrières à domicile, puissent être fixés d'après le salaire du journalier ou de la journalière ? »

« Dans l'affirmative, y a-t-il lieu de se référer à d'autres bases de salaires, que celles prévues dans la Loi ; c'est-à-dire au salaire des ouvriers ou des ouvrières, exécutant en atelier les travaux courants de la profession ou des travaux analogues, dans la région, ou dans une région similaire ? »

RÉPONSE. — « La modification ne paraît pas nécessaire ; les Comités peuvent se rendre compte par des enquêtes, quelle est la meilleure base à prendre. »

QUESTION. — « Estimez-vous que les Comités Départementaux, chargés de fixer les minima des salaires, devraient être également chargés de fixer les durées d'exécution pour les travailleurs à domicile ? »

RÉPONSE. — « Il n'y a pas d'inconvénient ; surtout que généralement, la composition des Comités est sensiblement la même. »

QUESTION. — « Dans l'affirmative, ces Comités pourraient-ils être composés pour la fixation de minimum de salaire, de deux patrons et de deux ouvriers, appartenant à l'une des industries auxquelles la législation du travail à domicile est applicable ? »

RÉPONSE. — « Cela ne soulève pas d'objection. »

QUESTION. — « Ces quatre membres, devraient-ils s'adjoindre, pour la fixation de temps d'exécution à domicile, un patron et un ouvrier de la profession intéressée ? »

RÉPONSE. — « Ce serait une garantie de compétence. »

QUESTIONS. — « Y aurait-il lieu de modifier le mode de désignation, auquel on a actuellement recours pour la désignation des membres des Comités de salaire ou d'expertise ? »

« Dans l'affirmative, la désignation devrait-elle être faite par élection par les intéressés ? »

« Si oui, suivant quelle procédure ? »

« Par choix des organisations professionnelles ? lesquelles ? »

« Par un autre mode ? lequel ? »

RÉPONSE. — « Le mode actuel étant bon, inutile d'envisager autre chose. »

QUESTION. — « Y aurait-il lieu de prévoir qu'il pourrait être constitué, dans le même département, des Comités différents selon les industries ? Selon les régions ? »

RÉPONSE. — « Aucun motif sérieux ne s'oppose à ce que la loi prévoie la possibilité de constituer dans le même département, des Comités différents, avec les industries ou les régions de ce département. »

QUESTION. — « Y aurait-il lieu de prévoir que les Comités seraient présidés par les Inspecteurs du Travail ? »

RÉPONSE. — « Non. »

QUESTION. — « Convierait-il de prévoir que les Comités fixeraient les salaires minima et la durée d'exécution, soit d'office en exécutant des prescriptions légales,

soit à la demande du Gouvernement des Conseils de prud'hommes, ou des unions professionnelles intéressées ? »

RÉPONSE. — « Jusqu'à présent, il n'y a aucun inconvénient. »

Mesures nouvelles

QUESTION. — « Seriez-vous d'avis que les affiches, bulletins ou carnets, prévus aux articles 33 *b* et 33 *c*, indiquent obligatoirement en plus des prix de façon :

Les salaires minima et les durées d'exécution, en fonction desquels ces prix de façon ont été calculés ?

Même lorsque ces indications résulteraient d'évaluations faites par l'employeur ? »

RÉPONSE. — « Cela ne présenterait aucun intérêt et ne pourrait amener que de sérieuses difficultés. »

Précisions

QUESTIONS. — « Ne conviendrait-il pas, pour éviter toutes les erreurs à ce sujet, que les obligations essentielles, imposées aux chefs d'entreprise dans les industries, auxquelles est appliquée la législation sur la protection du salaire des ouvriers à domicile, soient indiquées d'une façon très précise dès le premier article du texte légal ? »

RÉPONSE. — « Ce n'est pas indispensable. »

Autres modifications

QUESTION. — « Suggestions ? lesquelles ? »

RÉPONSE. — « Aucune. »

C'est admirable ! Aucune suggestion ne se présente à l'esprit de la Chambre de Commerce ; cela complète le tableau ! Elle trouve probablement que les lois de 1915 et de 1928 sont merveilleusement bien appliquées ! Que les travailleurs à domicile gagnent largement leur vie, et que les Pouvoirs Publics n'ont pas besoin de s'occuper d'eux ! Et un seul enquêteur au Ministère du Travail est suffisant pour toute la France !

Le résultat est magnifique lorsqu'on pense qu'en 1931, 160.892 travailleurs à domicile étaient employés au service d'usines, soumises aux lois de 1915 et de 1928 !

§ 3. — PAR DES CONGRÈS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

C'est à la fin du XIX^e siècle, que nous voyons s'organiser des Congrès, pour l'amélioration du sort des travailleurs à domicile. A Zurich, en 1897 (23 août), de nombreux représentants de divers pays discutent cet important problème. Quelques années plus tard, à l'« *Association internationale pour la protection légale des travailleurs* » grâce aux interventions de MM. R. Jay et Paul Pic, plusieurs résolutions intéressantes sont votées les 10 et 11 septembre 1903.

Le Congrès Catholique, réuni à Paris du 1^{er} au 3 mars 1909, vote, après chaudes discussions, le principe des Comités de salaires.

En 1908, avait lieu la première Conférence internationale de Genève où, après le discours de M^{me} de Maguerie, M. Espinasse dévoila son anxiété : si le salaire minimum est différent selon les régions, l'afflux des masses populaires dans les régions favorisées sera considérable. M. R.

Jay lui fit remarquer que, dès cette époque, il y avait des différences de salaire entre les ouvriers d'usine d'un département à un autre, et que le phénomène redouté ne s'était pas produit.

M^{lle} Maréchal exposa ensuite ses longs efforts, pour relever le niveau des traitements dans l'industrie à domicile ; elle expliqua comment elle avait essayé de faire connaître autour d'elle cette plaie sociale, et de réunir un nombre suffisant de collaborateurs ; puis comment, se mettant en rapport avec des fabricants employant des ouvriers à domicile, elle leur demanda de les rémunérer d'une façon équitable. Son œuvre se poursuivit, en fondant une « *Entr'aide* » pour procurer de l'ouvrage aux femmes restant chez elles ; cette association s'interdisant tout bénéfice, tout excédent de recettes, qui devait être employé au relèvement des salaires. Par cela même, elle visait à la suppression des intermédiaires, en se substituant aux petits détaillants.

Des Congrès internationaux du Travail à domicile eurent lieu à Bruxelles, en 1910 (7), au moment de l'Exposition internationale de cette ville. A la suite de ce Congrès, un Office du Travail à domicile fut constitué, en vue de coordonner les efforts de chaque nation.

Deux ans après, se tint à Zurich un deuxième Congrès, comprenant environ 250 délégués venant de la Russie, de l'Amérique, enfin de presque tous les pays. Pour éviter la concurrence entre nations, il fut établi un texte de loi, que les délégués s'engagèrent à faire respecter par les différents pays : ce furent les travaux du Conseil Supérieur du Travail, qui servirent de base à la discussion.

En France, le besoin d'une intervention légale se fai-

(7) J. Bouvier, « La lingerie et les lingères ».

sait chaque jour sentir davantage. Et enfin, nous arrivons aux deux Congrès de 1927 et 1928, que nous examinerons plus longuement.

DIXIEME SESSION
DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE GENEVE
(25 mai - 16 juin 1927)

L'O.I.T., à cette conférence, n'avait pas pour objectif d'établir un tarif uniforme de salaire minimum pour toutes les professions, ne voulant pas suivre l'exemple donné par la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Son but était seulement d'étudier « *Les méthodes de fixation des salaires minima dans les industries, où l'organisation des employeurs et des travailleurs était insuffisante, et dans lesquelles les salaires sont exceptionnellement bas, en tenant compte spécialement du travail à domicile* ».

En France, en Angleterre et dans quelques autres nations Européennes, le principe du minimum de salaire était adopté, et faisait l'objet de textes de lois. Etant données ces considérations, l'entente, sur ce sujet, semblait aisée : on ne prévoyait pas les difficultés qui allaient s'amonceler.

Les patrons voulaient réduire le plus possible le nombre des industries, auxquelles on aurait à appliquer la Convention ; mais la Conférence résista et affirma aux délégués que dans le questionnaire, elle envisagerait toutes les industries où pourrait sévir le sweating-system. Finalement, on décida que, pour désigner les industries visées par les mesures proposées, il y aurait lieu de s'attacher au double caractère suivant : salaires exception-

nellement bas, et insuffisance des organisations syndicales de patrons ou d'employés.

PAR 82 VOIX CONTRE 22, LE QUESTIONNAIRE AINSI RÉDIGÉ FUT ADOPTÉ ET LA QUESTION INSCRITE A LA SESSION DE 1928.

ONZIEME SESSION
DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE GENEVE
(30 mai - 16 juin 1928)

Les Etats membres de la Conférence, par 76 voix contre 21, ont adopté un projet de Convention, dans lequel ils s'engagent à conserver ou à instituer, si elles font défaut, les méthodes permettant de fixer des taux de minima de salaires pour les travailleurs à domicile ; chaque pays a cependant toute liberté pour déterminer ces méthodes et leur application. Une recommandation, votée par 81 voix contre 18, indique certains principes généraux, facilitant l'utilisation de ces méthodes.

Les patrons se montrent fort inquiets, anxieux de savoir si, sous le couvert d'une convention relative aux méthodes, on ne songe pas à leur imposer la généralisation des salaires minima. La Commission fait alors connaître son programme conciliateur :

ARTICLE PREMIER. — *Tout membre de l'Organisation Internationale du travail, en ratifiant le projet de convention, s'engage à instituer ou à conserver des méthodes, permettant de fixer un taux minimum des salaires, pour les travailleurs employés dans les industries, ou parties d'industries (en particulier dans les industries à domicile) où il n'existe pas de régime pour la fixation efficace des salaires, par voie d'accord collectif ou autrement, et où les salaires sont exceptionnellement bas.*

ART. 2. — *Accorde à chaque Etat toute liberté de décider, après consultation des intéressés, à quelle industrie ou partie d'industrie devraient s'appliquer les méthodes de fixation des salaires minima. Liberté encore est laissée à chaque Puissance, de déterminer les méthodes de fixation et les modalités d'application.*

A son article 5, le projet prévoit pour les contractants, l'obligation d'envoyer annuellement au B.I.T. un exposé relatant les résultats donnés par l'application de la Convention. Les formules libérales ont obtenu de nombreuses adhésions, parmi les délégués patronaux et ouvriers.

M. A. Thomas, directeur du B.I.T., a, suivant la tradition, terminé les débats par un rapport, qui amena une violente discussion au sujet de la lenteur des ratifications, et du mauvais vouloir évident de certains Gouvernements.

La Convention fut ratifiée par l'Allemagne et la Grande-Bretagne, (14 juin 1929) et la ratification a été recommandée aux Parlements de Cuba, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Tchéco-Slovaquie (8).

(8) *Bulletin du Ministère du Travail* (1930).

CHAPITRE V

ACTION DE L'ÉTAT

§ 1. — EST-CE UN DEVOIR POUR L'ÉTAT DE S'OCCUPER DES QUESTIONS OUVRIÈRES ?

L'Etat a-t-il ou non, le devoir, devant de si noirs tableaux, de régler les dispositions concernant les contrats, entre patrons et ouvriers à domicile ? Doit-il rester inactif devant tant de misère ? Il semble que lui seul ait l'autorité suffisante pour édicter des lois, qui seront peut-être respectées ; il y a urgence de s'occuper de cette masse de travailleurs si déshérités.

Trois groupes de théoriciens ont, d'une manière générale, critiqué l'immixtion de l'Etat dans toutes les questions ouvrières, industrielles ou commerciales.

Ce sont d'abord les partisans des Ecoles libérales (9). Les PHYSIOCRATES avec QUESNAY, MIRABEAU LE PÈRE, MERCIER DE LA RIVIÈRE, DUPONT DE NEMOURS, LE TROSNE, L'ABBÉ BAUDEAU, avaient pour maxime : « *Laissez faire, laissez passer* ». Les physiocrates condamnent toute intervention de l'Etat, pensant que les Sociétés obéissent : « *à un ordre essentiel, dont elles ne peuvent s'écarter sans trahir leurs véritables intérêts* » (10). Il convient donc, d'après eux, de découvrir l'ordre naturel.

Ils s'étaient rendus compte que le but poursuivi par les

(9) G. Renard, « L'ouvrière à domicile ».

(10) Mr de la Rivière.

Institutions sociales, était la recherche du maximum de richesses avec le minimum de peine. Il faut donc que l'homme, avec la propriété, possède la liberté d'en jouir.

Dans cette voie de non interventionnisme de la part de l'Etat, on trouve encore l'Ecole d'ADAM SMITH ; les pessimistes Anglo-Saxons MALTHUS (11) et RICARDO ; l'Ecole Franco-Américaine avec CAREY et BASTIAT.

Dans le deuxième groupe, on trouve les ANARCHISTES, avec PROUDHON, ELISÉE RECLUS.

Enfin, les SOCIÉTÉS FÉMININES et les FÉMINISTES trouvent que si l'Etat s'occupe particulièrement de l'ouvrière, c'est démontrer par là l'infériorité, le manque de force de celle-ci à se défendre.

Voyons maintenant les partisans de l'opinion adverse ; c'est-à-dire ceux qui, non seulement admettent que l'Etat règle certaines conditions des contrats de travail, mais encore le réclament. Comment, disent-ils, en ce pays de France, où il n'est pas un monument public, sur lequel ne se trouve inscrit le mot de Liberté, comment la faire respecter, cette belle Liberté, si les individus, considérés comme libres en fait, ne le sont pas, livrés qu'ils sont à leurs seules forces !

Une pauvre ouvrière est-elle vraiment libre, lorsque réclamant de l'ouvrage, son patron lui en confie moyennant un gain dérisoire ? Ce maigre salaire, c'est tout de même la subsistance de quelques jours, mais que de fatigues pour le mériter ! Cette femme n'est pas libre.

C'est donc à l'Etat de veiller sur ses enfants ; s'il n'y procède pas, qui le remplacera ?

Au point de vue économique, est-il légitime de baser

(11) Malthus pense que la misère est nécessaire car elle oblige l'homme à prévoir.

une amélioration sociale sur la bonne volonté, le désintéressement et la charité d'un certain nombre de personnes ? Quelques particuliers sont-ils chargés de réformer, à leur détriment, à leurs risques et périls, les abus d'une organisation économique ; et faut-il compter sur leurs efforts, pour arrêter une évolution dans sa route fatale, alors qu'il ne s'agit point d'une crise accidentelle, mais bien d'une maladie chronique, qui ronge notre régime économique.

L'Etat ne doit pas oublier que la mauvaise hygiène, les jeûnes répétés de certaines familles, préparent une génération future tarée, sans résistance physique et morale ; il se doit aux hommes de demain, ayant beaucoup reçu de ceux d'hier : il devra donc protéger la génération actuelle.

C'est à l'Etat de rendre notre pays florissant ; il lui faut être riche pour pouvoir lutter, les ennemis extérieurs ne cherchent que l'occasion de nous détruire. Une conduite sage, intelligente et avisée, empêchera les déchaînements de la guerre civile. L'Etat saura l'éviter, en donnant au travailleur le moyen de gagner honnêtement sa vie, de s'intéresser à son labeur, de fonder une famille, dont il sera le chef aimé et respecté. LES LOIS ÉDICTÉES PAR L'ÉTAT DOIVENT ÊTRE IMPARTIALES, SANS PASSIONS POLITIQUES, MAIS TOUTES RÉDIGÉES EN VUE DE RENDRE NOTRE FRANCE PLUS PROSPÈRE, PLUS BELLE, PLUS CONFIANTE ET PLUS FORTE.

§ 2. — ABSENCE DE LOIS CONCERNANT LES TRAVAILLEURS À DOMICILE, AVANT LA LOI DU 10 JUILLET 1915

Le première loi, visant spécialement le travail à domicile, ne remonte qu'au 10 juillet 1915 ; les textes antérieurs,

concernant la question ouvrière, ne s'appliquaient pas à lui : les lois sur l'Inspection des ateliers familiaux, sur les temps maxima des journées de labeur, sur les accidents du travail (1898), lui étaient étrangères.

Loi de 1898

La loi sur les accidents du travail, fixant forfaitairement l'indemnité due, en cas d'accident survenu pendant la période de labeur, sans avoir à fournir de preuves contre l'employeur, n'est pas appliquée au travailleur à domicile.

Pourquoi ne pas admettre pour eux une loi qui, pour les autres ouvriers, a paru indispensable. Est-ce parce que leur situation matérielle est plus mauvaise, qu'il faille ainsi leur ôter le bénéfice de ce texte ?

Dans la « Française » des 25 avril, 4 juin, 27 juin, 17 octobre 1925, au moment où la septième Conférence Internationale du Travail devait tenir ses assises à Genève, au mois de juin 1925, et se proposait d'étudier « la réparation des accidents du travail », « L'OFFICE DU TRAVAIL » prit énergiquement le parti des travailleurs à domicile. La Conférence vota la Convention suivante : Article 2 : « *Les législations et réglementations sur les réparations des accidents du travail, devront s'appliquer aux ouvriers, employés et apprentis, occupés par les entreprises exploitées ou établissements, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés. Toutefois, il appartiendra à chaque membre de prévoir, dans sa législation nationale, telles exceptions qu'il estimera nécessaire en ce qui concerne : a)... b) les travaux à domicile.* »

Donc, une Nation, membre de la S.D.N., doit accorder

la réparation forfaitaire des accidents aux travailleurs étrangers, ce qui est un acte de justice, mais elle a le droit de refuser à des nationaux, travaillant à domicile, le bénéfice de cette précieuse loi : c'est une façon étrange de comprendre la justice internationale.

De sorte que, l'ouvrière à domicile se faisant une blessure, en maniant des pinces ou des ciseaux malpropres, amenant une infection grave, et pouvant se terminer par l'ablation d'un membre, n'aura d'autre recours que l'établissement de la faute du patron dans cet accident, ce qui est impossible ; elle restera donc infirme, sans avoir droit à aucune indemnité.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 4 janvier 1911, avait déclaré inapplicable aux travailleurs à domicile cette loi de 1898, « Car, disait-elle, il faudrait que la dépendance entre le patron et le salarié, qui en justifie l'application, soit une dépendance juridique : or, ici, elle a simplement un caractère économique. De sorte que, l'ouvrier, travaillant à domicile pour le compte d'un entrepreneur, ne saurait prétendre à aucune indemnité. Il est assimilé à l'artisan, qui travaille directement pour la clientèle ; il en est de même pour l'ouvrier travaillant à la tâche, mais en dehors de toute surveillance du patron. »

On a prétendu que l'application de cette loi aux travailleurs à domicile serait impossible, étant donnée la difficulté de contrôle pour les fabricants, envers ces ouvriers. Cependant, en Bulgarie, au Danemark, dans les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Serbie, la Nouvelle-Zélande, on a réussi à appliquer à ce genre d'industrie des lois sur les accidents du travail.

Projet du 7 novembre 1911

Déjà, en 1911, le Parlement avait été sur le point de voter une loi concernant le travail à domicile ; ce projet n'aboutit pas, mais il est très intéressant de l'étudier, ainsi que tous les débats oratoires auxquels il donna lieu. Il était ainsi conçu dans ses principaux articles :

Article 32 a : « *Toute femme, exécutant à domicile des travaux de confection, de lingerie, broderie à la main, vêtements, chapeaux, chaussures, fleurs artificielles et tous autres travaux rentrant dans l'industrie du vêtement, ne peut recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire d'une ouvrière de la région, payée à la journée ou à l'heure, et non qualifiée, c'est-à-dire exécutant communément et sans spécialisation professionnelle déterminée, les divers travaux courants de la profession.* »

Article 32 f : « *Pour faciliter l'application des conseils de prud'hommes, dans la connaissance des difficultés, qui peuvent s'élever au sujet de l'application de la présente section, les conseils du travail peuvent dresser d'office, ou dressent, sur la demande du gouvernement, le tableau des salaires à la journée et à l'heure, et le tableau des tarifs aux pièces, correspondant, pour les tâches les plus usuelles, dans les professions et les régions qu'ils représentent. A défaut de ces constatations, les conseils de prud'hommes peuvent, sans préjudice des attributions contentieuses qui leur appartiennent en vertu de la loi, faire des enquêtes avec ou sans expertise, en vue d'établir les mêmes données.* »

Article 32 h : « *Les réclamations des ouvrières, touchant le tarif appliqué au travail par elles exécuté, ne sont*

recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard huit jours après le paiement de leurs salaires. Le délai ainsi fixé, ne s'applique pas à l'action intentée par l'ouvrière pour obtenir l'exécution du jugement. »

L'« Assemblée Nationale pour la protection des travailleurs », a tenu plusieurs assemblées successives pour étudier ce projet de loi.

La première en date est celle du 7 décembre 1911, où le COMTE DE MUN, dans un rapport très vibrant, regrette que seules, les ouvrières de la lingerie et du vêtement, puissent espérer en un régime meilleur, et qu'il ne soit pas question d'accorder un sort plus satisfaisant à des travailleurs et travailleuses également dignes d'intérêt, tels les tisseurs, hommes et femmes, dont la situation est très pénible, notamment dans la région de Saint-Etienne. Il aurait également préféré, que les Comités de salaires n'aient pas laissé place aux Conseils de prud'hommes, dont le caractère est professionnel, mais qui n'est pas une organisation professionnelle.

Ces réformes, auxquelles aspirait le Comte de Mun, sont toutes réalisées aujourd'hui; c'était une semence toute petite mais qui, avec le temps, a fini par lever. Le nom du Comte de Mun restera toujours associé à celui de grand philanthrope; notre belle noblesse Française avait su se pencher vers ces humbles travailleurs, dont la situation était si misérable.

M. l'abbé Mény prenait ensuite la parole et critiquait dans le Projet les mots suivants « OUVRIÈRES NON QUALIFIÉES », ce qui tantôt tendrait à élever le taux du salaire, tantôt à l'abaisser. Il émettait cinq vœux :

1° *Que la définition du salaire de base prévu à l'ar-*

ticle 32 a, s'inspirât des termes des décrets du 10 août 1899, et visât le salaire normal et courant du travail au temps, dans la profession et la région. (Ce vœu a été réalisé dans la loi de 1915.)

2° Qu'antérieurement à toute contestation, les Conseils de prud'hommes soient tenus de constater le taux de ce salaire normal et courant, et de publier le résultat de leurs constatations (d'après la loi de 1915, cela est réalisé, mais par les Conseils du Travail ou les Comités de salaires et d'expertise).

3° Qu'au cas où un tarif aux pièces aurait été établi ou homologué par un Conseil de prud'hommes, le travailleur, puise dans ce tarif même, le droit de réclamer la différence entre les prix fixés par ce tarif et ceux payés par l'employeur (conforme à la loi de 1915).

4° Que tous les Syndicats, et non pas seulement les Syndicats autorisés par décret, puissent intenter les actions prévues à l'article 32 i (adopté par la loi de 1915).

5° Qu'il soit entendu, que l'article 32 i, ouvre à tout Syndicat professionnel et aux Associations autorisées, une action propre en rectification de tarif, sans préjudice du droit de se faire les mandataires des ouvrières lésées.

M. Mény terminait en disant : « *Le projet de loi, s'il est voté, entrera difficilement en application pour des raisons d'ordre général.* » C'était un prophète. Le projet ne se réalisa jamais ; mais par contre, quatre de ses vœux ont aujourd'hui reçu leur application.

Dans la deuxième séance du 14 décembre 1911, la parole est à M. Jay, qui est en contradiction avec le comte de Mun sur la question des Comités de salaires et des Conseils de prud'hommes. Après réflexion, il trouve que

le premier organisme ne serait peut être pas meilleur que le second, pour établir le taux des salaires. Il redoute que les représentants, envoyés aux Comités des salaires par les travailleurs à domicile, se trouvent en fait, souvent incapables de défendre suffisamment les intérêts de leurs mandants, prêts peut-être à se laisser aller à consacrer la situation actuelle, ou même des situations pires.

M. Boudoint, député de la Loire, prend ensuite la place de M. Jay ; il exprime le désir d'étendre le projet de loi aux ouvriers de la Loire et de la Haute-Loire qui, par suite d'une crise, reçoivent des salaires de misère.

A la séance du 11 janvier 1912, M. Alfassa, à la table de conférencier, demande, que pour un travail semblable à celui d'une femme, le travailleur homme reçoive un salaire au moins égal (bien entendu, il s'agit toujours de l'industrie à domicile).

M. Néron pose l'amendement suivant : « *Que le Gouvernement soit autorisé à étendre par décrets l'application de la loi à d'autres industries, qu'à celles du vêtement.* » (Cette suggestion est réalisée dans la loi de 1915.)

L' « ASSOCIATION NATIONALE FRANÇAISE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS », émet encore les vœux suivants :

1° *Des sanctions pénales devront être établies contre les patrons, qui ne paieraient pas habituellement le salaire minimum, établi par le Conseil de prud'hommes* (vœu réalisé par la loi de 1915). *Les Inspecteurs du travail ont qualité pour dresser les procès-verbaux, pour paiement de salaire inférieur au salaire de base, établi par le Conseil de prud'hommes.* (Quoique indispensable, cette suggestion est restée lettre morte.)

2° *Qu'il soit entendu que l'article 32 i ouvre, à tout Syn-*

dicat professionnel et aux Associations autorisées, une action propre en rectification de tarifs et en dommages-intérêts, sans préjudice du droit de se faire les mandataires des ouvriers lésés. (Ce vœu n'a obtenu aucun écho près du Parlement.)

Nous verrons, en étudiant dans le chapitre suivant la loi du 10 juillet 1915 et les lois subséquentes, que presque toutes les réformes, proposées par l'« Association nationale des travailleurs », ont obtenu satisfaction. C'est pourquoi il était intéressant d'étudier ce projet de 1911, d'où est sortie la loi du 10 juillet 1915, inspirée des vœux, formulés par les Economistes, dont nous venons de parler.

§ 3. — LOI DU 10 JUILLET 1915

Enfin, le 10 juillet 1915, est voté le premier texte de loi, concernant les travailleurs à domicile.

Dans ses séances des 22 avril et 20 mai 1915, le Sénat adopte, en le modifiant légèrement, le projet de loi voté par la Chambre et portant modification des titres III et V du livre I^{er} du Code du Travail. Ce projet amendé est ensuite voté sans débats, par la Chambre, le 9 juillet, devenant la loi du 10 juillet 1915. Voici quels sont les changements apportés, par le Sénat, au projet :

L'article 33 c déclare que le minimum de salaire prévu devra être strictement déterminé par le chiffre du salaire quotidien, habituellement payé dans la région, et abolit la faculté, admise par la Chambre, de réduire ce chiffre aux deux-tiers.

Pour la fixation du salaire minimum, les articles 33 d et suivants substituent au Conseil de prud'hommes, à dé-

faut des Conseils du Travail, les Comités de salaires et les Comités professionnels d'expertise.

L'article 33 g, de plus, donne aux Conseils du Travail, ou à leur défaut, aux Comités professionnels d'expertise, « *le tableau du temps nécessaire à l'exécution des travaux en série* », et l'alinéa final de cet article précise, que ces indications serviront de base aux jugements des Conseils de prud'hommes ou des Juges de Paix, dans les différends soulevés devant eux, à l'occasion du travail, relatif aux articles exécutés à la pièce.

Le Sénat, d'autre part, ajoute à l'article 99, l'article 99 a, édictant des sanctions pénales, en cas de contravention à la loi (12).

Analyse de la loi du 10 juillet 1915

PERSONNES PROTÉGÉES. — La circulaire du 24 juillet 1915, adressée par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, à MM. les Préfets et à MM. les Inspecteurs divisionnaires, est rédigée en ces termes (13) : « *Le travail est fait sur commande, soit d'un établissement industriel ou commercial, soit d'un intermédiaire. Il est exécuté dans un local servant à l'habitation ou en dépendant, par un ouvrier façonnier, travaillant seul ou avec des membres de sa famille, ou même avec quelques autres ouvriers. Les matières premières sont, le plus souvent, fournies par les établissements ou les intermédiaires, à l'exception des fournitures accessoires, achetées par l'ouvrier.* »

Par conséquent, toute personne fournissant du travail,

(12) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1915.

(13) Thèse Bouchard, « Minimum de Salaire dans l'Industrie du Vêtement », 1921.

exécuté dans les conditions indiquées ci-dessus, a droit au titre de travailleur à domicile, et bénéficie de la loi du 10 juillet 1915, loi applicable aussi bien aux étrangers qu'aux nationaux.

Le 26 juin 1917, dans un arrêt de la Chambre Civile, la Cour de Cassation déclare que les juges du fond ont une appréciation souveraine, en ce qui concerne la qualité d'ouvrières à domicile (14). En tout cas, il faut se rappeler que les lois ne visaient que les femmes. Les travailleurs du sexe masculin, d'après l'article 33 *m*, avaient cependant certaines prérogatives : s'ils exécutaient des travaux, rentrant dans les industries visées par l'article 33 et dans les mêmes conditions, ils avaient droit, au cas où leurs salaires seraient inférieurs, au minimum fixé pour les travaux féminins, de réclamer aux Conseils de prud'hommes ou en Justice de Paix, le relèvement de leurs gains, jusqu'au dit minimum.

INDUSTRIES VISÉES. — Dans son article 33, la Loi précise que les dispositions qui suivent, sont applicables aux ouvrières travaillant dans le vêtement, les chapeaux, les chaussures, la lingerie en tous genres, la broderie, les dentelles, les plumes, les fleurs artificielles et tous les travaux rentrant dans l'industrie du vêtement. Mais, sur l'intervention de M. Chanaing, l'article 33 *m* précise que, par un simple règlement d'administration publique, les dispositions des articles 33 *a...* à 33 *m*, pourront être appliquées à d'autres industries.

On verra par la suite, que ce texte n'est pas resté lettre morte.

(14) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1917.

Détermination du salaire minimum.

1° *Formalités imposées aux entrepreneurs* : Tout employeur faisant exécuter du travail à domicile, rentrant dans les conditions prévues, doit tenir un registre, indiquant le nom et l'adresse de chaque ouvrière. Il doit avertir l'inspecteur du travail ; afficher dans son usine les prix établis pour chaque espèce de travail ; remettre à l'ouvrière un carnet ou un bulletin à souches, sur lequel sont mentionnés la nature, la quantité du travail fourni, la date de sa remise, les prix de façon donnés, ainsi que la nature et la valeur des fournitures imposées à l'ouvrière.

Bien entendu, les prix de façon ne doivent pas être inférieurs aux prix minima affichés.

2° *Organismes chargés de déterminer le salaire minimum* : D'après la loi, ce sont les Conseils du travail, créés par la Loi du 17 juillet 1908 et les décrets du 19 mai 1909, qui doivent établir les salaires minima et les réviser tous les 3 ans ; mais aucun de ces Conseils n'ayant été créés, il était sage de prévoir dans les textes, des organismes pouvant les remplacer, au cas où ils feraient défaut. Ce sont :

a) *Les Comités professionnels d'expertise*. — Ces comités comprennent 2 patrons et 2 ouvrières ou ouvriers, sous la présidence du Juge de Paix. Les membres sont choisis de la même manière que ceux des Comités de Salaires, que nous étudierons plus loin et désignés par le Préfet.

b) *Les Comités de Salaires*. — Ces Comités sont composés du Juge de Paix, président, de 2 ou 4 ouvriers ou

ouvrières, d'un nombre égal de patrons, appartenant aux industries visées par la Loi. Les membres du Comité sont choisis par les président et vice-président des Conseils de prud'hommes du département ; et en cas de non accord, par le Président du Tribunal Civil.

Enfin, au dessus de ces 2 Comités, se trouve un autre organisme, dont nous définirons plus loin le rôle, et qui se nomme Commission Centrale.

La *Commission Centrale* siège au Ministère du Travail ; elle est composée de 2 membres (1 patron et 1 ouvrier), du Conseil du Travail ou du Comité départemental, qui a déterminé le salaire minimum ; de 2 représentants (1 patron et 1 ouvrier) de la profession, au Conseil Supérieur du Travail ; de 2 prud'hommes (1 patron et 1 ouvrier) ; d'un enquêteur, faisant office de secrétaire permanent et ayant voix délibérative ; d'un membre de la Cour de Cassation, désigné pour 3 ans et président de droit.

La composition de cette Commission ne semble pas idéale et nous allons tout de suite la critiquer par les paroles de M. Bavier-Lapierre, à la Chambre des Députés, dans la Séance du 21 juin 1920 :

« Cette Commission Centrale des salaires, qui est chargée d'étudier les durées d'exécution, comprend dans ces cas, non des représentants des Comités d'expertise, mais des représentants des Comités de salaires ; des hommes, qui ne connaissent en rien la durée d'exécution d'une chemise, d'un caleçon ou de tout autre objet fait en série. D'autre part, il y a dans cette Commission, des représentants du Conseil Supérieur du Travail, correspondant au groupe de la profession indiquée ; si bien que l'on arrive au résultat suivant : pour étudier la durée de confection d'une paire

de bottines, c'est en l'espèce, le représentant des cuirs et peaux, qui siège à la Commission Centrale des salaires. C'est un industriel fort consciencieux, qui connaît bien sa partie : la confection des capotes de voiture ; mais tout à fait incompétent en matière de confection de chaussures ».

Procédure de la détermination du salaire minimum.

Le prix de façon donné à une ouvrière, doit être tel, qu'il lui permette de gagner en 10 heures un minimum établi par les Comités de Salaires.

Comment déterminera-t-on ce salaire minimum ? Les Comités de Salaires constatent le taux du salaire quotidien, habituellement payé dans la région, à des ouvrières de la profession d'habileté moyenne, et travaillant en atelier. Les Comités d'expertise dressent ensuite le tableau du temps nécessaire à l'exécution des travaux examinés : une simple division donne alors le salaire horaire. Les chiffres de salaires minima sont publiés par le Préfet, et insérés dans les actes administratifs du département. Le caractère obligatoire de ces tarifs, ne peut être atteint par un contrat entre un entrepreneur et son ouvrière (15).

Il est recommandé aux Comités d'expertise, en prévision du cas où les Comités de Salaires auraient à changer leurs prix, d'établir leurs avis en 2 parties distinctes et séparées : tableau des temps, tarifs aux pièces, résultant de la combinaison avec les salaires minima. De sorte que, seule, en cas de révision, la deuxième partie ferait l'objet de nouvelles publications ; l'administration de ces publications pourrait, semble-t-il, procéder elle-même à des

(15) Conseil de Prud'hommes du département de la Seine pour les tissus. Audience du vendredi 8 juin 1917. Président : Luquet.

réajustements, et ne consulterait les Comités, qu'en cas de difficulté (16).

Enfin, le Gouvernement, une Association professionnelle ou une personne intéressée peuvent, dans le délai de 3 mois, porter devant la Commission Centrale une protestation élevée contre les nouveaux tarifs. La Commission juge en dernier ressort.

Sanctions.

Les Inspecteurs du Travail sont chargés d'assurer l'application des articles 33 *a, b, c.* et de l'article 99 *a.* Ils tiennent leurs pouvoirs de la loi nouvelle, des articles 105 et 107 du livre III du Code du Travail, réglant leurs pouvoirs généraux.

L'article 99 *a.*, que nous n'avons pas encore étudié, édicte des sanctions pénales. Lorsque des fabricants ou leurs préposés contreviennent aux dispositions des articles 33 *a, b, c.* concernant l'avertissement à l'inspecteur, la tenue des registres, bulletins ou carnets ; ils seront poursuivis devant le Tribunal de simple police, et punis d'une amende de 5 à 15 francs. Si la contravention porte sur l'article 33 *c.*, il y aura autant d'amendes perçues que de personnes à l'égard desquelles il y aura eu inobservation de la loi, mais avec un plafond de 500 francs.

En cas de récidive, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 à 100 francs et poursuivi devant le Tribunal Correctionnel. Il y a récidive lorsque le contrevenant, dans les 12 mois précédents, a subi une condamnation identique ; comme dans le cas ci-dessus, il y a un plafond ; il est ici de 3.000 francs.

(16) Circulaire du 29 novembre 1916.

Mais l'inspecteur ne peut poursuivre le fabricant pour d'autres infractions, que celles qui viennent d'être étudiées. SI L'ENTREPRENEUR NE PAIE PAS A L'OUVRIÈRE LE SALAIRE AUQUEL ELLE A DROIT, IL N'A A REDOUTER, NI L'ACTION DIRECTE ET COERCITIVE DE L'INSPECTION, NI LA SANCTION PÉNALE.

Actions des ouvrières et des Syndicats

Actions des ouvrières. — Les ouvrières peuvent d'abord agir devant les Conseils de prud'hommes et les Juges de Paix, conformément à l'article 33 c, lorsqu'elles ne reçoivent pas le salaire auquel elles ont droit. Elles devront prendre à l'appui de leurs réclamations, le minimum fixé par les Comités de salaires.

Une question se pose, à laquelle la Loi ne donne pas de solutions. On sait que le délai de la réclamation est de 15 jours ; mais, si une ouvrière, ayant reçu pour son travail un salaire inférieur au minimum, et n'ayant pas fait de poursuites, se décide, au bout de quelques mois de ce régime, à se porter devant les prud'hommes, son action ne recevra-t-elle pas une fin de non-recevoir ? Ne lui objectera-t-on pas, que son acceptation est comme une tacite reconnaissance de juste salaire ?

Ce sujet a fait beaucoup parler. Enfin, après de longues discussions, TISSIER, dans sa brochure « ACTIONS EN JUSTICE NÉES DE LA LOI DE JUILLET 1915 », a déclaré qu'il était inadmissible d'enlever à l'ouvrière son action, à quelque moment qu'elle s'en serve.

La travailleuse peut également se porter partie civile devant le tribunal de simple police ; et en cas de récidive, devant le tribunal correctionnel.

Actions des Syndicats. — Les Syndicats peuvent agir

en exécution de la Loi, devant les Conseils de prud'hommes et les Juges de Paix, dans le but de faire respecter les intérêts professionnels des ouvrières à domicile (17); d'obtenir l'exécution de la Loi, dans tous les cas où il y a, soit un intérêt commun à tous ses membres, soit un intérêt professionnel. Par exemple, si des fabricants ou des intermédiaires ne préviennent pas l'inspecteur du travail; ne tiennent pas les registres présents, ne rédigent pas exactement les bulletins à souches ou les carnets, n'affichent pas les tarifs comme le veut la Loi.

Les Syndicats ont aussi le droit d'agir sur un employeur qui affiche, dans les locaux indiqués par les textes, un tarif minimum non conforme au véritable. Dans ce dernier cas, quelle sera la sanction? Les astreintes. C'est-à-dire que l'employeur sera condamné à rectifier le tarif, qu'il a affiché illégalement, dans un délai déterminé, sous peine de dommages-intérêts, fixés à tant par jour; les tribunaux peuvent, en plus, ordonner l'affichage du jugement.

Il semble, qu'avant cette Loi de 1915, les Syndicats possédaient déjà les droits que nous venons d'étudier. Oui mais, si elle n'a pas innové, la Loi a tenu à préciser et à mettre hors de contestation et hors de controverse, cette façon d'agir.

Les Associations autorisées par la Loi, ont les mêmes prérogatives que les Syndicats. Ce sont « l'Office Français du travail à domicile » (décret du 24 novembre 1915), « la Ligue Sociale d'Acheteurs de France » (décret du 9 mai 1916), « la Fédération d'Organismes du Travail pour améliorer les conditions du travail féminin » (décret du 15 avril 1917).

(17) Tissier, « Actions en justice nées de la Loi du 10 juillet 1915 ».

Enfin, les Syndicats peuvent agir devant les Tribunaux de répression, sans avoir besoin de faire la preuve d'un dommage particulier ; contrairement à l'adage « *pas d'intérêt, pas d'action* » : il suffit qu'il y ait atteinte aux intérêts professionnels.

Les Syndicats ont une action propre et distincte, résultant d'une sorte de mandat public qu'on leur a attribué. Ils peuvent demander au Juge de simple police, de réprimer l'infraction commise et de condamner l'employeur à des dommages-intérêts ou à une réparation publique, par voie de publication de jugement.

Questions de procédure

Devant les Conseils de prud'hommes, la représentation ne peut être faite, en cas d'empêchement d'une partie, que par un pair ; c'est-à-dire un patron pour un patron ; un employé pour un employé, mais de la même profession ; ou par un avocat ou un avoué.

Lorsque des Syndicats plaident, sont-ils obligés de donner caution ? La Loi dit : « *La disposition qui précède (18) ne porte point atteinte aux droits, reconnus par les Lois antérieures, au Syndicat professionnel.* » Or, ces derniers, pouvaient déjà, avant la Loi de 1915, agir en justice. Je ne crois donc pas qu'ils soient obligés de fournir caution, sauf dans le cas où cette nouvelle Loi leur conférerait un droit nouveau (19) : par exemple, lorsqu'un Syndicat d'ouvriers, travaillant en atelier, agirait pour défendre les droits des travailleurs à domicile.

(18) Article 33 K : « ... A charge, si le défendant le requiert, de donner caution, pour le paiement des frais et dommages auxquels ils pourraient être condamnés, à moins qu'ils ne possèdent en France des immeubles d'une valeur suffisante, pouvant assurer ce paiement ».

(19) Tissier, « Actions en justice nées de la Loi du 10 juillet 1915 ».

§ 4. — LOI DE 1928. DÉCRETS DE 1922 - 1926 - 1935

Loi du 14 décembre 1928

Dans sa session de novembre 1925, le Conseil Supérieur du Travail, saisi de la question de réglementation sur ce qui fera l'objet de la loi de 1928, avait adopté à l'unanimité :

L'étendue de la Loi aux ouvriers à domicile;

La faculté de mettre un ouvrier au Comité d'expertise;

L'utilisation des renseignements donnés par les Inspecteurs du travail;

Le salaire minimum évalué pour 8 heures de travail;

Le délai d'appel amené à 1 mois;

La possibilité pour les Associations autorisées de l'article K d'avoir le recours de l'article 33 h ;

Des pénalités, pour réprimer le défaut de paiement du minimum de salaire légal, et plus fortement, dans le cas de fraude caractérisée.

Les Inspecteurs du travail auraient qualité pour constater les infractions ci-dessus dans des procès-verbaux, qui donneront lieu à l'ouverture de poursuites pénales.

Il faut encore attendre jusqu'en 1928. Dans une autre session, le 19 novembre, M. Loucheur, président, ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale, assisté de M. Oberkirch, sous-secrétaire d'Etat au Travail, demande si la protection du travail à domicile est suffisante.

La Loi de 1915, entre autres buts, visait à la diminution du surmenage des ouvrières à domicile. Les organisations patronales et ouvrières dignes de foi, prétendent qu'il n'y a eu aucune amélioration à ce sujet.

Enfin, le projet de loi déposé depuis le 12 novembre 1926, par le Ministre du Travail, et rapporté par le Dr Chassaing, est adopté sans discussion par la Chambre, dans sa séance du 13 mars 1928. Transmis au Sénat, il est également adopté sans débats et sans modifications par la Haute Assemblée, le 7 décembre 1928, sur le rapport de M. Mario Roustan : il est devenu la loi du 14 décembre 1928.

Cette Loi n'amène pas de grands changements à l'égard de la législation antérieure. Les textes de la Loi de 1915, applicables aux seules ouvrières à domicile, sont étendus aux ouvriers à domicile. Le salaire minimum fixé par les Conseils devait être égal, pour 10 heures de travail, à celui d'une ouvrière d'atelier (la nouvelle législation a remplacé les 10 heures par 8 heures).

Dans certains cas, le Préfet peut déterminer lui-même le salaire minimum; composer le Comité de salaires d'une autre façon que celle prévue par la Loi de 1915. Il en est de même pour le Comité d'expertise.

Les Inspecteurs du travail peuvent être demandés avec voix consultative, aux délibérations des Comités de salaires et d'expertise.

Le délai durant lequel l'ouvrier peut en appeler pour rectification de son salaire, est porté à un mois ; par contre, au même temps est ramené le délai pour le recours devant la Commission centrale.

Suivent dans l'article 34 des règles, édictées pour les ouvriers ou ouvrières, travaillant à domicile dans le tissage et le bobinage et concernant les prix de façon, le poids, la longueur et le nombre total des fils de chaîne, le poids de la trame, etc...

Décret du 10 août 1922

Par ce décret (20), toutes les dispositions des articles 33 a... à m, de la section I, du chapitre premier, du titre III, du Livre premier du Code du Travail, sont applicables à toutes les ouvrières, exécutant à domicile des travaux accessoires de l'industrie du vêtement, tels que : bretelles, jarretelles, cravates, ceintures... ainsi que les travaux de couture, de lingerie, de broderies en tous genres et en toutes matières, dentelles, plumes, fleurs artificielles, que ces travaux soient, ou non, destinés au vêtement. De même, aux travaux de tricotage de laine ou sur tissus à mailles, chapelets, sautoirs, croix, médailles et articles de bijouterie, parapluies ou similaires, postiches, confection et réparation de tapisseries à l'aiguille, travaux de perles et de paillettes sur toutes matières.

La circulaire du 11 septembre 1922, relative au décret, précise qu'il ne s'applique qu'aux ouvrières, les ouvriers ne pouvant réclamer que s'ils reçoivent, pour un travail identique, un salaire inférieur au minimum légal féminin.

*Règlement d'administration publique
du 30 juillet 1926 (21)*

Par ce règlement, les textes de la Loi de 1915 sont étendus à la fabrication de papier à lettres, enveloppes et sacs en papier, tubes en papier, cahiers de papier à cigarettes, gaufrage de papier, découpage de papier à l'emporte-pièce, fabrication de boîtes et tubes en carton, cartonnages en tous genres, habillage de produits alimentaires et articles de confiserie, vannerie, gainerie, maroquinerie.

(20) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1922.

(21) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1927.

Décret du 25 juillet 1935

Dans sa 38^e Session, à la séance du 19 novembre 1934, le Conseil Supérieur du Travail aborde la question de l'extension de la Législation, concernant les travailleurs à domicile, à l'industrie du tissage des soieries.

M. Picquenard, directeur du Travail, donne lecture des deux dernières lettres reçues les 4 et 16 du même mois, provenant d'organisations demandant le recours à la procédure, prévue par l'article 33 m. Avant cette séance, le 12 octobre, les organisations professionnelles intéressées avaient été invitées à faire connaître leur avis, sur l'extension éventuelle au tissage des soieries.

Le 20 novembre, le Conseil se réunit de nouveau. M. Lemarchand estime la mesure dangereuse. Le texte, proposé par M. Briat, au nom de la Commission, est adopté par 28 voix (24 ouvriers et 4 autres membres), contre 24 (23 patrons et 1 autre membre); il y a une abstention.

Ce texte est le suivant :

« La Commission permanente propose au Conseil Supérieur, de donner un avis favorable à l'extension des articles 33 à 33 l du Livre I^{er} du Code du Travail, à l'industrie du tissage des soieries; c'est-à-dire, les tissus de soie naturelle ou de rayonne; que les matières textiles soient employées pures ou mélangées à d'autres. »

Un texte additionnel, repoussé par 38 voix contre 2, avec 14 abstentions, est ainsi libellé : *« Toutefois, les articles ci-dessus ne seraient pas applicables, quand ces matières textiles n'entrent en poids que pour moins de 25 % dans les tissus. »*

Ce sont cependant ces deux textes réunis qui constituent le décret du 25 juillet 1935, paru au *Journal officiel* du 11 août 1935, p. 8.824.

§ 5. — CRITIQUE DE LA LÉGISLATION

CONCERNANT L'INDUSTRIE A DOMICILE

(*Lois de 1915 et de 1928 - Décrets de 1922, 1926, 1935*)

Il y a de nombreuses critiques à adresser à toute cette législation. Nous allons commencer par dénoncer les espoirs trompeurs de l'article 33 *k* sur les Syndicats (22).

Cet article avait donné de grandes espérances. Il admettait les Syndicats et les Associations, autorisées à exercer une action civile sur l'inobservation de la présente Loi, et sans avoir à justifier d'un préjudice.

S'appuyant sur ce texte, l'« *Office français du travail à domicile* » voulut le faire interpréter par la jurisprudence. Il intervint au procès, intenté par 15 ouvrières contre leur employeur, qui ne leur avait pas versé les salaires légaux. Le Conseil condamna le patron en paiement des salaires esquivés et à des dommages-intérêts envers les ouvrières et l'Association.

Le patron condamné fit appel. Plusieurs ouvrières se désistèrent. L'Office soutint qu'il avait le droit de relever l'action abandonnée, en son nom et en celui des ouvrières: il fut débouté.

Le Tribunal distingua les deux actions, celle des ouvriers et celle du Syndicat, auquel la Loi a donné : « *Le droit d'exercer en son propre nom, une action, tendant à*

(22) *Documents du Travail*, 1926.

Revue Internationale du Travail, août 1926.

faire établir un tarif de salaire, qui sera rendu public... et qui pourra profiter aux ouvriers intéressés; mais ne lui a nullement donné le droit de se substituer aux ouvrières, ni conféré le mandat légal d'exercer en leur lieu et place, à leur insu, ou même malgré elles, l'action qui leur est personnelle, et d'obtenir ainsi une condamnation, au profit de tierces personnes, qui ne la requièrent pas. »

Cette jurisprudence fut confirmée, dans une espèce analogue, ce qui tranche la question (23).

Ainsi, le Syndicat ou l'Association, informé d'une infraction contre la Loi, ne pourra, en poursuivant le patron fautif, que relever le taux du salaire. Il ne pourra faire obtenir aux ouvriers lésés, le remboursement de la différence entre le salaire payé et celui qui aurait dû leur être remis.

Pourquoi la Loi a-t-elle été conçue de cette façon maladroite ? C'est, en effet, supprimer presque tout recours contre les patrons indécents.

L'ouvrier, la plupart du temps, ignore la Loi; ou, s'il la connaît, il la connaît mal ; et il n'est pas de force à agir devant les tribunaux. Ce malheureux ne sait à combien s'élèveront les frais de son action. Sans compter la perte de temps, il risque, son procès terminé, de se voir refuser du travail, sous un prétexte quelconque, par le patron poursuivi.

Compter sur l'ouvrier ou l'ouvrière à domicile, pour faire respecter ses droits : c'est un leurre. Il aurait donc fallu donner aux Syndicats le droit de se substituer à eux.

Berthod (24) l'avait bien compris, lors de la discussion de la Loi de juillet 1915 ; aussi, avait-il inséré dans son

(23) Cassation, 28 juillet 1919.

(24) J. Bouvier, « La lingerie et les lingères ».

texte l'article 33 k, qui prévenait les impossibilités étudiées plus haut. Mais, le 13 novembre 1913, se produisait à la Chambre un incident :

M. Georges Bonnefous avait demandé la parole au sujet de l'article 33 k. S'adressant au rapporteur, il s'exprimait ainsi : « *Les Associations ou Syndicats professionnels auront donc le droit de défendre les ouvrières qui, par hypothèse, ne se plaindraient pas; d'exercer l'action civile de ces ouvrières mêmes ?* » Un membre répliquait alors : « *C'est la garantie des ouvrières.* »

Le Ministre du Travail invoquait un arrêt de la Chambre Civile du 5 avril 1915, admettant que le préjudice, justifiant l'action d'un Syndicat, pouvait résulter de l'atteinte aux intérêts économiques. Il expliquait que ces mots, « *sans avoir à justifier d'un préjudice* », signifiaient la consécration de la jurisprudence de la Cour de Cassation ; en l'étendant à tous les cas, où l'action civile du Syndicat aurait pour cause une atteinte aux intérêts corporatifs.

Le Rapporteur alors insistait. M. Beauregard, député, demandait à nouveau : « *Est-il vrai que vous instituez, pour les Syndicats, le droit de s'emparer de l'action d'un particulier ? Est-ce cela, Monsieur le Ministre ?* » Finalement, le Rapporteur intervenait et concluait : « *Nous leur permettons (aux Syndicats) d'agir pour défendre l'intérêt professionnel évident qu'ils auront, à ce que le salaire ne soit pas déprécié outre mesure, par un salaire payé à l'ouvrière à domicile, au-dessous du salaire minimum fixé. Les Syndicats n'auront pas besoin du consentement de l'ouvrière, puisqu'ils agiront en leur nom peronnel.* »

Le Ministre du Travail continuait : « *La Loi donne une double action : celle de l'ouvrière lésée, agissant pour son propre intérêt; et celle, soit des Syndicats professionnels*

agissant dans l'intérêt collectif de la profession; soit des associations de patronage des ouvrières, autorisées par Décret, et agissant dans un intérêt d'ordre public. »

M. Beauregard, ayant fait observer que les mots « *Actions civiles* » au pluriel, pourraient amener une confusion, on les remplaçait par « *Action civile* ».

Le Sénat acceptait sans discussion la nouvelle rédaction du paragraphe k; puis, la Chambre le votait le 9 juillet 1915, sous cette forme « *une action civile, basée sur l'inobservation de la présente Loi, sans avoir à justifier d'un préjudice* ».

Mais ce texte, ainsi que nous l'avons dit plus haut, ne permettait pas aux Syndicats de se substituer à l'ouvrière. L'« *Office français* » examina les possibilités de révision: lui seul d'ailleurs s'occupa de cette question.

M. Picard, professeur à la Faculté de Droit, élaborait un texte, qui fut modifié et accepté au Congrès national des femmes françaises, tenu les 18 et 19 novembre 1924, à Lyon. Il fut également accepté en 1925 par la Conférence générale de l'Artisanat, qui n'apporta qu'une modification: la possibilité de redresser les salaires insuffisamment élevés, sans que l'ouvrière ait à intervenir judiciairement; à l'exemple de l'Angleterre, où la Loi sur le minimum de salaire, fonctionne sous le contrôle des Inspecteurs du Travail.

Dans son texte, l'Office insérait un article 107, ainsi conçu: « *les Inspecteurs du travail auront qualité pour constater les différences, entre les salaires payés aux ouvriers ou ouvrières à domicile, et ceux qui auraient dû l'être; conformément aux articles 33 et suivants, du livre I. Ils dresseront procès-verbal, dès leur constatation, aux fins des poursuites prévues à l'article 99.* »

L'Office comprenait que la seconde critique à adresser à la Loi de 1915, était celle, concernant les Inspecteurs du Travail. En effet, ceux-ci n'avaient, de par la Loi, qu'un rôle très secondaire : ils n'avaient à se préoccuper que des formalités matérielles, et l'application des tarifs minima leur était étrangère.

Cependant, c'était par eux que l'on aurait pu obtenir des résultats satisfaisants. Ils ont montré, après 1915, surtout dans les premières années, qu'ils avaient compris leur rôle. Durant les années 1916, 1917, 1918, 1919, ils dressaient 5.508 contraventions aux articles 33 a, b, c.

Dans la partie XIII du Traité de Paix, on trouvait à l'article 8, que *« les règles, édictées dans chaque pays au sujet des conditions du travail, devront assurer un traitement économique équitable, à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays. »*

Sans proclamer que ces principes et ces méthodes sont, ou complets ou définitifs, les Hautes Parties contractantes sont d'avis qu'ils sont propres à guider la politique de la S.D.N., et que, s'ils sont maintenus intacts dans la pratique, par un corps approprié d'Inspecteurs, ils répandront des bienfaits permanents sur les travailleurs du monde. » La partie XIII du Traité de Paix, faisait une obligation de réviser les textes indiquant le rôle des Inspecteurs.

En 1924, M. Justin Godart, ministre du Travail, déposait, le 17 novembre, le projet de modification, au Bureau du Conseil Supérieur du Travail. L'article 107, élaboré par l'« Office français du Travail à domicile », était rejeté ! Le Sénat et la Chambre suivaient le même exemple.

Il y a encore une autre critique à faire à cette législation :

Pourquoi n'avoir pas supprimé des textes la mention des Conseils du Travail ? On se rappelle que leur rôle aurait été triple : CONSULTATIF, DOCUMENTAIRE (constatation du salaire normal et de la durée normale du travail; fixation des minima de salaires établis par la Loi de juillet 1915), JUDICIAIRE (conciliation). Or, cette législation n'a jamais été appliquée. On ne signale que deux Conseils du Travail : l'un à Saint-Etienne, dans le tissage ; l'autre à Annonay, dans la mégisserie.

Enfin, la détermination des salaires minima n'est pas rationnelle. On ne peut comparer le travail fait en atelier et celui exécuté à domicile.

Prenons, par exemple, la confection d'une robe. A l'usine, le travail est très spécialisé : une ouvrière assemble les morceaux, l'autre monte les manches, une troisième pique les coutures de la jupe, etc... Il peut y avoir 10 ou 12 femmes, exécutant un ouvrage différent : C'EST LE SYSTÈME DE LA TAYLORISATION. Le temps, employé à la confection de la robe, est beaucoup plus réduit, quand le travail est exécuté en atelier, que lorsqu'il est fait à domicile.

De sorte qu'une femme, travaillant chez elle, met, par exemple, 3 heures pour un ouvrage que le Comité d'expertise avait estimé pouvoir être réalisé en 2 heures : le salaire horaire ne se trouve donc pas être le même.

Un autre point est à considérer. La travailleuse à domicile doit faire les frais de certaines fournitures : achat ou location de machine, fil, coton à bâtir, colle.

On pense généralement que la responsabilité des salaires minimes, donnés aux ouvrières, retombe sur les entrepreneurs qui abusent de leur misère. Il n'en est pas

toujours ainsi ; je vais le démontrer en racontant une expérience, tentée par l' « *Union féminine Civique et Sociale* », dont le siège est 25, rue de Valois.

En 1932, cette association avait soumissionné pour 10.000 chemises. Elle répartit le travail entre ses adhérentes, en donnant à chacune un salaire horaire, égal à celui d'une ouvrière en atelier. A l'appui de ce que je disais précédemment, à cause de la Taylorisation, de mode dans les usines, cette expérience coûta 1 franc par chemise à l'Union. Celle-ci fit alors l'impossible pour obtenir la résiliation du contrat, qui ne fut pas annulé, mais réduit à 2.000 chemises.

CHAPITRE VI

APPLICATION DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL A DOMICILE

Il faut maintenant étudier l'activité des divers organismes, affectés à l'application de la législation, concernant l'industrie à domicile.

§ 1. — ACTIVITÉ DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Avant le vote de la Loi du 10 juillet 1915, une *circulaire du Ministre du Travail*, en date du 2 juin de la même année (1), adressée aux INSPECTEURS DIVISIONNAIRES, leur recommande, afin de faciliter les enquêtes qu'ils auront probablement à dresser, de conserver et de classer tous les salaires et tarifs d'articles, faisant l'objet de marchés de l'Etat, qui viendraient à leur connaissance ; ces renseignements pouvant leur être utiles, pour l'application de la Loi sur le salaire minimum des ouvriers à domicile dans l'industrie du vêtement, qui serait bientôt votée.

Pour faciliter la tâche de la Commission Centrale, une circulaire du 7 juin 1916, envoie aux inspecteurs du travail, des directives.

Si, dans la région sur laquelle s'exerce leur contrôle, il existe des ouvrières d'usine, exerçant les mêmes travaux

(1) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1915.

que l'ouvrière à domicile, les inspecteurs devront indiquer, dans leurs rapports, le nom de ces usines, où travaillent les ouvrières observées ; le nombre des employées, en signalant celles qui, *étant très capables*, gagnent des salaires plus élevés, avec la mention de celles-ci ; celles qui sont d'*habileté moyenne*, avec leurs gains, et enfin, celles dont l'*habileté est inférieure à la normale*, et leurs salaires.

Si, dans les régions inspectées, il n'existe pas de travailleuses exécutant des ouvrages semblables à l'atelier et à domicile, les inspecteurs devront, dans leurs rapports, se baser sur des ouvrières exécutant des *travaux similaires*.

Enfin, s'ils ne peuvent trouver, dans la région, des travailleuses faisant des travaux analogues, ils devront porter leurs observations sur des régions similaires ou, à leur défaut, sur le salaire de la journalière dans le pays.

Peu de temps après, une circulaire du 17 juillet 1916, adressée aux inspecteurs divisionnaires, leur indique le *canevas*, relatif aux enquêtes à faire en cas de protestation, concernant les durées déterminées pour l'exécution des travaux, faits en série ou à la pièce, par un comité professionnel d'expertise. Ils devront donner des renseignements d'ordre général et d'ordre public : les renseignements d'ordre général devront porter sur le travail visé par la protestation, et indiquer si le travail est fait en série, est de fabrication courante, le décrire minutieusement et indiquer si le travail est exécuté à domicile ou en atelier, et par combien d'ouvrières.

Les renseignements, concernant spécialement les durées d'exécution du travail, visées par la protestation, devront indiquer la durée d'exécution du travail à domicile, avec les conditions d'outillage, le lieu et la résidence des ou-

rières à domicile, le nombre des ouvrières enquêtées, le nombre des travailleuses, supérieures, égales ou inférieures à une ouvrière d'habileté moyenne, avec indication de la durée d'exécution par chacune d'elles.

Les renseignements devront porter aussi sur le même travail en atelier ; dire si les conditions, l'outillage, sont les mêmes qu'à domicile, le nom de ces usines, le nombre des travailleuses avec indication de la compétence, comme précédemment.

Année 1916. — En 1916, 5.476 fabricants, commissionnaires ou intermédiaires, sont soumis à la Loi de 1915 (résultat dû aux rapports des inspecteurs du travail) ; parmi ces entrepreneurs, 1.170 ont adopté le bulletin à souche, 2.532 le carnet ; on ne possède pas de renseignements sur les autres. Les inspecteurs, durant cette même année, ont constaté que :

6.959 ouvrières étaient employées dans 1.728 usines possédant moins de 10 ouvriers ;

91.655 ouvrières étaient employées dans 2.960 usines possédant de 10 à 100 ouvriers ;

109.704 ouvrières étaient employées dans 365 usines possédant plus de 100 ouvriers.

Les inspecteurs départementaux ont effectué 5.545 visites chez les ouvrières, et les inspecteurs divisionnaires en ont fait 1.970. Au cours de leur service, ils ont dressé des procès-verbaux et établi des contraventions (2) :

49 contraventions dans 42 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 a (avis à l'inspecteur) ;

46 contraventions dans 43 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 a (tenue du registre) ;

(2) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1916.

215 contraventions dans 33 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 b (affichage);

1.682 contraventions dans 50 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 c (carnet ou bulletin);

614 contraventions dans 2 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 c (non concordance des prix minima avec les prix affichés);

81 contraventions dans 9 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 c (non présentation des souches et registres);

59 contraventions dans 9 procès-verbaux pour infraction à l'article 33 c (inexactitude des mentions).

Dans le « BULLETIN DU MINISTÈRE DU TRAVAIL » de juin-juillet 1917, on relate le zèle des inspecteurs du travail : *« Il convient de signaler que, dans de nombreux départements, soit pour la constitution des différents Comités, soit lors des délibérations de ces Comités, le service de l'inspection du travail a contribué, de la façon la plus efficace, à la mise en application de la Loi. Par leur connaissance des industries de leur section, les inspecteurs du travail ont donné les renseignements les plus utiles, en vue de la création et de la détermination de la compétence des différents Comités d'expertise, institués dans chaque département. En vue de la désignation des membres des Comités d'expertise ou des Comités de salaires, ils ont été souvent appelés à donner des indications aux organismes, chargés de cette désignation, et en raison de leur grande connaissance des éléments patronaux et ouvriers, les industries en ont profité. Enfin, lors des discussions au sein des Comités, les inspecteurs du travail ont pu, à titre consultatif, avoir une action conciliatrice des plus efficaces. »*

Année 1917. — En 1917, dans les rapports des inspecteurs du travail, nous constatons que : 6.455 fabricants, commissionnaires, sont soumis à la Loi, en employant 215.000 ouvrières. Parmi ces fabricants, 1.442 employaient les bulletins à souche et 3.419 le carnet. Parmi ces 215.000 ouvrières, il y en avait :

11.458 employées dans 2.663 usines occupant moins de 10 ouvriers ;

94.103 employées dans 3.153 usines occupant de 10 à 100 ouvriers ;

109.657 employées dans 380 usines occupant plus de 100 ouvriers.

Les inspecteurs départementaux ont effectué 4.239 visites et les inspecteurs divisionnaires 271. Durant leur travail, ils ont établi (3) :

Contraventions	Procès-Verbaux	MOTIFS
27	25	Article 33 a (non avis à l'inspecteur).
138	37	Article 33 a (non tenue registre).
21	21	Article 33 b (non affichage).
40	7	Article 33 c (absence du carnet ou du bulletin).
21	4	Article 33 c (non concordance des prix).
306	32	Article 33 c (absence de mentions sur carnet ou bulletin).
4	3	Article 33 c (non présentation des souches et registres).

Année 1918. — En 1918, les inspecteurs du travail ont relevé 116 procès-verbaux et 1.337 contraventions.

En 1919, 6.323 fabricants étaient soumis à la Loi de

(3) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1918.

1915 ; 1.380 avaient adopté le bulletin à souche et 3.412 le carnet.

Durant cette même année, les inspecteurs ont constaté que :

13.753 ouvrières travaillaient dans 3.125 usines occupant moins de 10 ouvriers ;

67.950 ouvrières travaillaient dans 2.465 usines occupant de 10 à 100 ouvriers ;

46.778 ouvrières travaillaient dans 206 usines occupant plus de 100 ouvriers.

En cette même année, nous trouvons le tableau suivant :

Contraventions	Procès-Verbaux	MOTIFS
9	8	Article 33 <i>a</i> (non avis à l'inspecteur).
5	5	Article 33 <i>a</i> (absence du registre).
9	8	Article 33 <i>b</i> (non affichage).
33	5	Article 33 <i>c</i> (absence de carnet ou de bulletin).
271	9	Article 33 <i>c</i> (mentions inexactes sur bulletin ou carnet).
107	5	Article 33 <i>c</i> (non concordance des prix minima avec prix affichés).
233	11	Article 33 <i>c</i> (non présentation des souches et registres).
6	2	Articles 33 <i>c</i> (mentions inexactes sur les registres).

Voici, schématisée dans un tableau, l'activité des inspecteurs du travail de 1920 à 1926.

APPLICATION DE LA LOI DU 10 JUILLET 1915 durant les années 1920-21-22-23-24-25-26.

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Nombre des établissements soumis à la loi de 1913.....	7.121	7.266	8.029	8.723	9.303	9.286	9.492
Nombre des établissements soumis à la loi et ayant adopté le bulletin à souche.	1.787	2.223	2.448	2.704	3.166	3.173	3.289
Nombre des établissements soumis à la loi et ayant adopté le carnet.....	3.936	3.968	4.400	4.716	4.714	4.830	4.864
Nombre des établissements pour lesquels on n'a aucun renseignement à ce sujet	1.428	1.075	1.181	1.305	1.423	1.283	1.369
Nombre des établissements occupant moins de dix ouvriers.....	3.933	4.234	4.339	4.704	5.126	5.034	5.233
Ouvrières employées dans les entreprises ci-dessus.....	17.629	17.867	18.057	20.152	21.929	21.603	22.608
Nombre des établissements occupant de dix à cent ouvriers.....	2.793	2.775	3.281	3.385	3.758	3.781	3.802
Ouvrières employées dans les entreprises ci-dessus.....	78.888	68.864	82.490	90.583	96.782	98.092	98.512
Nombre des établissements occupant plus de cent ouvriers.....	182	156	203	228	233	253	247
Ouvrières employées dans les entreprises ci-dessus.....	37.745	32.204	37.276	46.126	48.636	53.264	50.004
Nombre de visites faites par l'inspecteur.....	1.238	736	908	909	544	350	332

CONTRAVENTIONS ET PROCÈS VERBAUX durant les années 1920-21-22-23-24-25-26.

	1920		1921		1922		1923		1924		1925		1926	
	Procès-verbaux	Contra-ventions	P.V.	C.	P.V.	C.	P.V.	C.	P.V.	C.	P.V.	C.	P.V.	C.
Infractions à l'article 33 a. Non avis de l'inspecteur.....	3	3	2	3	2	2	5	5	—	—	—	—	8	8
— à l'art. 33 a. Absence de registre.....	7	7	4	6	4	4	2	2	—	—	—	—	3	3
— à l'art. 33 b. Non affichage.....	6	6	3	4	5	5	3	3	—	—	—	—	11	11
— à l'art. 33 c. Absence de carnet ou de bulletin à souche.....	6	123	1	3	2	8	3	13	2	2	2	1	8	15
— à l'art. 33 c. Inexactitude des mentions du bulletin.....	1	60	1	48	—	—	1	2	—	—	—	—	1	1
— à l'art. 33 c. Non concordance avec prix affichés.....	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
— à l'art. 33 c. Non présentation souches et registres.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à l'art. 33 c. Mentions inexactes.....	3	34	—	—	2	8	1	4	—	—	—	—	—	—

MOTIFS

En 1927 (4), 11 procès-verbaux et 42 contraventions ont été levées pour l'application des textes de la Loi de 1915.

En 1928 (5), 17 procès-verbaux et 48 contraventions.

En 1929 (6), 21 procès-verbaux et 102 contraventions à l'article 33 *a, b, c* et 1 procès-verbal et 3 contraventions à l'article 34.

En 1930 (7), 18 procès-verbaux et 125 contraventions.

En 1931 (8), 24 procès-verbaux et 46 contraventions.

En 1932 (9), 70 procès-verbaux et 420 contraventions.

En 1933 (10), 24 procès-verbaux et 89 contraventions.

Voici maintenant un tableau comprenant les statistiques pour 1930-1931 :

TABLEAU

- (4) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1928.
- (5) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1929.
- (6) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1930.
- (7) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1931.
- (8) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1932.
- (9) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1933.
- (10) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1936.

Statistiques 1930 - 1931 (Extrait de la Statistique Générale de la France)

Nombre de fabricants, commissionnaires ou intermédiaires soumis à la loi de 1915

Nature des travaux	Fabricants soumis à la loi de 1915	Adoptant carnet	Sans indication	Bulletins à souche	Etablissements occupant :					
					Moins de 10 ouvriers		De 10 à 100 ouvriers		Plus de 100 ouvriers	
					Etabliss ^{ts}	Ouvriers	Etabliss ^{ts}	Ouvriers	Etabliss ^{ts}	Ouvriers
Vêtements	4.173	2.264	360	1.549	2.859	10.094	4.194	26.265	81	13.508
Chapeaux.....	333	207	40	86	243	1.288	89	2.078	1	450
Chaussures	871	480	107	284	501	2.474	316	7.695	10	4.330
Lingerie en tous genres.....	1.336	975	269	612	988	4.116	786	23.116	80	6.788
Broderie.....	1.216	348	375	493	369	2.100	789	26.099	51	7.441
Dentelles.....	397	57	184	156	170	1.141	192	4.717	15	1.915
Plumes.....	40	27	4	9	25	119	15	258		
Fleurs artificielles	124	73	7	44	79	347	43	922	2	299
Autres travaux	1.026	613	194	219	504	2.367	470	10.492	22	4.103
TOTAUX 1931	10.036	5.044	1.540	3.452	5.736	23.746	3.894	101.642	231	35.504
TOTAUX 1930	9.880	5.064	1.331	3.463	5.746	23.867	3.650	81.894	225	41.529

§ 2. — ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CENTRALE

Une circulaire du 21 novembre 1916, adressée à MM. les préfets et à MM. les inspecteurs divisionnaires, précise le point de départ des trois mois (un mois depuis la loi de 1928), durant lesquels, toute personne intéressée dans la profession, toute association autorisée ou le Gouvernement, peuvent élever une protestation contre les décisions des Comités. Ce délai court depuis la date de transmission par le préfet, du recueil des actes administratifs, contenant la décision envisagée, à chacune des mairies et à chacun des secrétariats ou greffes de conseils de prud'hommes et des justices de paix, de la région à laquelle s'applique cette décision.

Année 1916. — En 1916, deux décisions ont été rendues par la Commission Centrale, sur deux protestations élevées contre une décision du Comité des salaires dans les départements :

SEINE-INFÉRIEURE : 10 novembre 1916.

SAÔNE-ET-LOIRE : 8 décembre 1916.

Année 1917 (11). — En 1917, voici l'activité de la Commission :

Départements de :

GIRONDE : 12 janvier 1917. Protestation contre le Comité de salaires.

ORNE : 17 février. Protestation contre les décisions des deux Comités.

SEINE : 26 et 27 avril. Protestations contre les décisions des Comités de salaires.

(11) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1917.

SAVOIE : 31 mai. Protestation contre décision du Comité d'expertise.

SOMME : 8 juin. Protestation contre décision du Comité d'expertise.

GARD : 15 juin, 10 décembre. Protestations contre décision du Comité de salaires.

BOUCHES-DU-RHÔNE : 7 juillet. Protestation contre décision du Comité de salaires.

PUY-DE-DÔME : 10 juillet. Protestation contre décision du Comité de salaires.

VOSGES : 12 novembre. Président, M. Boulloche.

SEINE : 14 décembre. Président, M. Boulloche.

Année 1918. — La Commission, au début de 1918, durant les deux premiers trimestres, a l'occasion d'exercer sa compétence pour les départements de :

HAUTE-SAVOIE (1^{er} février); HAUTE-VIENNE, PAS-DE-CALAIS, CHARENTE, SEINE, BOUCHES-DU-RHÔNE (15 avril).

Dans ces derniers jugements, la Commission Centrale énumère certains considérants, paraissant intéressants au point de vue de l'application de la loi :

Compétence :

1) La Commission confirme sa jurisprudence antérieure, en décidant encore une fois que sa compétence est limitée aux termes précis des constatations portées devant elle.

Décisions : HAUTE-SAVOIE (1^{er} février 1918). BOUCHES-DU-RHÔNE (15 avril 1918).

2° La Commission n'a pour rôle que d'examiner si un salaire horaire fixé par un Comité de salaires, doit ou non, s'appliquer à telle ou telle catégorie d'ouvrières.

3° La Commission estime que la décision d'un Comité ne peut être envisagée qu'à la lumière des termes dans laquelle elle a été publiée au recueil des actes administratifs.

4° Elle déclare qu'il n'y a pas lieu de statuer dans les cas suivants :

a) Si l'article n'étant pas confectionné, la protestation n'a plus de raison d'être.

b) Si les articles en cause ne figurent pas sur la liste des articles, pour lesquels une durée d'exécution a été fixée par les comités professionnels d'expertise.

5° Enfin, dans plusieurs cas, la Commission estime qu'elle devrait annuler des décisions du Comité d'expertise. Savoir :

a) Les Comités d'expertise visent des articles, qui ne sont exécutés que sur mesure, dans les départements intéressés.

b) La Commission ne peut vérifier si le Comité d'expertise s'est strictement conformé aux prescriptions de l'article 33 g, § 5, du livre I, titre III, du Code du Travail.

Fixation du salaire minimum horaire

A ce point de vue, la Commission insère dans ses décisions les attendus suivants :

1° En ce qui concerne le salaire à établir, la Commission Centrale dit qu'il y a lieu de fixer, non pas un salaire unique pour toute l'industrie du vêtement, mais des salaires distincts, correspondant aux diverses professions concourant à cette industrie.

Décisions du GARD (15 juin 1917), HAUTE-SAVOIE (février 1918).

2° Au point de vue des éléments, pris en considération pour établir ce salaire :

a) Au sujet du salaire vital : « *Attendu que pour la détermination du minimum de salaire obligatoire, dû aux ouvrières, exécutant à domicile des travaux, rentrant dans l'industrie du vêtement, la Loi a refusé de prendre en considération le salaire vital.* »

b) Au sujet des conditions d'exploitation des établissements industriels.

c) Au sujet de salaire inscrit dans un bordereau de salaire établi par application du décret du 10 août 1899.

3° Au point de vue des travaux analogues.

4° Au point de vue du rôle des Comités d'expertise, la Commission Centrale a invité un Comité des Bouches-du-Rhône à fixer des durées d'exécution.

Année 1919. — En 1919, la Commission Centrale rend 13 décisions dans les départements de :

Ille-et-Vilaine (17 février), Ariège, Aude, Aveyron, Haute-Garonne, Hérault, Gers, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Dordogne, Manche, Lozère (12).

Année 1921. — En 1921, une seule décision dans le département du Gard, le 14 décembre (13).

Une circulaire du 9 septembre 1932, relative à l'élection des membres de la Commission Centrale, rappelle dans son article 4, les mesures administratives relatives à cet exercice :

(12) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919.

(13) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1922.

Chaque conseil de prud'hommes, pour son candidat patron ou ouvrier, n'a droit qu'à un suffrage ; les conseils de prud'hommes, par lettre recommandée du Ministre du Travail, adressée au président de chaque Conseil et fixant la date extrême du vote, sont invités à ces élections ; le délai est d'un mois au minimum. Il y a convocation des membres ; le prud'homme patron est alors désigné par ses pairs ; il en est de même pour le prud'homme ouvrier ; tous deux sont élus au scrutin secret ; la majorité relative suffit au second tour ; en cas d'égalité de voix, le candidat le plus âgé est élu. Puis, le procès-verbal de l'Assemblée est transmis au Ministre du Travail. Les votes du Conseil sont dépouillés en présence du président de la Commission Centrale, dans les 10 jours suivant la date extrême, dont il a été parlé plus haut (14).

Cette année (1936), la Commission Centrale des salaires du travail à domicile, siégeant au Ministère du travail, est composée ainsi qu'il suit, dans sa partie permanente :

BOUDOUX, président. Conseiller à la Cour de Cassation ;

MAILLEFAUD, suppléant du Président ;

PEYROT, patron. Membre prud'homme ;

BERTRAND, ouvrier. Membre prud'homme ;

PETITCOLLOT, enquêteur permanent (15).

Le secrétaire des conseils de prud'hommes, section des tissus, a eu l'amabilité de demander à M. Peyrot, quelle est actuellement l'activité de la Commission Centrale ; il a répondu n'avoir jamais été convoqué et que son prédécesseur avait été une seule fois mandé à Clermont-Ferrand pour une affaire de parapluies

(14) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1932.

(15) Extrait du *Bulletin du Ministère du Travail*, 1936.

§ 3. — ACTIVITÉ DES COMITÉS DE SALAIRES ET DES COMITÉS D'EXPERTISE.

Année 1916. — Une circulaire en date du 29 novembre 1916, informait les Comités d'Expertise, qu'en vue de la possibilité de changements de prix des Comités de Salaires, il serait préférable qu'ils établissent leurs avis en deux parties distinctes : le tableau des temps et les tarifs aux pièces, résultant de la combinaison avec les salaires minima ; de sorte qu'en cas de révision, seule la deuxième partie ferait l'objet de nouvelles publications.

On lit dans le numéro du « *Bulletin du Ministère du Travail* », de juin-juillet 1917, l'entreilet suivant : « *Grâce aux efforts des préfets et des juges de paix, appelés à présider les Comités de Salaires et les Comités d'Expertise, on peut dire que, dans tous les départements, les Comités sont constitués et ont rempli la mission que le Législateur leur a confiée* »..

Année 1917. — Au 1^{er} juillet 1917, un Comité de Salaires est institué dans tous les départements ; de même pour les Comités d'Expertise, sauf dans les départements de l'Ain, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres et Vienne. Dans les départements pourvus de *Comités d'Expertise*, on comptait :

1	Comité d'Expertise	dans 11 départements	
2	Comités d'Expertise	dans 17	--
3	—	—	15 —
4	—	—	19 —
5	—	—	9 —
6	—	—	1 —

7	Comités d'Expertise dans	3	départements.
8	—	3	—
9	—	1	—
12	—	1	—

Dans les 85 *Comités de Salaires* constitués, 84 ont fixé des salaires minima ; et des *Comités d'expertise* ont pris des décisions dans 70 départements.

Voici quelques valeurs moyennes des tarifs horaires, pour les ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement, au 1^{er} juillet 1916 : (16)

Seine-et-Marne ..	0,46	Jura	0,250
Seine.	0,429	Vaucluse	0,246
Loire.	0,317	Mayenne.	0,227
Lozère	0,300	Cher.	0,219
Seine-et-Oise	0,275	Cantal	0,180

Année 1918. — Au 1^{er} octobre 1918, on compte par rapport à l'année précédente, de nouvelles décisions prises par les *Comités de Salaires* dans 18 départements ; ces décisions ont pour objet, soit d'établir des salaires minima pour des travaux non encore envisagés par les *Comités de Salaires*, soit d'élever les taux de salaires primitivement fixés.

Les départements de l'Ain, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, n'ont toujours pas de *Comités d'Expertise*.

A cette époque il y a 295 *Comités d'Expertise*, répartis comme il suit (17) :

1	dans 11 départements,	2	dans 17 départements,
3	— 16	4	— 17
5	— 9	6	— 1

(16) *Bulletin du Ministère du Travail*, août-septembre 1917.

(17) *Bulletin du Ministère du Travail*, octobre 1918.

7	dans	3	départements	8	dans	3	départements
9	—	1	—	12	—	1	—
17	—	1	—				

Il y en a :

84	compétents	pour	la	lingerie.
123	—	—	la	confection.
35	—	—	la	broderie.
23	—	—	les	dentelles.
11	—	—	les	fleurs artificielles.
25	—	—	la	bonneterie.
2	—	—	les	espadrilles.
15	—	—	les	chapeaux.
3	—	—	les	fournitures.
4	—	—	les	cravates.
3	—	—	les	bretelles.
2	—	—	la	coiffure.
1	—	—	les	parapluies.
6	—	—	la	passementerie.
39	—	—	les	chaussures.
2	—	—	les	tiges de bottines.
3	—	—	les	sandales.
9	—	—	les	plumes.
16	—	—	la	ganterie.
9	—	—	les	modes.
10	—	—	les	casquettes.
10	—	—	les	chaussures.
12	—	—	les	corsets.

Certains de ces Comités ne sont compétents que pour une seule profession ; d'autres, le sont pour plusieurs. En règle générale, un seul Comité est compétent pour tout un département ; il y a cependant des exceptions. Un Comité

n'est compétent que pour une partie du département, un arrondissement par exemple ; il peut donc, dans ce département y en avoir plusieurs, représentant la même profession ; aussi ne peut-on établir aucun chiffre de corrélation entre le nombre total des Comités d'expertise, et celui indiquant le nombre de ces Comités compétents pour les diverses professions.

Dans 5 départements, les Comités d'Expertise ont pris des décisions ; dans 3 de ceux-ci, elles ne sont pas encore définitives, à savoir dans : Ille-et-Vilaine, Seine, Sarthe. Des décisions des Comités d'Expertise ont soulevé des protestations devant la Commission Centrale, et n'ont pas encore été examinées dans les départements suivants :

1° *Pour durées de confection d'effets militaires* : Aude, Aveyron, Haute-Garonne, Ariège, Hérault, Lozère, Manche, Lot, Gers, Lot-et-Garonne, Landes, Marne, Isère, Loire, Haute-Savoie, Gironde.

2° *Pour durées de confection d'effets militaires et civils* : Charente.

3° *Pour durées de confection de vêtements civils* : Dordogne.

4° *Pour durées de confection de chemises* : Vaucluse.

5° *Pour durées de confection de gants* : Seine.

Par une circulaire du Ministère du Travail du 17 Février 1920 les Préfets sont priés de veiller à ce que le Comité de Salaires se réunisse au minimum tous les 3 ans, et en cas de variations de salaires sans attendre ce délai. En effet, cette loi de 1915 ne peut être intéressante et applicable qu'en tant que les salaires des ouvrières à domicile, sont strictement en rapport avec le coût de la vie.

Année 1920 — Au mois d'*Octobre 1920*, on relève que :

14	Comités de Salaires	ont pris	1	décision.
33	—	—	2	décisions.
22	—	—	3	—
13	—	—	4	—
2	—	—	5	—
1	—	—	13	—

Bien que la loi n'ait pas prévu expressément la durée du mandat des membres des Comités de Salaires, il a paru normal, en considération du délai fixé pour la révision du minimum de salaires, de renouveler ce mandat tous les 3 ans. Des instructions avaient été adressées dans ce sens aux Préfets, par une circulaire du 24 Février 1919. A ce jour, 45 comités de salaires ont été renouvelés (Fin 1920). De même en est-il pour 126 Comités d'expertise.

Voici quelques décisions de tarifs fin 1920 :

DEPARTEMENTS	Lingerie		Confections		Fleurs arti- ficielles	Chaus- sures	Chapeaux
	Machine	Main	Machine	Main			
Seine	1,375	1,2875	1,51	1,285	1,10	0,75	0,90
Yonne ...	0,75	0,75	0,75	0,75		0,25	0,25

J'ai choisi à dessein, les départements ayant des salaires minima aux deux extrêmes.

On relève en 1920, par rapport à 1914, des augmentations de salaires de 700 à 833 % pour les ouvrières à domicile, dans l'industrie du vêtement ; la grande révision triennale est alors presque terminée.

Années 1920 à 1924. — D'*octobre 1920* à *juillet 1924*, 38 départements ont révisé ; c'est alors qu'une circulaire du

26 août 1924, enjoignait aux *Comités de Salaires* qui ne s'en étaient pas préoccupés, de procéder à la seconde revision ; aussi, d'août 1924 à juillet 1925, de nouvelles décisions furent prises dans 43 départements. Il resta à cette époque des Comités qui ne procédèrent qu'à une seule revision, dans les départements suivants : Ariège, Cher, Creuse, Indre, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Marne, Sarthe, Seine-et-Oise ; il en est même qui n'effectuèrent aucune revision dans le département de la Haute-Saône.

En ce qui concerne *l'application du décret de 1922*,

8 départements dans le cours de l'année 1925 ont pris des décisions, ce sont : Allier, Charente-Inférieure, Gironde, Maine-et-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Sarthe, Seine. De 1920 à 1925, 9 comités ont été créés, dans l'Ain, Ardèche, Ardennes, Haut-Rhin, Vaucluse, Gard (2 comités), Maine-et-Loire (3 comités), mais 6 de ces comités n'ont eu qu'une vie éphémère, dans les départements de l'Ardèche (Aubenas, Annonay, Privas, Tournon), Doubs, Oise. Soixante-neuf décisions ont été prises dans les autres départements.

Voici quelques décisions :

DÉPARTEMENTS	Tricotage	Franges	Tapisseries	Parapluies	Chapelets
Charente-Infér....		1,00		0,80	
Loire	0,825 à				0,45
Seine	1,525		0,80 à 1,50	2,00	1,25

1^{er} août 1925 (18). — Pour l'application de la Loi du 10 juillet 1915, 3 Comités de Salaires, constitués dans les départements de : Ain, Moselle et Bas-Rhin, n'ont encore pris aucune décision, et les Comités d'Expertise ne se sont ja-

(18) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1925.

mais réunis. Dans 4 départements : Aisne, Deux-Sèvres, Moselle, Bas-Rhin, aucun Comité d'Expertise n'a été constitué. *Voici quelques décisions des Comités de Salaires :*

DÉPARTEMENTS	Fleurs arti- ficielles	Dentelles	Lingerie		Confections		Broderie	Chaus- sures
			Machine	Main	Machine	Main		
Ain			1,00	1,00	1,25			0,30
Calvados.....		0,937	1,093	1,093	1,093		0,937	
Côte-d'Or....	0,90	0,90	1,25	1,25	1,20		0,90	0,90
Gard	1,30	1,30	1,30	1,30	1,30		1,30	
Seine-&-Marne			1,50	2,00	1,45	1,90		
Yonne.....			0,90	0,90	0,90			0,25

Fin 1927. — Dans tous les départements, il y a des Comités de Salaires, mais ceux de la Moselle et du Bas-Rhin n'ont pris encore aucune décision. Dans les Deux-Sèvres, la Moselle et le Bas-Rhin, il n'y a pas de Comité d'Expertise.

En octobre de cette année-là, le Ministre du Travail avertit que les salaires antérieurs au 1^{er} janvier 1927, ne sont plus en corrélation avec les taux actuels des salaires des ouvrières en atelier. Comprenant le conseil, du 1^{er} février 1927 à août 1928, 52 départements ont établi de nouveaux barèmes ; certaines de ces revisions n'ont porté que sur une partie des salaires minima ; ainsi en est-il dans le Doubs et la Haute-Vienne, où ne se pratiquent plus les industries des plumes, fleurs artificielles, bonneterie, dentelles, chaussures, tricotage et crochet à la main, dans le premier département ; la chaussure, à Saint-Junien, dans le second.

La plupart des Comités retardataires, signalés en 1925 comme n'ayant pas pris de décisions depuis la première

application, ont enfin statué (sauf en Haute-Saône). Cependant, des barèmes remontant à plus de trois ans, sont nettement insuffisants ; ainsi, dans le Cantal : 0,60 ; dans le Cher, les Vosges et la Vendée : 0,75.

Pour l'application du décret de 1922, 15 départements ont statué ; dans deux (Loire et Haute-Marne), les décisions antérieurement prises ont été maintenues ; de même dans les Basses-Pyrénées, pour l'industrie du chapelet.

Voici quelques décisions :

Allier : couronnes mortuaires 2,10.

Ardèche : Chapelets 0,60.

Charente-Inférieure : couronnes mortuaires 2 fr.

Drôme : parapluies 1,75 ; fleurs artificielles 0,80.

Eure-et-Loir : 1,75 pour les parapluies.

Loire : franges 1 fr. ; fleurs artificielles 1,25.

Marne : fleurs artificielles 1,25.

Haute-Marne : fleurs artificielles 1 fr. et 1,25.

Basses-Pyrénées : parapluies 1,75 ; chapelet 0,45.

Depuis 1925, 2 nouveaux Comités d'Expertise ont été institués : Eure (comité de Vernon pour les perles, sautoirs, couronnes mortuaires), Eure-et-Loir (Chartres pour la confection et la réparation des sacs à céréales et à farine).

POUR L'APPLICATION DU DÉCRET DE 1926, dans trois départements, il y a eu extension d'objets à certains Comités d'Expertise. A savoir: dans les Ardennes (comité de Mézières), à la broserie, vannerie, cannage et rempaillage de chaises; dans la Côte-d'Or, au cannage et rempaillage de chaises; dans les Côtes-du-Nord, à la broserie.

Dans la Seine, trois nouveaux Comités d'Expertise ont

été créés et les autres élargis ; dans la Charente, un nouveau Comité a été établi.

Voici quelques décisions :

Ardennes : cannage de chaises : 1 fr. — broserie : 1 fr. 40.

Calvados : boîtes en bois : 1 fr.

Charente : papiers à lettres et enveloppes : 1 fr. 25.

Côte-d'Or : cannage de chaises : 1 fr. 75.

Côtes-du-Nord : broserie : 1 fr. 60.

Doubs : broserie : 1 fr. 50.

Drôme : sacs en papier : 1 fr. 65 — cartonnages : 1 fr. 35.

Jura : sacs en papier : 1 fr. 50.

Seine : papiers à lettres 2 fr. 70 — sacs en papier et cartonnage : 1 fr. 875.

1930. — Plusieurs décisions ont été prises, notamment en ce qui concerne la lingerie, dans les départements de : Allier, Côte-d'Or, Hérault, Isère, Loire, Orne, Pas-de-Calais, Rhône, Sarthe, Seine-Inférieure.

Voici quelques décisions :

Aisne : lingerie machine et lingerie main : 1 fr. 50.

Allier : lingerie machine et lingerie main : 2 fr.

Allier : confection : 2 fr. 20 — bonneterie : 2 fr. 10.

Ille-et-Vilaine : lingerie machine : 1 fr. 35 — lingerie main : 1 fr. 25.

Dans 12 départements ont été prises des décisions des Comités professionnels d'expertise ; dans 7, il y a eu modification de salaires de base.

1936. — Cette année, dans les « *Recueils des actes administratifs* », ont paru, et paraissent tous les jours, le résultat de l'activité des Comités. Voici quelles sont les décisions prises par eux, en 1936, et portées à la connaissance du Ministère du Travail en novembre.

MEUSE (recueil du 8 avril 1936) :

Stenay : Le Comité d'expertise n'a apporté aucun changement aux tarifs arrêtés au cours d'août 1930. Recueil des actes administratifs, n° 3.353.

Bar-le-Duc : Le Comité d'expertise décide que, dans le travail du corset, l'éventaillage se fait au rythme de 30 à l'heure; un autre déclare qu'en 1 heure on fait 1 paire 3/4 de chaussons pour femme et 1 paire 1/2 de chaussons pour homme.

Le Comité Départemental de Salaires, dans sa séance du 9 mars 1936, a fixé le taux minimum des salaires à payer dans les industries du corset, broderie, chaussons, flanelle, cannage et empaillage de chaises, fournitures non comprises ; il s'élève à : 1 fr. 50 pour les ouvrières à domicile et à 2 fr. pour les ouvriers.

JURA. — *Lons-le-Saunier* : Compte-rendu de la réunion du 9 juin 1934. Bardouillet juge de paix.

Le Comité des Salaires constate qu'une ouvrière ou un ouvrier d'habileté moyenne, dans les ateliers des industries du vêtement, de la lingerie et de la bonneterie, gagne en 8 heures de travail effectif 17 fr. 60. *En conséquence* :

2 fr. 20 l'heure est le salaire minimum pour les ouvriers ou ouvrières travaillant à domicile, dans les industries du vêtement, de la lingerie et de la bonneterie en série ; 2 fr. l'heure, dans l'industrie des sacs en papier en série.

Le Comité Professionnel d'Expertise établit alors le tableau suivant :

TABLEAU

INDUSTRIES	Temps	Salaire horaire	Prix pour l'article
<i>Lingerie :</i>			
Tissu coupé avec manches	5 h.	2,20	11
Tissu coupé sans manches	4 h.	2,20	8,80
Mouchoirs à la machine (douzaine).....	2 h.	2,20	4,40
<i>Vêtements hommes :</i>			
Pantalon drap soigné.....	1 h. 30	2,20	3,30
Chemise ordinaire.....	1 h. 30	2,20	3,30
Chemise soignée	1 h. 45	2,20	3,85

Ces prix s'entendent avec fil et soie et toutes fournitures à la charge de l'employeur.

HAUTE-LOIRE. — *Le Puy* : Séance du 24 mars 1936 :

Rubans unis et Jacquard (salaire à l'heure) : 1 fr. 80 la 1^{re} catégorie, 2 fr. 25 la 2^e catégorie, 2 fr. 90 la 3^e catégorie.

Velours (salaire horaire) : 2 fr. 70 pour la 1^{re} catégorie, 3 fr. 15 pour la 2^e catégorie.

Etoffes (salaire horaire) : 1 fr. 80 pour la 1^{re} catégorie, 2 fr. 90 pour la 2^e catégorie, 3 fr. 35 pour la 3^e catégorie, 4 fr. 05 pour la 4^e catégorie.

Tissus élastiques (salaire horaire) : 2 fr. 90, etc...

COTE-D'OR (séance du 10 mars 1936):

Groupe confection civile et militaire :

18 fr. par jour pour 8 heures ou 2 fr. 20 l'heure.

Groupes : casquettes, couture, lingerie, bonneterie, broderie, cannage de chaises : 14 fr. 40 par jour ou 1 fr. 80 l'heure.

Tarifs établis par les Comités d'Expertise :

Pardessus voyage doublé à l'anglaise : 33 heures à 2 fr. 25 = 72 fr.

Pardessus croisé, doublé entièrement, 30 h. à 2 fr. 25 = 67 fr. 50.

Jaquette droite : 30 h. à 2 fr. 25 = 67 fr. 50.

Pantalon coutil : 4 h. à 2 fr. 25 = 9 fr.

Culotte cycliste : 8 h. à 2 fr. 25 = 18 fr.

Broderie : pois moyens : 30 à l'heure, le cent, 6 fr. —

Pois petits : 50 à l'heure ; le cent, 3 fr. 60. — Feuilles anglaises : 20 à l'heure ; le cent, 9 fr.; etc...

Tablier infirmière avec bavette : 1 h. 40 à 1 fr. 80 = 3 fr.

Blouse infirmière avec croix-rouge : 5 h. à 1 fr. 80 = 9 fr.

Mouchoirs de poche ourlés à la main : la douzaine : 2 h. 30 à 1 fr. 80 = 4 fr. 50.

Mouchoirs de poche ourlés à la machine : la douzaine : 1 h. 10 à 1 fr. 80 = 2 fr. 10.

etc...

LOIRE. — *Saint-Etienne* : Séance du 10 avril 1936.

Bonneterie :

Tricoteuses au crochet	1	50 l'heure
Tricoteuses à la machine mûe à la main....	2	50 —
Tricoteuses au moteur	2	50 —
Broderie.	2	50 —
Bretelles.	1	75 —
Chapelets.	1	» —
Sacs en papier.....	1	50 —
Décorations.	1	75 —

etc...

Il faut noter, qu'en vertu de conventions antérieures passées entre les fabricants de rubans et les tisseurs à domicile, pour compenser les frais généraux de l'atelier,

les chiffres servant de base au tarif horaire sont majorés de 25 % pour le ruban, le jacquard, le velours, le tissu élastique, et de 33 % pour les cravates.

YONNE :

Confection sur mesure.....	2 25
Confection ordinaire	2 »
Confection militaire.	2 »
Broderie et lingerie.....	1 75
	etc...

MARNE :

Apiéceur sur mesures.....	5 10
Apiéceur confection	4 50
Petite main.	3 »
Pompière.	3 »
Couturière - brodeuse.....	2 70
Bonnetière - chemisière.....	2 40
	etc...

ORNE. — *Alençon* :

Un tarif uniforme de 1 fr. 65 de l'heure pour toutes les industries de confection : chapeaux, lingerie...

PAS-DE-CALAIS. — Séance du 23 avril 1936 :

Lingerie : Salaire horaire féminin à Arras : 2 fr. 25 —

Salaire horaire féminin à Saint-Omer : 2 fr.

Chaussures : Salaire féminin : 1 fr. 75 — Salaire masculin : 2 fr. 75.

Tulles-broderies : Salaire masculin : de 1 fr. 146 à 4 fr. 375

Salaire féminin : de 0 fr. 42 à 2 fr. 916.

Pour les débutantes de toutes les professions : 0 fr. 42.

TARN. — *Albi* :

Chemiserie. 1 90 l'heure

Culottières - gilettes.....	2 » l'heure
Broderie.	1 75 —
Cannage.	1 » —
	etc...

Ces salaires sont calculés net de toute fourniture.

LOT. — Le salaire est fixé à 2 fr. l'heure.

§ 4. — INTERVENTIONS SYNDICALES

Tribunal de simple police de Clermont-Ferrand

Premier Jugement. — La Chambre Syndicale des travailleurs de l'habillement civil, attaque devant ce tribunal, le sieur Conchon (patron) pour contravention aux articles 33 b et c : non remise de bulletin à souche ou de carnet. Le poursuivi subit :

3 contraventions, le 12 février 1916, et 70 le 23 février 1916. Il est condamné à payer 5 fr. par contravention et 1 fr. de dommages-intérêts au Syndicat.

Deuxième Jugement. — La même Chambre Syndicale attaque la dame Pochebonne (patronne) devant le tribunal de Clermont-Ferrand, pour application inexacte et frauduleuse d'un tarif défectueux, au détriment des ouvrières, et mauvaise tenue du registre. La dame Pochebonne a dû subir 137 contraventions, pour lesquelles elle a payé la somme de 500 fr.; la Chambre Syndicale a reçu 1 fr. de dommages-intérêts. (Jugement du 27 avril 1916.)

Troisième Jugement. — La Chambre Syndicale s'est encore portée devant le tribunal de Clermont-Ferrand, pour attaquer un entrepreneur, faisant infraction à l'article 33 c ; elle l'a fait condamner à 10 contraventions, estimées chacune à 5 fr., et a reçu pour elle 1 fr. de dommages-intérêts. (Jugement du 5 octobre 1916.)

Conseil de prud'hommes de la Seine

Première Condamnation. — Le 8 juin 1917, il condamne un patron dans les tissus, à effectuer un reversement de salaire et a accordé 1 fr. de dommages-intérêts au Syndicat poursuivant.

Deuxième Condamnation. — Le 23 novembre 1917, l'Office Français du travail à domicile, autorisé par le décret du 24 novembre 1915, se porte devant le Conseil de prud'hommes :

Demandeur : M^{me} Bouvier, déléguée de l'Office Français.

D'une part : M^{me} Nothelet, entrepreneuse à Paris, Maison Bailly, fabrique de bretelles ;

D'autre part : 15 ouvrières.

Le Conseil ordonne le paiement à chacune des ouvrières lésées, par suite de l'application d'un tarif faux, d'une indemnité de 10 fr. et le paiement d'une autre indemnité, s'élevant à 20 fr., à l' « Office Français ». Le jugement devra être affiché au prétoire. Mais, l'Office Français, demandant que les ouvrières lésées, non intervenantes au procès, bénéficient d'une indemnité, l'affaire est portée devant le Tribunal de Première instance de la Seine, qui déboute l' « Office Français » par un arrêt du 19 avril 1918.

Troisième Condamnation. — Le 23 novembre 1917, le secrétaire général du Syndicat Général de l'Habillement, sis 3, rue du Château-d'Eau, se porte devant les prud'hommes avec M^{me} Weill, ouvrière, demeurant à Paris, contre M^{me} Kuntz, tenant un magasin de confection pour dames, demeurant à Paris, 47, rue d'Aboukir, et le sieur son mari, pour validité de la procédure.

La réclamante demande le remboursement de la somme de 6 fr. 65, pour différence de salaire, et 250 fr. de dommages-intérêts sont réclamés par le Syndicat.

Le jugement prend une mesure intermédiaire, en condamnant M^{me} Kuntz à payer 5 fr. 45 à l'ouvrière pour salaire et 1 fr. de dommages-intérêts au Syndicat.

Quatrième Condamnation. — Le 23 novembre 1917, « l'Office Français du travail à domicile » et M^{me} Steffen, ouvrière, se portent devant le Conseil des prud'hommes, pour remboursement de salaire insuffisant contre M^{me} Bondineau et M^{ne} Roger, habitant 30, rue Riquet.

M^{me} Steffen obtient satisfaction ; on lui fait rembourser les 6 fr. 70 demandés et dûs.

Il y a un nouveau jugement des Conseils de prud'hommes le 21 décembre 1917, à la demande du Syndicat Général de l'Habillement.

J'ai relevé au greffe du Conseil des prud'hommes ces quelques jugements types. J'ai pu constater que, d'année en année, à mesure que l'on s'éloigne de la loi de 1915, ils deviennent de plus en plus rares ; le secrétaire m'a dit que depuis une dizaine d'années, il y a absence totale de jugements. Quant aux réclamations faites par les travailleurs devant les Conseils de prud'hommes, on n'en trouve point.

CHAPITRE VII

RÉGLEMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DES ASSURANCES SOCIALES POUR LES TRAVAILLEURS A DOMICILE

§ 1. — LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Le travailleur à domicile a-t-il droit ou non au bénéfice des Allocations familiales ? Dans le numéro de février 1934 des « *Questions prud'hommales, fiscales et commerciales* », on trouve un extrait du *Journal officiel* du 22 décembre 1933, dans lequel JACQUES DORiot demande au Ministre du Travail, si les façonniers peuvent prétendre au bénéfice des Allocations familiales ; dans le *J.O.* du 7 février 1934, on trouve une réponse affirmative, sous réserve de l'interprétation souveraine des Tribunaux, décidant si les façonniers travaillent habituellement pour le compte d'un patron, et sont liés à ce dernier par un contrat de louage de services.

L'ancien député JEAN LEROLLE, demande ensuite au Ministre du Travail si un employeur, en ce qui concerne la loi du 11 mars 1932, a le droit de faire une distinction dans son personnel, entre les ouvriers travaillant à domicile et les autres ; il lui est répondu que : « *la loi du 11 mars 1932, s'applique à tout le personnel des entre-*

prises, y compris les ouvriers à domicile, liés à l'entrepreneur par un contrat de louage de service. » (1)

Enfin, M. Monjauvis expose au Ministre du Travail que, en dépit des réponses adressées aux questions touchant ce sujet, bien des incertitudes existent encore pour l'application de la Loi sur les Allocations familiales, dans de nombreuses corporations.

C'est ainsi, que les ouvriers et ouvrières de la ganterie, travaillant à domicile dans la région de Saint-Junien (Hte-Vienne), se voient toujours refuser le bénéfice des Allocations familiales, malgré les réclamations faites à l'Inspection du Travail, aux caisses de compensation, aux patrons. Il en est de même pour les ouvriers maroquiniers, pour ceux de la chaussure, pour les galochiers de la région parisienne. En conséquence, M. Monjauvis demande :

1° Si un texte précis, soit législatif, soit réglementaire d'administration publique ou décret, a été promulgué, qui décide sans ambiguïté de la question.

2° Quelle mesure le Ministre entend prendre, pour supprimer définitivement les conflits de tous ordres, qui surgissent pour l'application de la Loi sur les Allocations familiales aux ouvriers et ouvrières à domicile, et plus particulièrement dans les cas signalés ci-dessus (Question du 3 octobre 1934).

Il lui a été répondu, et cela semble clore définitivement toute discussion, qu'aux termes de la Loi du 11 mars 1932 sur les Allocations familiales, tout employeur occupant habituellement des ouvriers ou des employés dans une profession industrielle, commerciale, agricole ou libérale, est tenu d'assurer les Allocations familiales à son personnel, en s'affiliant à une caisse de compensation agréée.

(1) Question J. Lerolle, n° 8.850. *J. O.*, 4 août 1934.

La Loi n'a fait aucune distinction entre les ouvriers à l'atelier et les ouvriers à domicile. Ceux-ci peuvent donc réclamer le bénéfice des Allocations familiales, s'ils travaillent dans une profession, à laquelle la Loi a été rendue effectivement applicable ; pourvu qu'ils soient liés à l'entrepreneur qui les fait travailler, par un contrat de travail, et non un contrat d'entreprise.

De plus, une enquête est ouverte pour les professions et les régions visées par l'honorable député, sur l'application de la Loi aux ouvriers à domicile (2).

§ 2. — LES ASSURANCES SOCIALES

La question de savoir si les Assurances sociales sont, ou non, applicables aux travailleurs à domicile, a été très discutée.

Or, voici ce que dit la Loi du 5 avril 1928. Tous les salariés (il faut donc y comprendre les ouvriers à domicile) sont obligatoirement assujettis aux Assurances sociales, lorsque leur salaire annuel est inférieur à 18.000 francs, chiffre qui peut être augmenté de 2.000 francs par enfant, à partir du deuxième à la charge de l'assuré. Mais, lorsque le travailleur à domicile, assuré obligatoire vis-à-vis du patron, emploie lui-même de la main-d'œuvre, il n'est point tenu au versement des contributions patronales afférentes à l'emploi de ses ouvriers, travaillant pour le fabricant : ces contributions sont à la charge de ce dernier.

Un règlement d'administration publique d'ordre général, daté du 30 mars 1929, mentionne que les travailleurs

(2) *Bulletin mensuel des Allocations familiales et des Assurances sociales*, décembre 1934.

à domicile, confectionnant pour le compte de plusieurs patrons ; ou d'une manière intermittente, pour le compte du même ou des mêmes patrons ; ou pour des employeurs successifs ; pour des employeurs temporaires ou occasionnels, ont leur rémunération totale annuelle évaluée forfaitairement par l'Office départemental, en vue de leur immatriculation, d'après le salaire moyen des ouvriers ou employés de la même catégorie professionnelle, et de la même région, après consultation des organismes, prévus à l'article 2 du présent décret.

Dans cet avis, est également précisé, ce que la Loi du 5 avril 1928 avait laissé dans le doute ; c'est-à-dire que, au cas où le travailleur à domicile se fait aider par des salariés pour le compte du fabricant, c'est ce dernier qui doit remplir pour son compte et sous sa responsabilité, les obligations imposées par la Loi.

Ces Décrets et ces Lois sont très clairs, et cependant que de difficultés ont surgi ! De nombreuses entreprises n'ont pas assuré leurs ouvriers travaillant à domicile.

Aussi, pour tâcher de mettre la question au point, M. Henri Lorin demande-t-il au Ministère du Travail, si les Assurances sociales sont obligatoires pour les manufactures, occupant cette catégorie de travailleurs ? Il lui est répondu affirmativement.

M. Lorin se renseigne aussi pour savoir s'il y aura effet rétroactif, depuis la date officielle de l'application de la Loi, pour les maisons qui, en très grande majorité, ne s'y sont pas conformées. On lui répond qu'en effet, il résulte des dispositions des articles premiers paragraphe III, de la Loi du 30 avril 1930, et de l'article 4, paragraphe II, du règlement d'administration publique du 25 juillet 1930, que l'immatriculation et les obligations en résultant, tant

pour l'employeur que pour le salarié, ont effet à compter, du jour où le salarié remplit les conditions fixées à l'article premier, paragraphe II, de la Loi précitée.

Enfin, M. Lorin termine en demandant si l'Etat, dans le cas où la Loi ne serait pas obligatoire, serait décidé à rembourser les sommes, versées par les chefs d'Industrie, depuis l'application de cette Loi, du moment qu'il a obligé ces industries à le faire, et de ce fait les a mal renseignées ? Oui, bien sûr, en cas d'immatriculation erronée, les sommes versées seront remboursées (3).

Mais, comment déterminer la qualité du salarié qui, seule, rend obligatoire l'affiliation aux Assurances sociales ?

Dans deux arrêts des 22 et 30 juin 1932, la *Chambre Civile de la Cour de Cassation*, comme semblait le faire prévoir sa jurisprudence antérieure, écarte définitivement le critérium de la dépendance économique, et s'en tient au lien de subordination, jugé indispensable, pour l'exécution des obligations imposées par la Loi. D'ailleurs, ce jugement indique que le travail à domicile n'est pas forcément incompatible avec cette subordination.

Il appartient donc aux Juges de rechercher les éléments qui peuvent, à cet égard, fixer leur opinion. Tels sont : « *exécution régulière d'un travail continu; conditions de livraison et d'exécution du travail; contrôle exercé par le fabricant.* »

Après ces deux arrêts, la Cour de Cassation en a rendu sept autres, cassant les jugements de Bar-le-Duc (30 octobre 1931), Saint-Etienne (27 août 1931), Belley (24 octobre 1931), Boulogne-sur-Mer (27 novembre 1931), Trévoux (21 janvier 1932), Nancy (16 mars 1932), Amiens. Car les

(3) Question du 21 décembre 1931.

éléments d'appréciation, retenus par les premiers Juges au sujet du lien de subordination, ne lui semblaient pas suffisants.

C'est ainsi que le Jugement du Tribunal Civil d'Amiens fut cassé ; n'ayant fait valoir, comme seul lien de subordination, que la dépendance économique des travailleurs à domicile, employés au montage et au finissage des vêtements.

Celui du Tribunal de Saint-Etienne le fut également, pour n'avoir pas suffisamment établi que le travailleur *« échappait à l'autorité de ceux qui l'employaient »* ; alors que le même Jugement relevait que le travailleur *« était soumis aux visites d'un employé du fabricant, chargé de contrôler si les conditions du contrat de travail étaient bien observées »*.

En présence de ces arrêts, le Ministre du Travail avait déposé un projet de Loi (4), tendant à consacrer la formule extensive de la circulaire du 23 août 1930. Ce projet de loi proposait de définir comme salariés assujettis aux Assurances sociales, tous ceux qui étaient sous la dépendance économique de l'employeur et donnait l'énumération des travaux, tombant sous cette définition, au nombre desquels figuraient les travaux à domicile.

Le rapport, déposé par M. Antonelli, déclarait, qu'il serait préférable de *« n'apporter aucune innovation, dans la doctrine dégagée par la Jurisprudence qui, à l'expérience, s'est révélée comme la plus simple et la plus compréhensive ; en permettant d'adapter l'application du principe de l'évolution des mœurs et des conditions économiques »*.

(4) *Bulletin mensuel des Allocations familiales et des Assurances sociales*, octobre 1932.

M. Antonelli acceptait donc de rejeter le critérium de dépendance économique, mais désirait retenir l'énumération des professions visées par le projet, dont les travailleurs à domicile.

La question ayant été ainsi précisée, la Cour de Cassation, par ses arrêts des 22 et 30 juin, 13 juillet et 1^{er} août 1932, adoptait les principes suivants (5) :

1° Le travail à domicile n'est pas incompatible avec la qualité de salarié.

2° Pour déterminer si la qualité de salarié est remplie, il faut examiner certains critères. Le travail doit être effectué « sous la direction, la surveillance et l'autorité de l'employeur » (arrêts des 13 juillet et 1^{er} août 1932).

3° Le travail doit revêtir un caractère professionnel, ce qui tendrait à exclure les travaux à domicile, rémunérés par un salaire d'appoint.

4° Enfin, si le travailleur emploie lui-même du personnel, les Tribunaux devront rechercher « *s'il tire bénéfice des personnes qu'il emploie* » ; cas auquel il serait assimilable à un entrepreneur.

5° Certains caractères sont réclamés par la Cour de Cassation, mais ils rentrent dans l'un de ceux déjà étudiés ; tels sont :

Les ouvrières sont-elles libres de refuser l'ouvrage qui ne leur convient pas ? (Arrêt du 22 juin 1932).

Sont-elles obligées de prendre le travail et de l'exécuter à date fixe ? (Arrêt du 1^{er} août 1932).

Restent-elles maîtresses de leur temps, sans s'engager

(5) *Bulletin mensuel des Allocations familiales et des Assurances sociales*, octobre 1932.

pour une durée déterminée, ou pour un rendement journalier ? (Arrêt du 22 juin 1932).

Conditions dans lesquelles s'exerce le contrôle de l'employeur une fois la tâche terminée (Arrêts des 22 juin et 1^{er} août 1932).

Ces précisions, fort intéressantes, sont susceptibles d'orienter la jurisprudence dans une voie sûre.

Donc, d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, sont assujettis aux Assurances sociales, les travailleurs à domicile, qui acceptent la quantité d'ouvrage fourni (6); font la livraison suivant un délai fixé et en se soumettant aux indications données; travaillent pour un seul employeur, et tirent de leur ouvrage leur principale source de gain (7).

C'est ainsi que, d'après le Tribunal civil de Lyon, les passementiers ne sont pas soumis aux Assurances sociales, leur Contrat ne revêtant pas la forme prévue, mais plutôt celle d'un Contrat de louage, d'ouvrage ou d'entreprise (8). Car, contrairement aux travailleurs qui ne fournissent que de menus articles : fil, aiguilles, les passementiers sont propriétaires de métiers, représentant un petit capital de plusieurs milliers de francs. S'ils reçoivent les visites du représentant du fabricant, appelé « *commis de barre* », ce n'est que très irrégulièrement, et non dans le but de leur donner des ordres, mais seulement des avis et des conseils.

Le 8 mai 1934, le Ministre du Travail lance une circulaire, dans laquelle ordre était donné aux services dépendant des Assurances sociales, de provoquer l'immatricula-

(6) Cassation Civile, 20 mars 1934 (Affaire Préfet Maine-et-Loire contre Etablissements Dupire et Sabatier).

(7) Cassation Civile, 27 février 1934 (Affaire Préfet de la Nièvre contre les Etablissements Ribaud).

(8) *Bulletin mensuel des Allocations familiales et des Assurances sociales*, novembre 1934 (Article de M. André PÉRY).

tion des ouvriers travaillant à domicile. Cette circulaire amena de vives protestations; d'abord à cause de son ton comminatoire; ensuite, en raison du fait qu'aucune discrimination ne paraissait être établie entre les travailleurs à domicile salariés, et les travailleurs à domicile, ne remplissant pas les conditions voulues, pour être des Assurances sociales.

En mars 1935, le Gouvernement dépose un projet de Loi, relatif à la définition de la qualité d'assuré social. L' *« Association générale et l'Union syndicale des Tissus, matières textiles, habillement, ameublement »*, adresse alors au Ministère du Travail, une lettre dont voici quelques passages:

« Il est rappelé, dans l'exposé des motifs du projet de Loi, que la jurisprudence de la Cour de Cassation, se conformant ainsi aux principes généraux de notre Code Civil, n'a cessé de maintenir la distinction fondamentale entre le Contrat de louage de service, qui détermine le statut de salarié, et le Contrat de louage d'ouvrage, qui détermine le statut du façonnier.

En conséquence, la Cour Suprême a affirmé, à plusieurs reprises que, seuls, les salariés étaient obligatoirement assujettis à la Loi des Assurances sociales, qui a ouvert l'Assurance facultative aux non salariés.

Mais, par un expédient plus subtil que juridique, le projet de Loi que le Gouvernement vient de déposer, se propose de donner aux façonniers, travaillant à domicile pour nos industries de transformation du tissu, non pas le statut de « salarié », mais la qualité d' « assurés sociaux », en dépit du contrat de louage d'ouvrage, qui règle en général l'emploi de cette main-d'œuvre...

Il faut prévoir, en effet, que l'extension de l'Assurance obligatoire à cette catégorie de travailleurs, aurait pour con-

séquences d'inciter les employeurs à développer le travail en atelier, qui donne un meilleur rendement, grâce à une surveillance continue ; et à rechercher aussi une atténuation des charges financières, qui pèsent sur la main-d'œuvre, dans un renforcement de leur outillage mécanique. Il en résulterait un nouvel accroissement de ce chômage, que les pouvoirs publics s'efforcent précisément de diminuer » (9).

Le décret-loi du 28 octobre 1935 ne laisse plus persister le moindre doute, en ce qui concerne l'application des Assurances sociales aux ouvriers à domicile.

On trouve en effet, dans son article premier, que certaines personnes, travaillant à quelque titre et en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs, pourront être assujetties, même si elles ne remplissent pas les conditions inhérentes à la qualité juridique de salariées : sont donc visés par la nouvelle mesure, les travailleurs à domicile habituels. L'Assurance facultative est supprimée, sauf pour les femmes mariées.

L'Arrêté du 21 janvier 1936 (10), fixe forfaitairement à 15 % les frais d'atelier, à déduire sur le salaire du travailleur à domicile, pour avoir le gain sur lequel on applique le taux des contributions (7 % pour 1936).

Une évaluation différente pourra cependant être faite, à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, par le Ministre du Travail. Pour l'industrie de la confection et de la couture en gros pour dames, fillettes et enfants du département de la Seine, la somme fixée forfaitairement est 20 % des salaires (11).

(9) *Les Echos*, 11 février 1935.

(10) *J. O.*, 25 janvier 1936. « Patrons, Artisans et Employés », mars 1936.

(11) Arrêté du 11 mai 1936.

Pour les salariés intermittents, travaillant pour un ou plusieurs patrons, les cotisations dues sont représentées par des timbres-postes, collés sur un feuillet intercalaire nominatif (12), encarté dans le feuillet trimestriel de cotisation. L'assuré présente le feuillet trimestriel muni de son feuillet intercalaire, à chacun de ses employeurs, lors de la paye, pour l'apposition des timbres. Ceux-ci peuvent s'ils le désirent, demander une décharge de la valeur des timbres.

(12) « Patrons, Artisans et Employés », mars 1936.

CONCLUSION

FAUT-IL SUPPRIMER LE TRAVAIL A DOMICILE ?

Devant tous les inconvénients énumérés au sujet du travail à domicile, de nombreux philanthropes, économistes et médecins en ont envisagé la suppression radicale. De quelle manière obtenir ce résultat ? Ils n'y ont pas songé, formulant seulement des théories abstraites.

Le D^r Fauquet estimait que cette mesure serait souhaitable. A la séance du 24 avril 1904, il s'exprimait en ces termes : « Je ne crois pas que, même à la campagne, le maintien ou le développement du travail à domicile soit désirable.

Le Play notait déjà, il y a un demi-siècle, dans la « *Réforme Sociale* », que les fabriques collectives rurales ne donnaient plus à l'ouvrier des campagnes, le bien-être qu'elles lui donnaient autrefois.

Dernièrement, je lisais dans une enquête sur le paupérisme et les institutions de bienfaisance du Bas-Rhin (enquête faite en 1857 sous les auspices du Préfet du département), les extraits des rapports fournis par les curés, les pasteurs et les rabbins. Il se dégage très nettement de ces rapports, que le développement du travail à domicile, dans les campagnes, a les mêmes conséquences matérielles et

morales que l'établissement des usines. Un de nos amis, qui eut récemment l'occasion d'étudier l'Industrie de la lingerie à domicile, dans les départements du Cher et de l'Indre, est arrivé aux mêmes conclusions.

D'abord salaire d'appoint, le travail à domicile des femmes devient bientôt la ressource principale de la famille. Les hommes abandonnent le travail des champs, se laissent entretenir et se livrent à la débauche. En même temps, les charges de l'Assistance s'accroissent ; le nombre des naissances illégitimes augmente. Souvent, les femmes se réunissent le soir pour travailler à plusieurs dans le même local, constituant de véritables ateliers volontaires, d'où n'est banni aucun des inconvénients qu'on reproche aux ateliers de l'Industrie agglomérée.

Le travail à domicile constitue un obstacle au progrès technique, et en outre, au progrès social, parce qu'il empêche le groupement des ouvriers, qui est la condition de leur relèvement matériel et moral ».

Que ce discours est pessimiste ! certains de ces arguments semblent se contredire. Si les femmes se groupent pour travailler, il semble que ce soit pour mettre en commun leurs aspirations d'entente et d'intérêt ! Ensuite, je ne vois pas pourquoi, lorsque la femme travaille chez elle, le mari abandonnerait son ouvrage : il n'y a pas de lien de cause à effet.

M^{me} de Maguerie, à la première Conférence internationale de Genève, en 1908, affirmait également son opinion, concernant la suppression du travail à domicile ; elle estimait qu'une décision énergique, vaudrait mieux qu'une demi-mesure, rendue inefficace par mille biais déloyaux. A cette époque, n'existaient pas les lois instituant le minimum de salaire. Mais M^{me} de Maguerie prévoyait, et l'avenir

lui a donné raison, que la plupart du temps ce minimum deviendrait maximum.

Pour elle, la question syndicale est un mythe. La concurrence entre les ouvrières, le « *struggle for life* », ne peuvent se concilier avec une entente sociale.

En ce qui concerne l'intimité domestique, quelque charme poétique qu'on lui prête chez les travailleurs à domicile, il est certain qu'à la crèche, où la mère peut les visiter plusieurs fois par jour, les enfants sont mieux soignés que chez eux, plus propres et mieux alimentés. A ce point de vue, je suis de l'avis de M^{me} de Maguerie : il y a des femmes, qui n'ont aucunement l'idée de ce que peuvent être les soins à donner à un enfant.

J'ai vu des mères nourrir leurs bébés avec des biberons froids ; les laisser dans une misérable pièce jamais aérée, supporter une température voisine de 30° ; broncho-pneumonie et diarrhée guettent infailliblement ces petits êtres pour les mener à la mort.

Mais, d'un autre côté, n'est-il pas profondément triste pour une femme de se séparer de son enfant ? Que devient l'allaitement maternel, tant prôné par les médecins ?

Cette thèse de la suppression du travail à domicile, bénéficie également de la faveur des Congrès ouvriers de tous les pays et de l'Ecole socialiste. Les travailleurs organisés considèrent que l'Industrie à domicile, prolonge la durée du travail quotidien. Dans les années prospères, elle offre au patron une main-d'œuvre supplémentaire, qui a pour effet de diminuer le taux des salaires.

Eugène Fournière déclare : « Si, dans Paris, certaines professions féminines connaissent des salaires très minimes, c'est parce que ces professions sont exercées par des ménagères, qui font chez elles des tâches en sus des tra-

vaux du ménage. Celles-ci ajoutent ainsi quelques centimes aux gains du chef de famille. Mais, du même coup, elles fixent le tarif, auquel devra travailler Jenny l'ouvrière, dans sa mansarde. »

A l'« *Union féminine Civique et Sociale* », constituée pour le retour de la mère au foyer, j'ai demandé à la secrétaire, si l'œuvre procurait aux femmes de l'ouvrage à exécuter chez elles ; elle m'a répondu qu'après l'expérience de 1932, racontée antérieurement, l'Union avait tout à fait abandonné l'idée de fournir du travail à domicile, car elle serait obligée de donner des salaires lamentables. Elle préfère encourager les femmes à s'occuper uniquement de leur ménage, mais d'une façon parfaite, et entreprendre auprès du Parlement une campagne pour le relèvement des Allocations familiales.

Voici la reproduction d'un des tableaux du Congrès pour le retour de la mère au foyer, qui montre ce qu'il faudrait ajouter au salaire du mari, pour permettre à la femme de rester chez elle sans rien gagner.

Equilibre budgétaire en 1933.

Dans une famille de deux enfants (Nord) ::

I. — QUAND LA MÈRE TRAVAILLE AU DEHORS :

1) Salaire d'un père de famille :

Camionneur.	800 fr.	} Moyenne : 690 fr.
Rattacheur.	720 fr.	
Homme de peine.....	600 fr.	
Homme de peine.....	640 fr.	

2) Salaire d'une mère de famille :

Embrocheuse	600 fr.	} Moyenne : 598 fr.
Bonnetière.	740 fr.	
Peigneuse.	472 fr.	
Soigneuse.	580 fr.	

Moyenne totale pour le ménage : 1.396 fr.

II. — QUAND LA MÈRE RESTE CHEZ ELLE :

Economie des mois de nourrice....	500 fr.
Mais, nourriture des enfants.....	300 fr.

Economie sur les enfants..... 200 fr.

Autres économies : vêtements, lavage, santé, nourriture saine, économie petits verres !..... 175 fr.

Economie minimum 375 fr.

D'après les économies réalisées par la mère lorsqu'elle reste chez elle, la famille aurait un niveau de vie de :

$$1.396 \text{ fr.} - 375 \text{ fr.} = 1.021 \text{ fr. par mois.}$$

Mais, ne travaillant pas, la mère n'a que le salaire du père plus l'allocation familiale, soit :

$$690 + 108 = 798 \text{ fr. par mois.}$$

L'écart du budget est de :

$$1.021 - 798 = 223 \text{ fr. par mois.}$$

Je ne veux pas discuter l'opinion de l' « *Union féminine Civique et Sociale* », mais il me semble difficile d'admettre que pour un salaire masculin de 690 fr. par mois,

on puisse y ajouter $108 + 223 = 331$ fr. d'allocations familiales.

Je comprends parfaitement que les philosophes et les économistes veuillent supprimer l'industrie à domicile pour les travailleurs masculins. Je ne vois, en effet, aucun inconvénient au travail extérieur des hommes, fut-ce de longues heures passées en dehors de leur foyer, à moins qu'ils ne soient infirmes, ou veufs avec des enfants.

Mais comment ces économistes s'y prendraient-ils pour interdire l'Industrie à domicile ? Il semble facile de tourner la loi. D'un autre côté, en cas de suppression, que deviendraient tous les travailleurs de cette branche de production ? L'Industrie Centralisée, déjà saturée, serait incapable d'absorber un tel contingent.

Il est certain qu'à l'heure actuelle, malgré les efforts de la Législation relative à ce sujet, le travail à domicile a des conséquences hygiéniques déplorables dont j'ai déjà parlé ; je me demande s'il n'y aurait point là une amélioration à apporter.

Pourquoi, l'ouvrage terminé et rendu à l'usine, ne le mettrait-on pas dans de vastes pièces, où il serait soumis à une scrupuleuse désinfection ? L'économie, réalisée par le patron en ce qui concerne l'absence de local, de chauffage, d'éclairage, d'assurance contre les accidents du travail, ne serait que faiblement écornée par cette mesure d'hygiène, au reste fort peu coûteuse.

Ne pourrait-on, par suite de contrats de travail, assurer à l'ouvrière à domicile un salaire peut-être minime, mais certain ? Ce serait lui éviter ces moments de presse et de chômage qui, avec des résultats différents, sont tous deux aussi néfastes.

On pourrait ainsi rendre au logis ouvrier son véritable

caractère de foyer, dans toute la pleine et saine acception du terme, en débarrassant le travail à domicile de ses honteuses conditions, qui en font actuellement du sweating et le marquent d'une flétrissure. Il ne faudrait pas le mettre en marge de la grande Industrie, comme j'en ai encore fait la remarque il y a quelques mois.

M. François Martin, le 9 juillet 1936, demandait au Ministre du Travail, si, dans les entreprises où les ouvriers et ouvrières travaillent en grande majorité à domicile, la nomination des délégués d'atelier est applicable ? Et dans l'affirmative, si les ouvriers et ouvrières travaillant à domicile, doivent entrer en conséquence dans le chiffre du personnel, pour la fixation du nombre des délégués (1).

Il est répondu à M. François Martin que, sous réserve de l'appréciation des Tribunaux, seuls qualifiés pour interpréter la Loi, il ne semble pas que les travailleurs à domicile qui, par définition sont occupés en dehors des ateliers, puissent obligatoirement être appelés à participer à l'élection des délégués, institués dans les établissements.

Pourquoi cette différence de traitement ?

Terminons cette étude par une note moins pessimiste, en demandant la fondation d'écoles d'apprentissage. De très bonnes ouvrières, ayant une connaissance approfondie de leur métier, pourraient travailler chez elles, dans des industries de luxe, et gagner des salaires convenables. Car, ce qui manque à présent aux travailleuses, c'est la technique professionnelle.

C'est la raison pour laquelle on leur confie de l'ouvrage en série, faiblement rémunéré.

(1) « Questions Prud'hommales, fiscales et commerciales », octobre 1936. Question écrite du 9 juillet 1936.

BIBLIOGRAPHIE

THESES

- BRU. — *Essai sur la réglementation du travail à domicile*, Paris, 1903.
- FLORY. — *Le travail à domicile*, Paris, 1905.
- ALEXANDRE. — *Le travail à domicile*, Caen, 1906.
- BOUCHARD. — *Minimum de salaire dans l'industrie du vêtement*, Paris, 1921.

LIVRES

- ESPINASSE. — *L'ouvrière de l'aiguille à Toulouse*, 1907.
- MÉNY. — *Le travail à bon marché*, 1907.
- *Le travail à domicile*, 1910.
- HONORÉ. — *Conseil supérieur du travail*, 1910.
- MADAY-HENTZELT. — *Enquête sur le travail à domicile chez les bijoutiers du canton de Genève*, Saint-Blaise, 1911.
- BRODA (D^r). — *Comment on pourrait diminuer la misère des ouvriers en chambre*, 1912.
- FAGNOT. — *Réglementation du travail en chambre*, 1915.
- TISSIER. — *Actions en justice nées de la loi du 10 juillet 1915*. Décembre 1915.
- *Application de la loi du 10 juillet 1915 dans l'industrie du vêtement*, 1917.
- VILLARS. — *Le travail à domicile de l'horlogerie dans le Jura Bernois*. Fribourg, 1922.
- RENARD (G.). — *L'ouvrière à domicile*.
- DRET (H.). — *La chaussure*, 1927.

BOUVIER (J.). — *La lingerie et les lingères*, 1928.

DESLANDRES (M.). — *Les ligues sociales d'acheteurs*, 1911.

— *Cours professé à la Semaine sociale de Mulhouse*, 1931.

TRIDON. — *Gagnez de l'argent en travaillant chez vous dans toute la France et dans les colonies françaises*, 1935.

PERIODIQUES

Les documents du travail, année 1926.

Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris, année 1936.

Bulletin du Ministère du Travail. Toute la collection de 1915 à 1936.

Revue politique et parlementaire, années 1923 et 1928.

Questions prud'hommales, fiscales et commerciales, années 1929-30-31-32-33-34-35.

Bulletin mensuel des Allocations familiales et des Assurances sociales. Toute la collection de 1928 à 1936.

Patrons, Artisans et Employés, années 1935-1936.

Revue internationale du travail, août 1926, mars 1928.

CODE DU TRAVAIL

Enquêtes :

Office du Travail : *dans la chaussure*, 1914.

— *dans la fleur artificielle*.

Union féminine civique et sociale, 1934.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>Définition du Travail à domicile salarié</i>	7
CHAPITRE II. — <i>Origines du Travail à domicile</i>	12

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Composition des Travailleurs à domicile</i>	17
CHAPITRE II. — <i>Les industries qui pratiquent le Travail à domicile</i>	20
CHAPITRE III. — <i>Avantages du Travail à domicile</i>	27
§ 1. — <i>Avantages pour le travailleur</i>	27
§ 2. — <i>Avantages pour le patron</i>	29
CHAPITRE IV. — <i>Inconvénients du Travail à domicile</i> ..	31
CHAPITRE V. — <i>Réception du Travail à l'usine</i>	40
CHAPITRE VI. — <i>Causes du sweating-system</i>	43

DEUXIEME PARTIE

<i>REMEDES AU SWEATING-SYSTEM</i>	47
CHAPITRE PREMIER. — <i>Action des Intéressés</i>	47
CHAPITRE II. — <i>Œuvres philanthropiques et charitables</i> ..	52

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Action des consommateurs</i>	55
CHAPITRE IV. — <i>Opinion publique informée</i>	59
§ 1. — Par les expositions.....	59
§ 2. — Par des philanthropes et des enquêtes.....	60
§ 3. — Par des Congrès Nationaux et Internatio- naux	67
CHAPITRE V. — <i>Action de l'Etat</i>	72
§ 1. — Est-ce un devoir pour l'Etat de s'occuper du sweating-system ?	72
§ 2. — Absence de lois concernant les travailleurs à domicile avant la loi du 10 juillet 1915.....	74
§ 3. — Loi du 10 juillet 1915.....	81
§ 4. — Loi de 1928. Décrets de 1922-1926-1935..	91
§ 5. — Critique de la législation concernant l'in- dustrie à domicile.....	95
CHAPITRE VI. — <i>Application de la législation du Travail à domicile</i>	102
§ 1. — Activité de l'Inspection du Travail.....	102
§ 2. — Activité de la Commission Centrale.....	111
§ 3. — Activité des Comités de salaire et d'exper- tise	116
§ 4. — Interventions syndicales	129
CHAPITRE VII. — <i>Réglementation des allocations familia- les et des Assurances Sociales</i>	132
§ 1. — Les Allocations familiales	132
§ 2. — Les Assurances sociales	134
CONCLUSION. — <i>Faut-il supprimer le Travail à domicile ?</i>	143
BIBLIOGRAPHIE	151

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, 96

Palais-Royal PARIS (1^{er})
